

PROTOCOLE DE MADRID

Formulaire type n° 3A : Refus provisoire total de protection (règle 17.1) du règlement d'exécution commun)

I. Office qui fait la notification :
INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE
Département des Marques, Dessins et Modèles
15, rue des Minimes-CS 50001
F-92677 COURBEVOIE CEDEX
FRANCE

REF : 1406563 /OPP 18-3454 / GUB
Affaire suivie par : **Brendan GUILLERM**

Tel : 01.56.65.80.91

II. Numéro de l'enregistrement international : **1406563**

III. Nom du titulaire : **LANDTOURER AUTOMOBILE CO., LTD**

IV. Informations concernant le type de refus provisoire :

Veuillez cocher une des options ci-après afin d'indiquer le type de refus provisoire :

- ☐ Refus provisoire total fondé sur un examen d'office
- ☒ Refus provisoire total fondé sur une opposition
- ☐ Refus provisoire total fondé à la fois sur un examen d'office et sur une opposition

Lorsque le refus est fondé sur une opposition, veuillez indiquer le nom et l'adresse de l'opposant :

i) Nom de l'opposant : **FCA GROUP MARKETING S.P.A**

ii) Adresse de l'opposant : **250 Via Nizza**
10126 TORINO
Italia

V. Informations concernant la portée du refus provisoire :

Le refus provisoire total concerne tous les produits et services.

Siège

15 rue des Minimes - CS 50001
92677 COURBEVOIE Cedex

0 820 210 211 Service 0,10 € / min + prix appel

Télécopie : +33 (0)1 56 65 86 00
www.inpi.fr - contact@inpi.fr

VI. Motifs de refus [(le cas échéant, voir la rubrique VII)] :

VOIR EN ANNEXE L'ACTE D'OPPOSITION

VII. Informations relatives à une marque antérieure :

i) Date et numéro de dépôt et, le cas échéant, date de priorité :

VOIR EN ANNEXE L'ACTE D'OPPOSITION

ii) Date et numéro d'enregistrement (s'ils sont disponibles) :

VOIR EN ANNEXE L'ACTE D'OPPOSITION

iii) Nom et adresse du titulaire :

VOIR EN ANNEXE L'ACTE D'OPPOSITION

iv) Reproduction de la marque :

VOIR EN ANNEXE L'ACTE D'OPPOSITION

v) Liste des produits et services pertinents (cette liste peut être rédigée dans la langue de la demande antérieure ou de l'enregistrement antérieur) :

VOIR EN ANNEXE L'ACTE D'OPPOSITION

VIII. Dispositions essentielles correspondantes de la législation applicable :

VOIR FICHE JOINTE

IX. Informations concernant la possibilité de présenter une requête en réexamen ou un recours :

i) Délai pour présenter une requête en réexamen ou un recours :

Le titulaire de l'enregistrement international est réputé avoir reçu la notification de l'opposition dans un délai de quinze jours à compter de la date d'émission de cette notification par l'Institut.

Le titulaire dispose d'un délai de 2 mois à compter de cette date présumée de réception pour présenter ses observations à l'Institut National de la Propriété Industrielle.

ii) Autorité auprès de laquelle la requête en réexamen ou le recours doit être déposé :

Institut National de la Propriété Industrielle

iii) Nécessité de déposer la requête en réexamen ou le recours dans une langue particulière ou par l'intermédiaire d'un mandataire qui a son adresse sur le territoire de la partie contractante :

Tout acte ou pièce remis à l'Institut national de la propriété industrielle doit, s'il est rédigé en langue étrangère, être accompagné de sa traduction en langue française.

Si le titulaire n'est pas établi ou domicilié en France, dans un Etat membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen, ces observations doivent être présentées par un mandataire habilité ayant son domicile, son siège ou son établissement en France ou par un professionnel ressortissant d'un pays de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen, exerçant légalement une activité de représentation devant l'office central de propriété industrielle de son état.

A défaut d'observations en réponse ou le cas échéant, de constitution régulière d'un mandataire, dans le délai imparti, il est statué directement sur l'opposition.

iv) Conditions supplémentaires, le cas échéant :

X. Signature ou sceau officiel de l'Office qui fait la notification :

**Pour le Directeur général de
l'Institut National de la Propriété Industrielle**

**Brendan GUILLERM
Juriste**



XI. Date d'envoi de la notification au Bureau international : **20/08/2018**

PROCEDURE D'OPPOSITION

EXTRAITS DES TEXTES APPLICABLES

Extraits du code de la propriété intellectuelle

Art. L 712-3.- Pendant le délai de deux mois suivant la publication de la demande d'enregistrement, toute personne intéressée peut formuler des observations auprès du directeur de l'Institut national de la propriété industrielle.

Art. L 712-4.- Pendant le délai mentionné à l'article L. 712-3, opposition à la demande d'enregistrement peut être faite auprès du directeur de l'Institut national de la propriété industrielle par :

1° Le propriétaire d'une marque enregistrée ou déposée antérieurement ou bénéficiant d'une date de priorité antérieure, ou le propriétaire d'une marque antérieure notoirement connue ;

1° bis Le directeur de l'Institut national de l'origine et de la qualité, dès lors qu'il y a un risque d'atteinte au nom, à l'image, à la réputation ou à la notoriété d'une appellation d'origine ou d'une indication géographique mentionnées aux articles L. 641-5, L. 641-10, L. 641-11 et L. 641-11-1 du code rural et de la pêche maritime ;

2° Le bénéficiaire d'un droit exclusif d'exploitation, sauf stipulation contraire du contrat ;

3° Une collectivité territoriale au titre du h de l'article L. 711-4 ou au titre d'une atteinte à une indication géographique définie à l'article L. 721-2, dès lors que cette indication comporte le nom de la collectivité concernée ;

4° Un organisme de défense et de gestion mentionné à l'article L. 721-4 dont une indication géographique a été homologuée en application de l'article L. 721-3 ou dont la demande d'homologation est en cours d'instruction par l'institut.

L'opposition est réputée rejetée s'il n'est pas statué dans un délai de six mois suivant l'expiration du délai prévu à l'article L. 712-3.

Toutefois, ce délai peut être suspendu :

- a) Lorsque l'opposition est fondée sur une demande d'enregistrement de marque ou sur une demande d'homologation d'indication géographique ;
- b) En cas de demande en nullité, en déchéance ou en revendication de propriété, de la marque sur laquelle est fondée l'opposition ;
- c) Sur demande conjointe des parties, pendant une durée de trois mois renouvelable une fois.

Art. L 712-7.- La demande d'enregistrement est rejetée :

- a) Si elle ne satisfait pas aux conditions prévues à l'article L 712-2 ;
- b) Si le signe ne peut constituer une marque par application des articles L 711-1 et L 711-2, ou être adopté comme une marque par application de l'article L 711-3 ;
- c) Si l'opposition dont elle fait l'objet au titre de l'article L 712-4 est reconnue justifiée.

Lorsque les motifs de rejet n'affectent la demande qu'en partie, il n'est procédé qu'à son rejet partiel.

Art. L 411-4.- Le directeur de l'Institut national de la propriété industrielle prend les décisions prévues par le présent code à l'occasion de la délivrance, du rejet ou du maintien des titres de propriété industrielle. Dans l'exercice de cette compétence, il n'est pas soumis à l'autorité de tutelle. Les cours d'appel désignées par voie réglementaire connaissent directement des recours formés contre ces décisions. Il y est statué, le ministère public et

le directeur de l'Institut national de la propriété industrielle entendus. Le pourvoi en cassation est ouvert tant au demandeur qu'au directeur de l'Institut national de la propriété industrielle.

.....

Art. L 422-4.- Les personnes qui souhaitent se faire représenter dans les procédures devant l'Institut national de la propriété industrielle ne peuvent le faire, pour les actes où la technicité de la matière l'impose, que par l'intermédiaire de conseils en propriété industrielle dont la spécialisation, déterminée en application du dernier alinéa de l'article L. 422-1, est en rapport avec l'acte.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne font pas obstacle à la faculté de recourir aux services d'un avocat ou à ceux d'une entreprise ou d'un établissement public auxquels le demandeur est contractuellement lié ou à ceux d'une organisation professionnelle spécialisée ou à ceux d'un professionnel établi sur le territoire d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen intervenant à titre occasionnel et habilité à représenter les personnes devant le service central de la propriété industrielle de cet Etat.

.....

Art. L 422-5.- Toute personne exerçant les activités mentionnées au premier alinéa de l'article L. 422-1 au 26 novembre 1990 peut, par dérogation aux dispositions de l'article L. 422-4, représenter les personnes mentionnées au premier alinéa de cet article dans les cas prévus par cet alinéa, sous réserve d'être inscrite sur une liste spéciale établie par le directeur de l'Institut national de la propriété industrielle.

.....

Art. R 712-2.- Le dépôt peut être fait personnellement par le demandeur ou par un mandataire ayant son domicile, son siège ou son établissement dans un Etat membre de la communauté européenne ou dans un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen.

Sous réserve des exceptions prévues aux articles L. 422-4 et L. 422-5, le mandataire constitué pour le dépôt d'une demande d'enregistrement de marque et tout acte subséquent relatif à la procédure d'enregistrement, à l'exception du simple paiement des redevances et des déclarations de renouvellement, doit avoir la qualité de conseil en propriété industrielle.

Les personnes n'ayant pas leur domicile ou leur siège dans un Etat membre de la Communauté européenne ou dans un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen doivent, dans le délai qui leur est imparti par l'institut, constituer un mandataire satisfaisant aux conditions prévues à l'alinéa précédent.

En cas de pluralité de déposants, un mandataire commun doit être constitué. Si celui-ci n'est pas l'un des déposants, il doit satisfaire aux conditions prévues par le deuxième alinéa.

Sauf lorsqu'il a la qualité de conseil en propriété industrielle ou d'avocat, le mandataire doit joindre un pouvoir qui s'étend, sous réserve des dispositions des articles R. 712-21 et R. 714-1 et sauf stipulation contraire, à tous les actes et à la réception de toutes les notifications prévues au présent titre. Le pouvoir est dispensé de légalisation.

Art. R 712-13.- L'opposition à enregistrement formée dans les conditions prévues à l'article L. 712-4 par le propriétaire d'une marque antérieure, le bénéficiaire d'un droit exclusif d'exploitation, une collectivité territoriale, un organisme de défense et de gestion défini à l'article L. 721-4 ou le directeur de l'Institut national de l'origine et de la qualité peut être présentée par la personne physique ou morale opposante agissant personnellement ou par l'intermédiaire d'un mandataire remplissant les conditions prévues à l'article R. 712-2.

Art. R 712-14.- L'opposition est présentée par écrit dans les conditions prévues par la décision mentionnée à l'article R 712-26.

Elle précise :

1° L'identité de l'opposant, ainsi que les indications propres à établir l'existence, la nature, l'origine et la portée de ses droits ;

2° Les références de la demande d'enregistrement contre laquelle est formée l'opposition, ainsi que l'indication des produits ou services visés par l'opposition ;

3° L'exposé des moyens sur lesquels repose l'opposition ;

4° La justification du paiement de la redevance prescrite ;

5° Le cas échéant, sauf lorsqu'il a la qualité de conseil en propriété industrielle ou d'avocat, le pouvoir du mandataire, ce pouvoir pouvant être adressé à l'Institut dans le délai maximum d'un mois.

Art. R 712-15.- Est déclarée irrecevable toute opposition soit formée hors délai, soit présentée par une personne qui n'avait pas qualité, soit non conforme aux conditions prévues aux articles R 712-13 et R 712-14 et par la décision mentionnée à l'article R 712-26.

Art. R 712-16.- Sous réserve des cas de suspension prévus à l'article L 712-4 ou de clôture de la procédure en application de l'article R 712-18, l'opposition est instruite selon la procédure ci-après :

1° L'opposition est notifiée sans délai au titulaire de la demande d'enregistrement.

Un délai est imparti à celui-ci pour présenter les observations en réponse et, le cas échéant, constituer un mandataire répondant aux conditions prévues à l'article R 712-13. Le délai imparti ne peut être inférieur à deux mois ;

2° A défaut d'observations en réponse, ou le cas échéant, de constitution régulière d'un mandataire dans le délai imparti, il est statué sur l'opposition.

Dans le cas contraire, un projet de décision est établi au vu de l'opposition et des observations en réponse. Ce projet est notifié aux parties auxquelles un délai est imparti pour en contester éventuellement le bien fondé ;

3° Ce projet, s'il n'est pas contesté, vaut décision.

Dans le cas contraire, il est statué sur l'opposition au vu des dernières observations et, si l'une des parties le demande, après que celles-ci auront été admises à présenter des observations orales.

L'Institut doit respecter le principe du contradictoire. Toute observation dont il est saisi par l'une des parties est notifiée à l'autre.

Art. R 712-17.- A l'exclusion des oppositions relevant du 1° bis, du 3° et du 4° de l'article L. 712-4, le titulaire de la demande d'enregistrement peut, dans ses premières observations en réponse, inviter l'opposant à produire des pièces propres à établir que la déchéance de ses droits pour défaut d'exploitation n'est pas encourue.

Ces pièces doivent établir l'exploitation de la marque antérieure, au cours des cinq années précédant la demande de preuves d'usage, pour au moins l'un des produits ou services sur lesquels est fondée l'opposition ou faire état d'un juste motif de non-exploitation. L'Institut impartit alors un délai à l'opposant pour produire ces pièces.

Art. R 712-18.- La procédure d'opposition est clôturée :

1° Lorsque l'opposant a retiré son opposition, a perdu qualité pour agir ou n'a fourni dans le délai imparti aucune pièce propre à établir que la déchéance de ses droits sur la marque antérieure n'est pas encourue ;

2° Lorsque l'opposition est devenue sans objet par suite soit d'un accord entre les parties, soit du retrait ou du rejet de la demande d'enregistrement de marque contre laquelle l'opposition a été formée ;

3° Lorsque les effets du droit antérieur ont cessé ;

4° Lorsque la demande d'homologation d'un cahier des charges d'indication géographique définie à l'article L. 721-2 a été rejetée ou retirée ou lorsque l'homologation a été retirée ;

5° Lorsque la demande de modification d'un cahier des charges homologué défini à l'article L. 721-3 a été rejetée ou retirée si l'opposition est fondée sur cette demande de modification.

Art. R 712-21.- La demande d'enregistrement peut être retirée jusqu'au début des préparatifs techniques relatifs à l'enregistrement. Le retrait peut être limité à une partie du dépôt. Il s'effectue par une déclaration écrite adressée ou remise à l'Institut.

Une déclaration de retrait ne peut viser qu'une seule marque. Elle est formulée par le demandeur ou par son mandataire, lequel, sauf s'il a la qualité de conseil en propriété industrielle ou d'avocat, doit joindre un pouvoir spécial.

Elle indique s'il a été ou non concédé des droits d'exploitation ou de gage. Dans l'affirmative, elle doit être accompagnée du consentement écrit du bénéficiaire de ce droit ou du créancier gagiste.

Si la demande d'enregistrement a été formulée par plusieurs personnes, son retrait ne peut être effectué que s'il est requis par l'ensemble de celles-ci.

Le retrait ne fait pas obstacle à la publication prévue au premier alinéa de l'article R 712-8.

Art. R 712-26.- Les conditions de présentation de la demande et le contenu du dossier sont précisés par décision du directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle, notamment en ce qui concerne :

...

2° L'opposition prévue à l'article R 712-14 ;

...

Art. R 717-5.- Le délai pour former opposition, conformément à l'article L. 712-4, court à compter de la publication du bulletin La Gazette par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.

L'opposition est notifiée au titulaire de l'enregistrement international par l'intermédiaire du bureau international de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.

Le titulaire de l'enregistrement international est réputé avoir reçu la notification de l'opposition dans un délai de quinze jours à compter de la date d'émission de cette notification par l'Institut national de la propriété industrielle.

Décision N° 2016-69 du Directeur Général de l'Institut National de la Propriété Industrielle relative aux modalités de la procédure d'opposition à enregistrement d'une marque.

Article 1

La formation d'une opposition à enregistrement d'une marque ainsi que les échanges subséquents, réalisés par l'opposant ou le titulaire de la marque contestée ou leurs mandataires, s'effectuent sous forme électronique sur le site Internet de l'INPI.

Article 6

I. – Une opposition ne peut être fondée que sur un seul droit antérieur visé à l'article L. 712-4 du code de la propriété intellectuelle.

II. – Les prescriptions résultant de l'article R. 712-14 du code précité sont assorties des tempéraments ou modalités suivantes. L'opposant fournit :

1°) Afin d'établir l'existence, la nature, l'origine et la portée des droits de l'opposant :

- une copie de la marque antérieure, dans son dernier état, mettant en évidence, le cas échéant, l'incidence d'une renonciation, limitation ou cession partielle sur la portée des droits de l'opposant, et, dans le cas où le bénéfice d'une date de priorité est invoqué, une copie de la demande sur laquelle est fondée cette priorité ;
- si la marque antérieure est une marque non déposée, mais notoire, les pièces établissant son existence et sa notoriété, et en définissant la portée ;

- s'il n'est pas le propriétaire originel de la marque, la justification de sa qualité pour agir et de l'opposabilité de l'acte correspondant ;
- si l'opposition est fondée sur une atteinte au nom, à l'image ou la renommée d'une collectivité territoriale, les documents propres à justifier de l'identification de la collectivité territoriale par le signe qu'elle invoque ;
- si l'opposition est fondée sur une atteinte à une indication géographique protégeant les produits industriels et artisanaux, une copie de l'homologation du cahier des charges dans son dernier état, ainsi que, le cas échéant, les documents propres à justifier de l'existence de la collectivité territoriale opposante ;
- si l'opposition est fondée sur une atteinte à une appellation d'origine ou une indication géographique régie par le code rural et de la pêche maritime, les documents propres à justifier de sa protection.

2°) Une copie de la publication de la demande d'enregistrement ou de l'enregistrement international contre laquelle est formée l'opposition, ainsi que l'indication des produits ou services visés par l'opposition ;

3°) L'exposé des moyens tirés de la comparaison des produits et services, ainsi que l'exposé des moyens tirés de la comparaison des signes, et, si l'opposition est fondée sur une atteinte au nom, à l'image ou la renommée d'une collectivité territoriale, l'exposé des moyens visant à démontrer cette atteinte.

4°) Une copie du pouvoir daté, revêtu de la signature manuscrite du déposant, et, s'il s'agit d'une personne morale, de l'indication de la qualité du signataire et du cachet de la personne morale.

III. – Tout acte ou pièce remis à l'Institut national de la propriété industrielle doit, s'il est rédigé en langue étrangère, être accompagné de sa traduction en langue française.



Signature numérique de : INPI
CN=Institut national de la propriété
industrielle,OU=0002
180080012,O=INPI,C=FR
Raison : e-service INPI
Lieu : INPI Courbevoie
Date : 2018-08-14 16:57:54

**MARQUE DE FABRIQUE DE COMMERCE
OU DE SERVICE**

Code la propriété intellectuelle - Livre VII

**RECAPITULATIF D'OPPOSITION A
ENREGISTREMENT**

Date de dépôt : 14/08/2018
Référence INPI : 2018-3454
Votre référence : AVO18-3599FR-KD

ADRESSE DE CORRESPONDANCE DE L'OPPOSANT OU DU MANDATAIRE

Nom/Prénom : Mme DIMIDJIAN-LECOMTE Karina
Société/Cabinet : CASALONGA
Adresse :
8 Avenue Percier
75008 Paris
France

DEMANDE D'ENREGISTREMENT CONTESTEE

Droit contesté : Marque internationale ayant effet en France
N° National : 1406563
N° du BOPI de publication : 18/22
Date de dépôt : 26/03/2018

Document annexe : demande_contestée_1406563.pdf

OPPOSANT

Dénomination sociale : FCA Group Marketing S.P.A.
Forme juridique : Société de droit italien
Adresse :
250 Via Nizza
10126 TORINO
Italie

MANDATAIRE

Nom/Prénom : Mme DIMIDJIAN-LECOMTE Karina
Cabinet ou Société : CASALONGA
N° de Téléphone : 0145612231
Adresse électronique : k.dimidjian@casalonga.com
Adresse :
8 Avenue Percier
75008 Paris
France

ATTEINTE A UNE MARQUE ANTERIEURE

Marque antérieure invoquée : Marque communautaire
N° de dépôt et/ou d'enregistrement : 005484639
Date de dépôt et/ou d'enregistrement : 10/11/2006
Nom de la marque : FIAT
Copie de la marque antérieure : marque_fiat_5484639.pdf

Renouvellement :

Date de demande de renouvellement : 03/11/2016
Date de publication du renouvellement : 03/11/2016

La marque antérieure a fait l'objet d'une :

- Renonciation

Opposant agissant en qualité de : Propriétaire par suite d'une transmission de propriété

Inscription de l'acte au registre national, international ou européen des marques :

Date : 18/01/2010
N° d'inscription : 004404821

EXPOSE DES MOYENS TIRES DE LA COMPARAISON DES PRODUITS ET SERVICES

L'opposition est formée : Pour l'INTEGRALITE des produits et services désignés dans la demande d'enregistrement

Les produits et services visés sont :

- IDENTIQUES
- SIMILAIRES

Documents annexes ou texte : fiat_comparaison_des_produits.pdf

EXPOSE DES MOYENS TIRES DE LA COMPARAISON DES SIGNES

La demande d'enregistrement constitue :

- L'IMITATION DE LA MARQUE

Documents annexes ou texte : comparaison_signes_fiat_c._landtourer.pdf

AUTRES

Document 1 : annexe_1__t299180_certificate_fca.pdf
Document 2 : annexe_1__t299180_translation.pdf
Document 3 : annexe_2__t295330_tm_peru.pdf

SIGNATAIRE

Nom : DIMIDJIAN-LECOMTE Karina

Qualité : Avocat

Email : k.dimidjian@casalonga.com

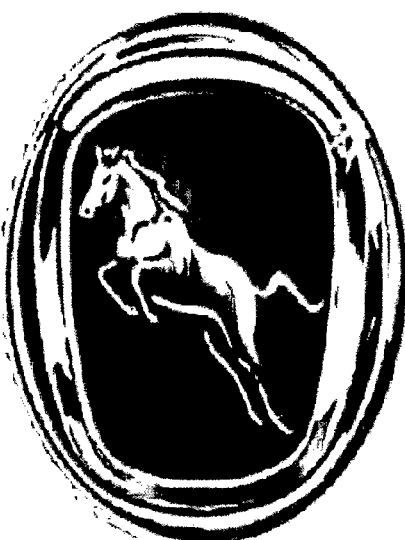
MODIANO

MILANO (ITALY) – LUGANO (SWITZERLAND) – ALICANTE (SPAIN) – MÜNCHEN (GERMANY)

CONSULENTI PROPRIETÀ INDUSTRIALE – CONSULENTI EUROPEI IN BREVETTI – CONSULENTI EUROPEI IN MARCHI
EUROPEAN PATENT ATTORNEYS – EUROPEAN TRADEMARK ATTORNEYS – US PATENT AGENTS

Vs rif. :
Ns. rif. : T250448
Data :
317227385 / A04 / 6189 / 639841 / 38875

NOTA DI SORVEGLIANZA

<u>Marchio sorvegliato</u>	<u>Marchio selezionato</u>
LOGO CAVALLINO RAMPANTE 	
Registri sorvegliati: Mondiale Classi sorvegliate: 12 37	Registro: Perù Classi intl.: 12
	Richiedente: LANDTOURER AUTOMOBILE CO. LTD Cina
	Nr. domanda: 17729480 Data domanda: 30 NOV 2017 Data pubblicazione: 12 DIC 2017 Pagina pubblicazione: 2017 26
	Termine opposizione: 26 GEN 2018

Nro. de	729480-	Fecha de	2017-12-	Fecha límite para	2018-01-26
Expediente:	2017/DSD	Publicación:	12	Oposición:	
Signo Solicitado :					
	Fecha de Solicitud: 2017-11-30				
	Tipo de Solicitud: MARCA DE PRODUCTO				
	Solicitante(s): LANDTOURER AUTOMOBILE CO., LTD, de China				



Descripción del signo solicitado:

La figura, conforme al modelo

Producto(s):

Vehículos eléctricos; chasis de automóviles; tapacubos; escalones para vehículos; portaesquí para automóviles; automóviles; carrocerías de automóviles; parachoques para automóviles; fundas para ruedas de recambio; cubos de ruedas de vehículos

Clase:

12

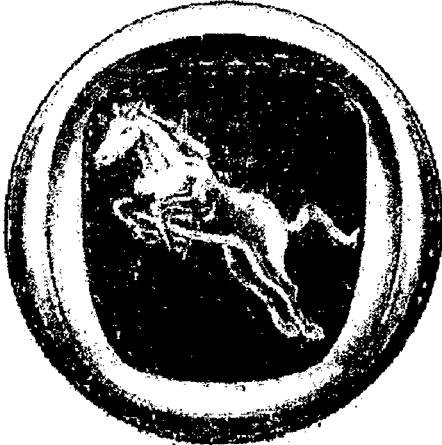
MODIANO

MILANO (ITALY) – LUGANO (SWITZERLAND) – ALICANTE (SPAIN) – MÜNCHEN (GERMANY)

CONSULENTI PROPRIETÀ INDUSTRIALE – CONSULENTI EUROPEI IN BREVETTI – CONSULENTI EUROPEI IN MARCHI
EUROPEAN PATENT ATTORNEYS – EUROPEAN TRADEMARK ATTORNEYS – US PATENT AGENTS

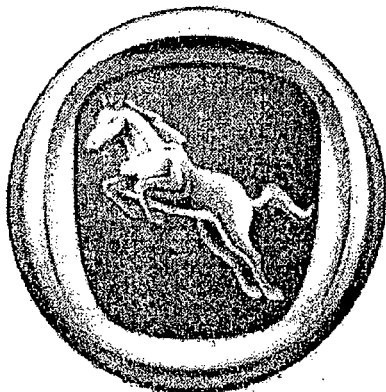
Vs rif. :
Ns. rif. : T250448
Data :
302927468 / 114 / 6189 / 639841 / 38205

NOTA DI SORVEGLIANZA

<u>Marchio sorvegliato</u>	<u>Marchio selezionato</u>
CAVALLINO RAMPANTE 	YIDI  YIDI
Registri sorvegliati: Mondiale Classi sorvegliate: 12 37	Registro: Perù Classi intl.: 12 Richiedente: HONG JIWEI Cina Nr. domanda: 17717920 Data domanda: 24 AGO 2017 Data pubblicazione: 29 AGO 2017 Pagina pubblicazione: 2017 106 Termine opposizione: 11 OTT 2017

Nro. de 717920- Fecha de 2017-08- Fecha límite para Oposición: 2017-10-11
Expediente: 2017/DSD Publicación: 29
Signo Solicitado :

Fecha de Solicitud: 2017-08-24
Tipo de Solicitud: MARCA DE PRODUCTO
Solicitante(s): HONG JIWEI, de China



YIDI

Descripción del signo solicitado:

La denominación YIDI y logotipo, conforme al modelo

Producto(s):

Vehículos, aparatos de locomoción terrestre, aérea o acuática

Clase:

12



COMPANY REGISTRATION REPORT

**"FCA GROUP MARKETING
S.P.A." O IN FORMA ESTESA
"FIAT GROUP MARKETING &
CORPORATE
COMMUNICATION S.P.A.",
SIGLABILE "FCAGM S.P.A." O
"FGM & CC S.P.A."**



S3W973

The QR Code can be used to check that this document corresponds to the original produced by InfoCamere on behalf of the Italian Chambers of Commerce and Industry on the date indicated at the bottom of this page and at the top of the following pages. The check may be performed with the App 'RI QR Code' or by visiting www.registroimprese.it

SHORT PROFILE

Company short name	FGM & CC S.P.A.
Legal form	Joint-stock company with single shareholder
Fiscal code	02637030012
VAT number	02637030012
Registered address	TORINO (TO) VIA NIZZA 250 CAP 10126
Registered e-mail address	fca.group.marketing@pec.fcagroup.com
Telephone	011-6857611
REA number	TO-577851
REA Registration date	24/06/1980
Registration date	19/02/1996
Founding date	04/06/1980
Chairman of the board of directors	MARCHIONNE SERGIO <i>Company legal representative</i>

ECONOMIC ACTIVITY

Activity status	ACTIVE
Business starting date	20/10/1980
NACE code	77.4 - Leasing of intellectual property and similar products, except copyrighted works
Enrollment in professional registers and quality certifications	yes
SOA Certification to perform public works	-
Quality certificates	-
Environmental rolls and registers	-

THE COMPANY IN FIGURES

Share capital	100.000.000,00
Employees as of 31/12/2015	19
Shareholders	1
Governors	4
Company Officials	4
Branch offices	1

Contents

1 Company identification	2
2 Governance structure	2
3 Assets and financial information	3
4 Economic activity, enrollment in professional registers and quality certifications	3
5 Employees	3
6 Shareholders and holders of other forms of rights to shares ..	3
7 Company officials	4
8 Branches and other offices	6

1 Company identification

Company name	"FCA GROUP MARKETING S.P.A." O IN FORMA ESTESA "FIAT GROUP MARKETING & CORPORATE COMMUNICATION S.P.A.", SIGLABILE "FCAGM S.P.A." O "FGM & CC S.P.A."
Acronym or short name	FGM & CC S.P.A.
Legal form	Joint-stock company with single shareholder
Fiscal code and registration number	02637030012
Business Register of	TORINO
Registration date	19/02/1996
REA number (Economic and Administrative Repertory number)	TO-577851
REA registration date	24/06/1980
VAT number	02637030012
Registered address	VIA NIZZA 250 TORINO (TO) CAP 10126
Registered e-mail address	fca.group.marketing@pec.fcagroup.com
Founding date	04/06/1980
Company duration	Termination date: 31/12/2100
Last day of each fiscal year	Fiscal years end on 31/12 Number of days of extension of the date of approval of the financial statements: 60

2 Governance structure

Adopted form of governance	Traditional
Auditing body	Auditing firm
Governance bodies	Board of directors Number of acting governing directors: 4

3 Assets and financial information

Share capital

Currency: Euro
Authorised: 100.000.000,00
Subscribed: 100.000.000,00
Paid-up: 100.000.000,00

4 Economic activity, enrollment in professional registers and quality certifications

Business starting date: 20/10/1980

NACE economic activity code

Primary activity

Code: 77.4 - Leasing of intellectual property and similar products, except copyrighted works

Secondary activity

Code: 58.1 - Publishing of books, periodicals and other publishing activities

Secondary activity

Code: 70.21 - Public relations and communication activities

Secondary activity

Code: 82.3 - Organisation of conventions and trade shows

Secondary activity

Code: 18.13 - Pre-press and pre-media services

5 Employees

Date: 31/12/2015

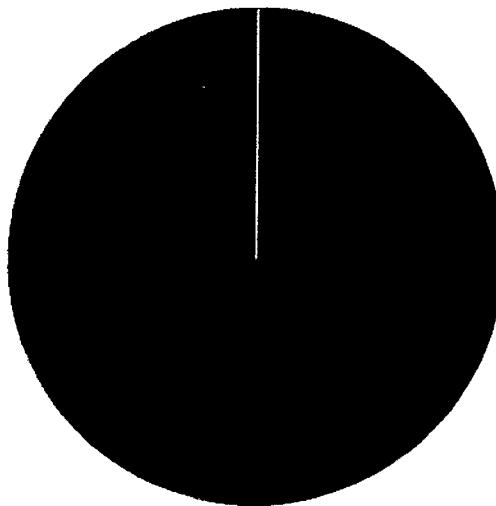
	1st Quarter	2nd Quarter	3rd Quarter	4th Quarter	Average value
Employees	47	19	5	4	19
Free-lance	0	0	0	0	0
Total	47	19	5	4	19

6 Shareholders and holders of other forms of rights to shares

Shareholders and holders of other forms of rights to shares as of 04/04/2016

"FCA GROUP MARKETING S.P.A." O IN FORMA ESTESA
"FIAT GROUP MARKETING & CORPORATE
COMMUNICATION S.P.A.", SIGLABILE "FCAGM S.P.A." O
"FGM & CG S.P.A."

Fiscal code 02637030012



FCA ITALY HOLDINGS S.
P.A.
100%

The pie chart gives a quick view of the breakdown of company ownership. More detailed data is also provided.

Shareholders and holders of other forms of rights to shares as of 04/04/2016

Procedure details

Protocol date: 04/04/2016
Protocol number: TO-2016-45493

Ownership

Shareholding
100.000.000 Ordinary shares
Nominal shares: 100.000.000,00
Currency: Euro

Shareholder: FCA ITALY HOLDINGS
S.P.A.

Fiscal code: 07979870016
Type of shareholder rights: Ownership

7 Company officials

Governing directors

Surname: MARCHIONNE
First name: SERGIO

Gender: M
Fiscal code: MRCSRG52H17C632R
Company legal representative
Date of birth: 17/06/1952
Place of birth: CHIETI (CH)
Citizenship: Switzerland

"FCA GROUP MARKETING S.P.A." O IN FORMA ESTESA
"FIAT GROUP MARKETING & CORPORATE
COMMUNICATION S.P.A.", SIGLABILE "FCAGM S.P.A." O
"FGM & CC S.P.A."

Fiscal code 02637030012

Official positions

Official position: Director

Registration date: 02/04/2012

Acceptance date: 15/04/2016

Term of office: Until the approval of the balance sheet of the fiscal year ending 31/12/2016

Official position: Chairman of the board of directors

Registration date: 12/04/2012

Term of office: Until the approval of the balance sheet of the fiscal year ending 31/12/2016

Surname: FRANCOIS
First name: OLIVIER JEROME

Gender: M

Fiscal code: FRNLRJ61R04Z110I

Date of birth: 04/10/1961

Place of birth: BOULOGNA BILLANCOURT France

Citizenship: France

Official positions

Official position: Director

Registration date: 02/04/2012

Acceptance date: 15/04/2016

Term of office: Until the approval of the balance sheet of the fiscal year ending 31/12/2016

Official position: Managing director (CEO)

Registration date: 23/04/2015

Term of office: Until the approval of the balance sheet of the fiscal year ending 31/12/2016

Surname: PALMER
First name: RICHARD KEITH

Gender: M

Fiscal code: PLMRHR66T03Z114E

Date of birth: 03/12/1966

Place of birth: KEYNSHAM United Kingdom

Citizenship: United Kingdom

Official positions

Official position: Director

Registration date: 14/04/2014

Acceptance date: 15/04/2016

Term of office: Until the approval of the balance sheet of the fiscal year ending 31/12/2016

Surname: FOSSATI
First name: GIORGIO

Gender: M

Fiscal code: FSSGRG61C12G087S

Date of birth: 12/03/1961

Place of birth: ORBASSANO (TO)

Official positions

Official position: Director

Registration date: 23/04/2015

Acceptance date: 15/04/2016

Term of office: Until the approval of the balance sheet of the fiscal year ending 31/12/2016

"FCA GROUP MARKETING S.P.A." O IN FORMA ESTESA
"FIAT GROUP MARKETING & CORPORATE
COMMUNICATION S.P.A.", SIGLABILE "FCAGM S.P.A." O
"FGM & CC S.P.A."

Fiscal code 02637030012

Other company officials

Company name: FCA ITALY
HOLDINGS S.P.A.

Fiscal code: 07979870016

Official positions

Official position: Sole partner
Registration date: 14/07/2015
Term of office: Until revoked

Surname: BORGI
First name: MONICA

Gender: F
Fiscal code: BRGMNC66P66H355N
Company legal representative
Date of birth: 26/09/1966
Place of birth: RIVOLI (TO)

Official positions

Official position: Representative
Registration date: 19/11/2015
Term of office: No fixed expiration date

Surname: RASO
First name: MARIA TERESA

Gender: F
Fiscal code: RSAMTR71L42M208H
Company legal representative
Date of birth: 02/07/1971
Place of birth: LAMEZIA TERME (CZ)

Official positions

Official position: Representative
Registration date: 19/11/2015
Term of office: No fixed expiration date

Surname: STRIGLIO
First name: ANDREA

Gender: M
Fiscal code: STRNDR62R30M082B
Company legal representative
Date of birth: 30/10/1962
Place of birth: VITERBO (VT)

Official positions

Official position: Representative
Registration date: 19/11/2015
Term of office: No fixed expiration date

8 Branches and other offices

Branch office nr. TO-15

Address

Type of branch: Office
Opening date: 01/06/2008
CORSO GIOVANNI AGNELLI 200
TORINO (TO) CAP 10135

**"FCA GROUP MARKETING S.P.A." O IN FORMA ESTESA
"FIAT GROUP MARKETING & CORPORATE
COMMUNICATION S.P.A.", SIGLABILE "FCAGM S.P.A." O
"FGM & CC S.P.A."**

Fiscal code 02637030012

NACE economic activity code

Primary activity

Code: 77.4 - leasing of intellectual property and similar products, except copyrighted works

Administrative fees: euro 7,00

Camera di Commercio Industria Artigianato e Agricoltura di TORINO

Registro Imprese - Archivio ufficiale della CCIAA

VISURA ORDINARIA SOCIETA' DI CAPITALE

**"FCA GROUP MARKETING
S.P.A." O IN FORMA ESTESA
"FIAT GROUP MARKETING &
CORPORATE
COMMUNICATION S.P.A.",
SIGLABILE "FCAGM S.P.A." O
"FGM & CC S.P.A."**



ZGPEWS

Il QR Code consente di verificare la corrispondenza tra questo documento e quello archiviato al momento dell'estrazione. Per la verifica utilizzare l'App RI QR Code o visitare il sito ufficiale del Registro Imprese.

DATI ANAGRAFICI

Indirizzo Sede legale	TORINO (TO) VIA NIZZA 250 CAP 10126
Indirizzo PEC	fca.group.marketing@pec.fcagroup.com
Telefono	011 6857611
Numero REA	TO - 577851
Codice fiscale	02637030012
Partita IVA	02637030012
Forma giuridica	societa' per azioni con socio unico
Data atto di costituzione	04/06/1980
Data iscrizione	24/06/1980
Data ultimo protocollo	28/07/2017
Presidente Consiglio Amministrazione	MARCHIONNE SERGIO <i>Rappresentante dell'Impresa</i>

ATTIVITA'

Stato attività	attiva
Data inizio attività	20/10/1980
Attività prevalente	gestione dei marchi di proprietà e/o di società del gruppo fiat; gestione delle attività del gruppo fiat relative a: comunicazione, pubbliche relazioni ed eventi - con esclusione di ogni attività di intermediazione - ed archivio
Codice ATECO	77.4
Codice NACE	77.4
Attività import export	-
Contratto di rete	sì
Albi ruoli e licenze	-
Albi e registri ambientali	-

L'IMPRESA IN CIFRE

Capitale sociale	100.000.000,00
Addetti al 30/06/2017	2
Soci	1
Amministratori	4
Titolari di cariche	5
Sindaci, organi di controllo	6
Unità locali	1
Pratiche RI dal 11/10/2016	5
Trasferimenti di sede	0
Partecipazioni (1)	sì

CERTIFICAZIONE D'IMPRESA

Attestazioni SOA	-
Certificazioni di	-

DOCUMENTI CONSULTABILI

Bilanci	2016 - 2015 - 2014 - 2013 - 2012 - ...
---------	--

Camera di Commercio Industria Artigianato e Agricoltura di TORINO

Registro Imprese - Archivio ufficiale della CCIAA

QUALITA'

Fascicolo	sì
Statuto	sì
Altri atti	136

Le informazioni, sopra riportate, sono tutte di fonte Registro Imprese o REA (Repertorio Economico Amministrativo);
si possono trovare i dettagli nella Visura o nel Fascicolo d'Impresa

(1) Da elenchi soci e trasferimenti di quote

Indice

1 Sede	3
2 Informazioni da statuto/atto costitutivo	3
3 Capitale e strumenti finanziari	6
4 Soci e titolari di diritti su azioni e quote	6
5 Amministratori	7
6 Sindaci, membri organi di controllo	9
7 Titolari di altre cariche o qualifiche	11
8 Trasferimenti d'azienda, fusioni, scissioni, subentri	26
9 Attività, albi ruoli e licenze	27
10 Sedi secondarie ed unita' locali	28
11 Aggiornamento impresa	29

1 Sede

Indirizzo Sede legale	TORINO (TO) VIA NIZZA 250 CAP 10126
Telefono	011 6857611
Indirizzo PEC	fca.group.marketing@pec.fcagroup.com
Partita IVA	02637030012
Numero REA	TO - 577851
Data iscrizione	24/06/1980

iscrizione REA

Numero repertorio economico amministrativo (REA): TO - 577851

sede legale

Data iscrizione: 24/06/1980
TORINO (TO)
VIA NIZZA 250 CAP 10126
Telefono: 011 6857611

indirizzo elettronico

Indirizzo pubblico di posta elettronica certificata: fca.group.marketing@pec.fcagroup.com

partita iva

02637030012

2 Informazioni da statuto/atto costitutivo

Registro Imprese	Data di iscrizione: 19/02/1996 Sezioni: Iscritta nella sezione ORDINARIA
Estremi di costituzione	Data atto di costituzione: 04/06/1980
Sistema di amministrazione	consiglio di amministrazione (in carica)
Oggetto sociale	L'ESERCIZIO DI ATTIVITA' DI: - PROMOZIONE, GESTIONE E SVILUPPO DEI MARCHI DI PROPRIETA' E DI ALTRE SOCIETA' DEL GRUPPO FCA OPERANDO NEI SETTORI DEL MARKETING, DELLA COMUNICAZIONE, ...
Poteri da statuto	AL CONSIGLIO DI AMMINISTRAZIONE SPETTANO TUTTI I PIU' AMPI POTERI DI ORDINARIA E STRAORDINARIA AMMINISTRAZIONE E DI DISPOSIZIONE CHE NON SIANO RISERVATI INDEROGABILMENTE DALLA LEGGE ALL'ASSEMBLEA DEGLI AZIONISTI. L'ORGANO

Altri riferimenti statutari

Deposito statuto aggiornato

Estremi di costituzione

iscrizione Registro Imprese

Codice fiscale e numero d'iscrizione: 02637030012
del Registro delle Imprese di TORINO
Precedente numero di iscrizione: TO272-1980-2448
Data iscrizione: 19/02/1996

sezioni

Iscritta nella sezione ORDINARIA il 19/02/1996

informazioni costitutive

Sigla della denominazione: FGM & CC S.P.A.
Data atto di costituzione: 04/06/1980

Sistema di amministrazione e controllo

durata della società

Data termine: 31/12/2100

scadenza esercizi

Scadenza degli esercizi al 31/12
Giorni di proroga dei termini di approvazione del bilancio: 60

sistema di amministrazione e controllo contabile

Sistema di amministrazione adottato: tradizionale
Soggetto che esercita il controllo contabile: società di revisione

forme amministrative

consiglio di amministrazione (in carica)

collegio sindacale

Numero effettivi: 3
Numero supplenti: 2

Oggetto sociale

L'ESERCIZIO DI ATTIVITA' DI:
- PROMOZIONE, GESTIONE E SVILUPPO DEI MARCHI DI PROPRIETA' E DI ALTRE SOCIETA' DEL GRUPPO FCA OPERANDO NEI SETTORI DEL MARKETING, DELLA COMUNICAZIONE, DELL'IMMAGINE, DELL'INFORMAZIONE, DELLA PUBBLICITA' E DELLE PUBBLICHE RELAZIONI;
- SUPPORTO NEI SETTORI DELLA COMUNICAZIONE, DELL'IMMAGINE, DELL'INFORMAZIONE, DELLA PUBBLICITA', DEL MARKETING, DELLE PUBBLICHE RELAZIONI E DEGLI ARCHIVI STORICI DI DOCUMENTI, FILMATI E FOTOGRAFIE PER LA DIFFUSIONE E PER L'AFFERMAZIONE SUL MERCATO DI PRODOTTI E SERVIZI DELLE AZIENDE DEI GRUPPI FCA E CNH INDUSTRIAL CHE LI PRODUCONO.
PER IL CONSEGUIMENTO E NELL'AMBITO DI TALI FINALITA' LA SOCIETA' PUO', TRA L'ALTRO:
- SVOLGERE ATTIVITA' NEI SETTORI EDITORIALE E DELL'INFORMAZIONE, ANCHE MEDIANTE INTERVISTE, COMUNICATI STAMPA, REDAZIONE, STAMPA E DIFFUSIONE DI PUBBLICAZIONI PERIODICHE E NON PERIODICHE, CON ESCLUSIONE DELL'EDIZIONE DI QUOTIDIANI;
- ASSUMERE INIZIATIVE, INCARICHI DI CONSULENZA, ASSISTENZA E DIFFUSIONE NEI SETTORI DELLA PROMOZIONE DELL'IMMAGINE, DEL MARKETING E DELLA PUBBLICITA', ANCHE SVOLGENDO COMPITI DI RAPPRESENTANZA, ATTI A SVILUPPARE E REALIZZARE SOLUZIONI CON FINALITA' DI IMMAGINE E COMUNICAZIONE ANCHE NEL CAMPO DELL'ARCHITETTURA E DELL'AMBIENTAZIONE D'INTERNI;
- EFFETTUARE STUDI E RICERCHE E ORGANIZZARE INCONTRI E DIBATTITI SULLA CULTURA IMPRENDITORIALE E SUI CONTESTI ECONOMICI E SOCIALI, CON RICORSO EVENTUALMENTE AD ESPERIENZE DI ALTRI CENTRI ITALIANI ED ESTERI;
- ORGANIZZARE MANIFESTAZIONI ANCHE SPORTIVE, MOSTRE, ESPOSIZIONI, FIERE, CONGRESSI, CONVEGNI E SPETTACOLI IN GENERE, GESTIRE I RELATIVI SERVIZI E

SVOLGERE ATTIVITA' COMPLEMENTARI E DI SUPPORTO, ANCHE CONNESSE CON LA PUBBLICITA' DELLE INIZIATIVE, IVI COMPRESA LA VENDITA DI BIGLIETTI, CATALOGHI, PUBBLICAZIONI, MANIFESTI, OGGETTI PROMOZIONALI E ALTRI ARTICOLI;
- PROGETTARE ED IDEARE PRODOTTI E LINEE OMAGGI PER PROMOZIONI E PUBBLICITA', CURANDONE LA RELATIVA COMMERCIALIZZAZIONE DIRETTA E/O INDIRETTA;
- ORGANIZZARE, PARTECIPARE E SOSTENERE INIZIATIVE AVENTI SCOPI UMANITARI E BENEFICI.

NELL'AMBITO E PER IL CONSEGUIMENTO DEI SUDDETTI SCOPI LA SOCIETA' PUO' COMPIERE OPERAZIONI COMMERCIALI, IMMOBILIARI, MOBILIARI E FINANZIARIE, QUESTE ULTIME NON NEI CONFRONTI DEL PUBBLICO, IVI COMPRESA L'ASSUNZIONE E LA CONCESSIONE DI MUTUI, SOVVENZIONI E FINANZIAMENTI, L'ASSUNZIONE E LA DISMISSIONE DI PARTECIPAZIONI IN SOCIETA' ED ENTI, LA PRESTAZIONE, SENZA CARATTERE DI PROFESSIONALITA', DI AVALLI, FIDEJUSSIONI, IPOTECHE ED OGNI ALTRA GARANZIA, ANCHE REALE, ANCHE A FAVORE DI TERZI.
TUTTE LE ATTIVITA' DEVONO ESSERE SVOLTE NEI LIMITI E NEL RISPETTO DELLE NORME CHE NE DISCIPLINANO L'ESERCIZIO.

Poteri

poteri da statuto

AL CONSIGLIO DI AMMINISTRAZIONE SPETTANO TUTTI I PIU' AMPI POTERI DI ORDINARIA E STRAORDINARIA AMMINISTRAZIONE E DI DISPOSIZIONE CHE NON SIANO RISERVATI INDEROGABILMENTE DALLA LEGGE ALL'ASSEMBLEA DEGLI AZIONISTI. L'ORGANO AMMINISTRATIVO E' INOLTRE COMPETENTE, OLTRE CHE AD EMETTERE OBBLIGAZIONI NON CONVERTIBILI, AD ASSUMERE LE DELIBERAZIONI CONCERNENTI: . LA FUSIONE E LA SCISSIONE, NEI CASI PREVISTI DALLA LEGGE, . L'ISTITUZIONE O LA SOPPRESSIONE DI SEDI SECONDARIE, . L'INDICAZIONE DI QUALI TRA GLI AMMINISTRATORI, OLTRE AL PRESIDENTE, HANNO LA RAPPRESENTANZA DELLA SOCIETA', . LA RIDUZIONE DEL CAPITALE IN CASO DI RECESSO DEL SOCIO, . GLI ADEGUAMENTI DELLO STATUTO A DISPOSIZIONI NORMATIVE, . IL TRASFERIMENTO DELLA SEDE SOCIALE NEL TERRITORIO NAZIONALE. IL CONSIGLIO DI AMMINISTRAZIONE PUO', NEI LIMITI DI LEGGE, DELEGARE AD UN COMITATO ESECUTIVO O AD UNO O PIU' DEI SUOI MEMBRI PROPRIE ATTRIBUZIONI. LA FIRMA E LA RAPPRESENTANZA DELLA SOCIETA' SPETTANO AL PRESIDENTE E, OVE NOMINATI, AL VICE PRESIDENTE E AGLI AMMINISTRATORI DELEGATI NELL'AMBITO E PER L'ESERCIZIO DEI POTERI LORO CONFERITI ED INOLTRE, IN VIA TRA LORO DISGIUNTA, IN GIUDIZIO NONCHE' PER L'ESECUZIONE DELLE DELIBERAZIONI DEL CONSIGLIO E DEL COMITATO ESECUTIVO, SE NOMINATO. L'ORGANO AMMINISTRATIVO, ANCHE ATTRAVERSO AMMINISTRATORI MUNITI DI IDONEI POTERI, PUO' NOMINARE UNO O PIU' DIRETTORI GENERALI.

ripartizione degli utili e delle perdite tra i soci

ARTICOLO 20 - RIPARTIZIONE DEGLI UTILI

Altri riferimenti statutari

clausole di recesso

Informazione presente nello statuto/atto costitutivo

clausole di prelazione

Informazione presente nello statuto/atto costitutivo

clausole di limitazione

Informazione presente nello statuto/atto costitutivo

modifiche statutarie, atti e fatti soggetti a deposito

ISCRIZIONE DELLE MODIFICHE STATUTARIE AI SENSI DEL D.LGS 6/2003

. ADOZIONE NUOVO TESTO DELLO STATUTO SOCIALE

. NORME SUL CONTROLLO CONTABILE:

ARTICOLO 24 - CONTROLLO CONTABILE

IN DATA 30 MARZO 2015 HANNO AVUTO EFFICACIA LE DELIBERAZIONI ASSUNTE DALL'ASSEMBLEA A ROGITO NOTAIO ETTORRE MORONE IN DATA 18 MARZO 2015 REPERTORIO N. 116831/20271, CONCERNENTI LA MODIFICA DELLA DENOMINAZIONE SOCIALE E DELL'OGGETTO.

deposito statuto aggiornato

IN DATA 24 MARZO 2015 DEPOSITO STATUTO AGGIORNATO ALLEGATO A VERBALE DEL 18 MARZO 2015 CHE ENTRERA' IN VIGORE DAL 30 MARZO 2015.
IN DATA 6 OTTOBRE 2015 DEPOSITO STATUTO SOCIALE AGGIORNATO ALLEGATO A VERBALE DEL 2 OTTOBRE 2015.

modifica articoli dello statuto

LE NORME SUL CONTROLLO CONTABILE SONO CONTENUTE NELL'ARTICOLO 18 - CONTROLLO CONTABILE.
LI'ASSEMBLEA DEL 14/12/2010 HA MODIFICATO IL SEGUENTE ARTICOLI DELLO STATUTO SOCIALE: ARTICOLO 18-REVISIONE LEGALE DEI CONTI

Contratti di rete contratto

Numero repertorio: 69165
Numero registrazione: 11319
Nome contratto: CONTRATTO DI RETE SERVIZI

impresa di riferimento

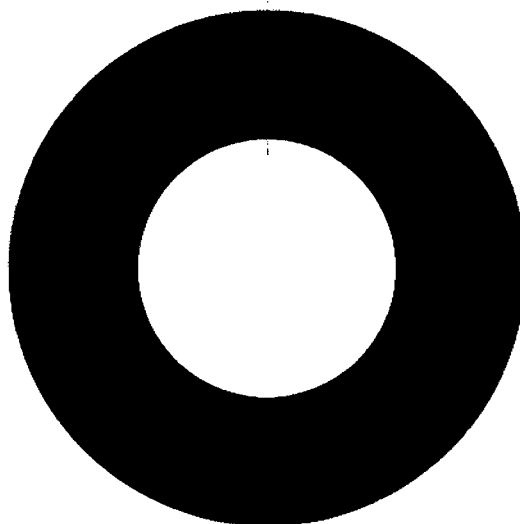
Denominazione dal Registro Imprese: FCA SERVIZI PER L'INDUSTRIA S.C.P.A. O BREVEMENTE FCA SE.P.IN.S.C.P.A.
Codice fiscale: 02255730018

3 Capitale e strumenti finanziari

Capitale sociale in Euro	Deliberato:	100.000.000,00
	Sottoscritto:	100.000.000,00
	Versato:	100.000.000,00
	Conferimenti in denaro	
	Numero azioni:	100.000.000
Azioni	Valore:	1,00 Euro

4 Soci e titolari di diritti su azioni e quote

Sintesi della composizione societaria e degli altri titolari di diritti su azioni o quote sociali al 26/04/2017



FCA ITALY HOLDINGS S.
P.A.
100%

Il grafico ad anello e la tabella sottostante rappresentano una sintesi della composizione societaria dell'impresa (le quote di proprietà sono sommate per titolare e poi arrotondate).
Si sottolinea che solo l'elenco dei soci, disponibile di seguito alla tabella di sintesi, fornisce la completa e dettagliata situazione societaria così come depositata.

Socio	N. azioni	Valore	%	Tipo diritto
FCA ITALY HOLDINGS S.P.A. 07979870016	100.000.000	100.000.000,00	100 %	proprietà'

**Elenco dei soci e degli altri
titolari di diritti su azioni o
quote sociali al 26/04/2017
pratica con atto del 29/03/2017**

Data deposito: 26/04/2017

Data protocollo: 26/04/2017

Numero protocollo: TO-2017-53867

L'impresa ha depositato, insieme al bilancio, dichiarazione che l'elenco dei soci e degli altri titolari di diritti su azioni e quote sociali alla data dell'atto non è variato rispetto all'ultimo depositato

capitale sociale

Capitale sociale dichiarato sul modello con cui è stato depositato l'elenco dei soci:
100.000.000,00 Euro

Proprietà'

Quota composta da: 100.000.000 azioni ordinarie

pari a nominali: 100.000.000,00 Euro

FCA ITALY HOLDINGS S.P.A.

Codice fiscale: 07979870016

Denominazione del soggetto alla data della denuncia: **FCA ITALY HOLDINGS SPA**

Tipo di diritto: proprietà'

5 Amministratori

Presidente Consiglio Amministrazione	MARCHIONNE SERGIO	Rappresentante dell'impresa
Amministratore Delegato	FRANCOIS OLIVIER JEROME	Rappresentante dell'impresa
Consigliere	PALMER RICHARD KEITH	
Consigliere	FOSSATI GIORGIO	

**Forma amministrativa adottata
consiglio di amministrazione**

Numero amministratori in carica: 4

Elenco amministratori

**Presidente Consiglio
Amministrazione
MARCHIONNE SERGIO**

Rappresentante dell'impresa

Nato a CHIETI (CH) il 17/06/1952

Codice fiscale: MRCSRG52H17C632R

Cittadinanza svizzera

domicilio

TORINO (TO) VIA NIZZA 250 CAP 10121

carica

consigliere

Nominato con atto del 29/03/2017
Data di prima iscrizione 02/04/2012
Durata in carica: fino approvazione del bilancio al 31/12/2017
Data presentazione carica: 26/04/2017

carica

presidente consiglio amministrazione

Nominato con atto del 29/03/2017
Data iscrizione: 03/05/2017
Durata in carica: fino approvazione del bilancio al 31/12/2017

poteri

AL QUALE SPETTA, AI SENSI DELL'ARTICOLO 13 DELLO STATUTO, LA FIRMA E LA RAPPRESENTANZA DELLA SOCIETA' DI FRONTE AI TERZI ED IN GIUDIZIO E PER L'ESECUZIONE DELLE DELIBERAZIONI DEL CONSIGLIO DI AMMINISTRAZIONE, SENZA ATTRIBUZIONE DI POTERI INDIVIDUALI DI GESTIONE.
DALLE COMPETENZE, ATTRIBUZIONI E POTERI DELEGATI AL PRESIDENTE E' ESCLUSO ALTRESI' OGNI POTERE CORRELATO ALLE MATERIE RELATIVE ALLA PROTEZIONE DEI DATI PERSONALI DI CUI AL D.LGS. 196/2003 ED ALLA SICUREZZA ED IGIENE DEL LAVORO DI CUI AL D.LGS. 81/2008

**Amministratore Delegato
FRANCOIS OLIVIER JEROME**

Rappresentante dell'impresa
Nato a BOULOGNA BILLANCOURT FRANCIA il 04/10/1961
Codice fiscale: FRNLRJ61R04Z110I
Cittadinanza francia
TORINO (TO) VIA NIZZA 250 CAP 10121

domicilio

carica

consigliere

Nominato con atto del 29/03/2017
Data di prima iscrizione 02/04/2012
Durata in carica: fino approvazione del bilancio al 31/12/2017
Data presentazione carica: 26/04/2017

carica

amministratore delegato

Nominato con atto del 29/03/2017
Data iscrizione: 03/05/2017
Durata in carica: fino approvazione del bilancio al 31/12/2017

poteri

AL QUALE SPETTA, AI SENSI DELL'ARTICOLO 13 DELLO STATUTO, LA FIRMA E LA RAPPRESENTANZA DELLA SOCIETA' DI FRONTE AI TERZI ED IN GIUDIZIO, PER L'ESECUZIONE DELLE DELIBERAZIONI DEL CONSIGLIO DI AMMINISTRAZIONE E NELL'AMBITO E PER L'ESERCIZIO DEI SEGUENTI POTERI QUI ESPRESSAMENTE CONFERITI:
COMPIERE TUTTI GLI ATTI CHE RIENTRANO NELL'OGGETTO SOCIALE, CON ESCLUSIONE DI QUELLI RISERVATI PER LEGGE ALLA COMPETENZA DEL CONSIGLIO STESSO E DI QUELLI QUI DI SEGUITO RIPORTATI:
" ACQUISTARE, VENDERE E PERMUTARE BENI IMMOBILI;
" PRESTARE GARANZIE REALI, AVALLI E FIDEJUSSIONI TRANNE, PER QUESTE ULTIME, QUELLE CONNESSE CON LA NORMALE OPERATIVA AZIENDALE;
" EMETTERE PAGHERO' CAMBIARI ED ACCETTARE TRATTE;
NOMINARE E REVOCARE INSTITUTE E PROCURATORI, DETERMINANDONE I POTERI;
PROMUOVERE E SOSTENERE AZIONI IN GIUDIZIO IN NOME DELLA SOCIETA', SIA ESSA ATTRICE O CONVENUTA, IN QUALUNQUE SEDE GIUDIZIARIA, CIVILE, PENALE, AMMINISTRATIVA O ARBITRALE ED IN QUALUNQUE GRADO DI GIURISDIZIONE E, QUINDI, ANCHE AVANTI LE GIURISDIZIONI SUPERIORI ED OGNI ALTRA MAGISTRATURA ANCHE SPECIALE, NONCHE' NEI GIUDIZI DI REVOCAZIONE E DI OPPOSIZIONE DI TERZO;
RAPPRESENTARE LEGALMENTE LA SOCIETA' ANCHE IN SEDE STRAGIUDIZIALE; COSTITUIRSI PARTE CIVILE NEI PROCEDIMENTI PENALI IN CUI LA SOCIETA' SIA OFFESA DAL REATO;
NOMINARE E REVOCARE AVVOCATI; TRANSIGERE CONTROVERSIE.
IL CONSIGLIO FA CONSTARE CHE NEI POTERI TESTE' CONFERITI AL DOTT. FRANCOIS SONO, TRA L'ALTRO, INCLUSE TUTTE LE DELEGHE E LE RESPONSABILITA' IN TEMA DI

D.LGS. N. 196/2003 - CODICE IN MATERIA DI PROTEZIONE DEI DATI PERSONALI QUALE "TITOLARE" DI TUTTI I TRATTAMENTI AZIENDALI DEI DATI RILEVANTI AI FINI E PER GLI EFFETTI DELLA LEGGE STESSA E QUELLE IN TEMA DI D.LGS. 81/2008 - SICUREZZA ED IGIENE DEL LAVORO QUALE "DATORE DI LAVORO" AI SENSI DELLA VIGENTE NORMATIVA, CON FACOLTA' DI SUBDELEGA.

Consigliere

PALMER RICHARD KEITH

domicilio

carica

Nato a KEYNSHAM GRAN BRETAGNA il 03/12/1966

Codice fiscale: PLMRHR66T03Z114E

Cittadinanza gran bretagna

TORINO (TO) VIA NIZZA 250 CAP 10126

consigliere

Nominato con atto del 29/03/2017

Data di prima iscrizione 14/04/2014

Durata in carica: fino approvazione del bilancio al 31/12/2017

Data presentazione carica: 26/04/2017

Consigliere

FOSSATI GIORGIO

domicilio

carica

Nato a ORBASSANO (TO) il 12/03/1961

Codice fiscale: FSSGRG61C12G087S

TORINO (TO) VIA NIZZA 250 CAP 10126

consigliere

Nominato con atto del 29/03/2017

Data di prima iscrizione 23/04/2015

Durata in carica: fino approvazione del bilancio al 31/12/2017

Data presentazione carica: 26/04/2017

6 Sindaci, membri organi di controllo

Presidente Del Collegio Sindacale	CLARETTA ASSANDRI PAOLO
Sindaco	AMBROSO LUCA
Sindaco	PITTATORE CARLO LUIGI
Sindaco Supplente	PAGLIERI WALTER
Sindaco Supplente	MIGLIETTA GIOVANNI
Societa' Di Revisione	RECONTA ERNST & YOUNG SPA

Organi di controllo

collegio sindacale

Numero in carica: 5

**Elenco sindaci, membri degli
organi di controllo**

**Presidente Del Collegio
Sindacale**

CLARETTA ASSANDRI PAOLO

domicilio

Nato a TORINO (TO) il 01/11/1954

Codice fiscale: CLRPLA54S01L219G

TORINO (TO) VIA NIZZA 250 CAP 10126

carica

presidente del collegio sindacale

Nominato con atto del 30/03/2016

Data di prima iscrizione 27/03/2013

Durata in carica: fino approvazione del bilancio al 31/12/2018

Sindaco

AMBROSO LUCA

Nato a DOMODOSSOLA (VB) il 21/01/1975

Codice fiscale: MBRLCU75A21D332C

domicilio

TORINO (TO) VIA NIZZA 250 CAP 10135

carica

sindaco

Nominato con atto del 30/03/2016

Data di prima iscrizione 26/03/2010

Durata in carica: fino approvazione del bilancio al 31/12/2018

Sindaco

PITTATORE CARLO LUIGI

Nato a TORINO (TO) il 04/06/1951

Codice fiscale: PTTCLL51H04L219B

domicilio

TORINO (TO) VIA NIZZA 250 CAP 10126

carica

sindaco

Nominato con atto del 30/03/2016

Data iscrizione: 19/04/2016

Durata in carica: fino approvazione del bilancio al 31/12/2018

Sindaco Supplente

PAGLIERI WALTER

Nato a TORINO (TO) il 07/03/1946

Codice fiscale: PGLWTR46C07L219L

domicilio

TORINO (TO) VIA NIZZA 250 CAP 10135

carica

sindaco supplente

Nominato con atto del 30/03/2016

Data di prima iscrizione 26/03/2010

Durata in carica: fino approvazione del bilancio al 31/12/2018

Sindaco Supplente

MIGLIETTA GIOVANNI

Nato a ASTI (AT) il 02/02/1951

Codice fiscale: MGLGNN51B02A479T

domicilio

TORINO (TO) VIA NIZZA 250 CAP 10126

carica

sindaco supplente

Nominato con atto del 30/03/2016

Data iscrizione: 19/04/2016

Durata in carica: fino approvazione del bilancio al 31/12/2018

Societa' Di Revisione

**RECONTA ERNST & YOUNG
SPA**

Codice fiscale: 00434000584

sede ROMA (RM)
VIA PO 32 CAP 00198

carica **societa' di revisione**
Nominato con atto del 31/03/2015
Data di prima iscrizione 02/04/2012
Durata in carica: fino approvazione del bilancio al 31/12/2017

7 Titolari di altre cariche o qualifiche

Socio Unico	FCA ITALY HOLDINGS S.P.A.	
Procuratore	BORG MONICA	Rappresentante dell'impresa
Procuratore	STRIGLIO ANDREA	Rappresentante dell'impresa
Procuratore	DESIATA ANTONIO	Rappresentante dell'impresa
Procuratore	ROMEO DOMENICO	Rappresentante dell'impresa

Socio Unico
FCA ITALY HOLDINGS S.P.A.

Codice fiscale 07979870016

sede TORINO (TO)
CORSO LUIGI SETTEMBRINI 167 CAP 10135

carica **socio unico**
Iscritto nel libro dei soci dal 01/07/2015
Data iscrizione: 14/07/2015
Durata in carica: fino alla revoca

Procuratore
BORG MONICA

Rappresentante dell'impresa
Nata a RIVOLI (TO) il 26/09/1966
Codice fiscale: BRGMNC66P66H355N
TORINO (TO) VIA NIZZA 250 CAP 10126

domicilio

carica

procuratore
Nominato con atto del 26/10/2015
Data iscrizione: 19/11/2015
Durata in carica: a tempo indeterminato

poteri

**** PROCURA DEL 26/10/2015, NOT. GIUSEPPINA MORONE, REP. 373.187/24.844 ****
CON I SEGUENTI POTERI:
1. RAPPRESENTARE LA SOCIETA' NEI CONFRONTI DI SOGGETTI PUBBLICI E PRIVATI, NELL'AMBITO E PER L'ESERCIZIO DEI POTERI CONFERITI;
2. DELEGARE, PER OGNI CONSEGUENTE EFFETTO DI LEGGE, LA RESPONSABILITA' DELL'ORGANIZZAZIONE E DELLA CONDUZIONE DI DETERMINATI SETTORI DELL'ATTIVITA' AZIENDALE CON TUTTE LE NECESSARIE FACOLTA';
3. PROMUOVERE E SOSTENERE AZIONI IN GIUDIZIO IN NOME DELLA SOCIETA', SIA ESSA ATTRICE O CONVENUTA, IN QUALSIASI SEDE GIUDIZIARIA, CIVILE, PENALE, AMMINISTRATIVA O ARBITRALE E IN QUALUNQUE GRADO DI GIURISDIZIONE E QUINDI ANCHE AVANTI LA CORTE COSTITUZIONALE, LA CORTE DI CASSAZIONE, IL CONSIGLIO DI STATO, LA CORTE DEI CONTI, IL TRIBUNALE SUPERIORE DELLE ACQUE, LA COMMISSIONE CENTRALE TRIBUTARIA ED OGNI ALTRA MAGISTRATURA, ANCHE SPECIALE, NONCHE' NEI GIUDIZI DI REVOCAZIONE E DI OPPOSIZIONE DI TERZO; RAPPRESENTARE LEGALMENTE LA SOCIETA', ANCHE IN SEDE STRAGIUDIZIALE; NOMINARE E REVOCARE AVVOCATI, PROCURATORI E

DIFENSORI ANCHE TECNICI, PERITI DI PARTE, ARBITRI ED AMICHEVOLI COMPOSITORI;
ELEGGERE DOMICILIO E RELATIVI INCOMBENTI, FARE E MODIFICARE ISTANZE, DOMANDE,
ECCEZIONI, PROPORRE MEZZI DI PROVA ED OPPORSI AD ESSI, RISPONDERE AD
INTERROGATORI SIA LIBERI SIA FORMALI, IVI COMPRESO IL POTERE DI PRESENTARE
DENUNCE;
4. CONCILIARE E TRANSIGERE CONTROVERSIE GIUDIZIALI E STRAGIUDIZIALI;
5. CONSENTIRE E SOTTOSCRIVERE NOVAZIONI, RINNOVI, TRASFORMAZIONI, MODIFICHE E
RISOLUZIONI DI CONTRATTI, TRANSIGENDO OGNI RELATIVA VERTENZA;
6. CONTESTARE L'ESATTA ESECUZIONE DEI CONTRATTI ANCHE TRANSIGENDO E DEFINENDO
IN VIA STRAGIUDIZIALE EVENTUALI LIQUIDAZIONI DI DANNI;
7. EFFETTUARE DICHIARAZIONI DI TERZO PIGNORATO E DI TERZO SEQUESTRATO, NEI
CONFRONTI DI QUALSIASI AUTORITA' GIUDIZIARIA ED IN QUALUNQUE SEDE E GRADO DI
GIURISDIZIONE, ADEMPIENDO A TUTTO QUANTO PREVISTO DALLE VIGENTI DISPOSIZIONI DI
LEGGE, CON PARTICOLARE RIFERIMENTO AL DISPOSTO DELL'ARTICOLO 547 DEL CODICE DI
PROCEDURA CIVILE E SEGUENTI;
8. CON IL LIMITE DI EURO 5.000.000 (CINQUEMILIONI) PER SINGOLO ATTO O
CONTRATTO: ACQUISTARE, VENDERE E COMPIERE OGNI ATTO DI DISPOSIZIONE SU
BREVETTI, MARCHI ED ALTRI DIRITTI INERENTI LA PROPRIETA' INDUSTRIALE ED
INTELLETTUALE; CON IL LIMITE PER SINGOLO ATTO O CONTRATTO DI VALORE NON
SUPERIORE A EURO 20.000.000 (VENTIMILIONI), DA INTENDERSI COME VALORE ANNUO NEL
CASO DI ATTI O CONTRATTI DI DURATA PLURIENNALE: STIPULARE, RINNOVARE,
AMMINISTRARE, NOVARE, RISOLVERE E RESCINDERE CONTRATTI ATTIVI E PASSIVI DI
LICENZA DI DIRITTI DI PROPRIETA' INDUSTRIALE O INTELLETTUALE E/O ALTRI
CONTRATTI AD ESSI RELATIVI;
9. CHIEDERE ATTESTATI DI PRIVATIVA E DI BREVETTI, PROROGHE E COMPLEMENTI;
CHIEDERE LA REGISTRAZIONE DI MARCHI, COMUNQUE COSTITUITI, IN ITALIA E
ALL'ESTERO, SVOLGENDO OGNI CONSEGUENTE ADEMPIMENTO;
10. FAR VALERE I DIRITTI DELLA SOCIETA' NEL CAMPO DELLA PROPRIETA' INDUSTRIALE
ED INTELLETTUALE, E COSI' A TALE SCOPO:
. RICHIEDERE, CONSERVARE, ESTENDERE E RINUNCIARE A, IN ITALIA ED ALL'ESTERO,
BREVETTI PRINCIPALI O COMPLETIVI PER INVENZIONI INDUSTRIALI, MODELLI DI
UTILITA', MODELLI E DISEGNI ORNAMENTALI, MARCHI D'IMPRESA, REGISTRAZIONI E/O
CERTIFICAZIONI DI DIRITTO D'AUTORE E PER LA PROTEZIONE DI CIRCUITI
SEMICONDUTTORI, COME PURE RICHIEDERE LA LORO TRASCRIZIONE, CONSERVAZIONE,
INTEGRAZIONE, RINNOVAZIONE, CONVALIDAZIONE, REGISTRAZIONE E REINTEGRAZIONE
ANCHE INTERNAZIONALE, EFFETTUANDO QUANTO ALL'UOPO NECESSARIO ED OPPORTUNO;
. FARE MODIFICAZIONI, CORREZIONI, RETTIFICHE DEI DISEGNI E POSTILLE SULLA
DESCRIZIONE; PRESENTARE GLI ATTI E FARNE RITIRO; RICHIEDERE CERTIFICATI E COPIE
AUTENTICHE; RITIRARE GLI ATTESTATI RILASCIATI ED I RELATIVI DOCUMENTI; FARE
MODIFICAZIONI, RINUNCIARE E RITIRARE DOMANDE PRESENTATE; PAGARE TASSE, CHIEDERE
ESENZIONI ED OTTENERE RIMBORSI;
. RAPPRESENTARE LA SOCIETA' NELLE PROCEDURE AMMINISTRATIVE AVANTI LA
COMMISSIONE DEI RICORSI PRESSO L'UFFICIO CENTRALE DEI BREVETTI E AVANTI
ANALOGHI ORGANI DEGLI UFFICI ESTERI COMPETENTI IN MATERIA DI DIRITTI DI
PROPRIETA' INDUSTRIALE, COME PURE IN OGNI ALTRA PROCEDURA, ISTANZA E RICORSO
AVANTI L'UFFICIO CENTRALE BREVETTI ED ALTRI UFFICI AMMINISTRATIVI, NAZIONALI ED
ESTERI; PROVVEDERE ALLA RIVENDICAZIONE DEI DIRITTI DI PROPRIETA';
. COMPIERE OGNI ATTO FUNZIONALE ALLA TUTELA DELLA SOCIETA' DA AZIONI LESIVE
DELLA PROPRIETA' INTELLETTUALE, QUALI ATTI DI CONTRAFFAZIONE, USO IMPROPRIO DEI
MARCHI DA PARTE SIA DI CONTROPARTI CONTRATTUALI DELLA SOCIETA' CHE DI TERZI, E
PER CIO' RAPPRESENTARE LA SOCIETA' TRA GLI ALTRI AVANTI LE PROCURE DELLA
REPUBBLICA, LE AUTORITA' DOGANALI, E GLI ORGANI DI POLIZIA;
. NOMINARE AVVOCATI, CONSULENTI DI PROPRIETA' INDUSTRIALE E MANDATARI DI
QUALSIASI SPECIE, IN ITALIA ED ALL'ESTERO, CONFERENDO AD ESSI OGNI OPPORTUNO
POTERE PER IL DEPOSITO E LA PROSECUZIONE DI DOMANDE PER OTTENERE LA PROTEZIONE
DEI SOPRA MENZIONATI DIRITTI DI PROPRIETA' INDUSTRIALE, NONCHE' PER EFFETTUARE
ISTANZE E RICORSI, SIA GERARCHICI CHE AMMINISTRATIVI DAVANTI ALL'AUTORITA'
GIUDIZIALE CONTRO IL DINIEGO DEGLI UFFICI COMPETENTI, SIA ITALIANI SIA ESTERI,
ALLA CONCESSIONE DELLA PROTEZIONE A DETTI DIRITTI DI PROPRIETA' INDUSTRIALE, E
PER EFFETTUARE ISTANZE E RICORSI, SIA GERARCHICI, SIA AMMINISTRATIVI, SIA
DAVANTI ALLE AUTORITA' GIUDIZIARIE, CONTRO IL RILASCIO DI DIRITTI DI PROPRIETA'
INDUSTRIALE RICHIESTI DA TERZI;
. PROCEDERE CONTRO GLI IMITATORI E I FALSIFICATORI CON OGNI MEZZO LEGALE;
11. CON IL LIMITE DI EURO 5.000.000 (CINQUEMILIONI) PER SINGOLO ATTO O
CONTRATTO: ASSUMERE, ACQUISTARE E CEDERE PARTECIPAZIONI ED INTERESSENZE IN
SOCIETA', IMPRESE ED ALTRI ENTI PUBBLICI E PRIVATI IN GENERE, IVI INCLUSI I
CONSORZI, LE SOCIETA' CONSORTILI, I RAGGRUPPAMENTI TEMPORANEI DI IMPRESE, LE

ASSOCIAZIONI TEMPORANEE DI SCOPO, ANCHE INTERVENENDO ALLA LORO COSTITUZIONE, IVI COMPRESA LA FACOLTA' DI RAPPRESENTARE LA SOCIETA' NELLE FASI PRELIMINARI DI STUDIO PER L'ASSUNZIONE E LA CESSIONE DI PARTECIPAZIONI, E SOTTOSCRIVERE LETTERE DI INTENTI A NOME DELLA SOCIETA', VALIDAMENTE IMPEGNANDOLA; ADERIRE AD ASSOCIAZIONI ED ISTITUZIONI TECNICHE E SCIENTIFICHE, FIN DALLA LORO COSTITUZIONE, E RECEDERE DALLE STESSE;

12. RAPPRESENTARE, NEI LIMITI DI LEGGE, LA SOCIETA' NELLE ASSEMBLEE E NELLE RIUNIONI DI SOCIETA' ED ENTI IN GENERE, CON OGNI INERENTE POTERE DECISIONALE E FACOLTA' DI DELEGA;

13. RILASCIARE DICHIARAZIONI INERENTI LE PARTECIPAZIONI DELLA SOCIETA', DIRETTE O INDIRETTE E LORO VARIAZIONI;

14. CON IL LIMITE DI EURO 1.000.000 (UNMILIONE) PER SINGOLO ATTO O CONTRATTO, DA INTENDERSI COME VALORE ANNUO NEL CASO DI ATTI O CONTRATTI DI DURATA PLURIENNALE, E CON LA PRECISAZIONE CHE DETTO LIMITE NON E' APPLICABILE AGLI ACQUISTI EFFETTUATI IN BASE A CONTRATTI QUADRO DI FORNITURA O A MANDATI ANCHE GENERALI A SOCIETA' SPECIALIZZATE NEGLI ACQUISTI: ACQUISTARE, VENDERE, PERMUTARE E RICEVERE IN LOCAZIONE ANCHE FINANZIARIA, IMPIANTI, ATTREZZATURE, MACCHINARI, AUTOVEICOLI E BENI STRUMENTALI IN GENERE, PONENDO IN ESSERE TUTTI GLI ATTI ED ADEMPIMENTI NECESSARI ED OPPORTUNI PER L'ESECUZIONE DEGLI OBBLIGHI E L'ESERCIZIO DEI DIRITTI, RITIRARE LE FORNITURE, ASSISTERE AL LORO COLLAUDO E FIRMARE I RELATIVI VERBALI;

15. CON IL LIMITE DI EURO 1.000.000 (UNMILIONE) PER SINGOLO ATTO O CONTRATTO, DA INTENDERSI COME VALORE ANNUO NEL CASO DI ATTI O CONTRATTI DI DURATA PLURIENNALE, E CON LA PRECISAZIONE CHE DETTO LIMITE NON E' APPLICABILE AGLI ACQUISTI EFFETTUATI IN BASE A CONTRATTI QUADRO DI FORNITURA O A MANDATI ANCHE GENERALI A SOCIETA' SPECIALIZZATE NEGLI ACQUISTI: ACQUISTARE MATERIE PRIME, SEMILAVORATI, COMPONENTI, MATERIALI DI CONSUMO, BENI IN GENERE NECESSARI PER LA REALIZZAZIONE DEI PRODOTTI DELLA SOCIETA', IVI COMPRESI GLI APPROVVIGIONAMENTI IDRICI ED ENERGETICI;

16. CON IL LIMITE DI EURO 40.000.000 (QUARANTAMILIONI) PER SINGOLO ATTO O CONTRATTO, DA INTENDERSI COME VALORE ANNUO NEL CASO DI ATTI O CONTRATTI DI DURATA PLURIENNALE, E CON LA PRECISAZIONE CHE DETTO LIMITE NON E' APPLICABILE SIA AGLI ACQUISTI EFFETTUATI IN BASE A CONTRATTI QUADRO DI FORNITURA O A MANDATI ANCHE GENERALI A SOCIETA' SPECIALIZZATE NEGLI ACQUISTI, SIA E IN OGNI CASO AD ATTI E CONTRATTI RELATIVI ALLE ATTIVITA' SVOLTE O INTRAPRESE DAL NOMINATO PROCURATORE NELL'AMBITO DELLE RESPONSABILITA' ATTRIBUITEGLI DI SUPPORTO ALLE ATTIVITA' DI VERIFICA E ADEGUAMENTO DI CONFORMITA' DEI PROCESSI AZIENDALI COERENTEMENTE CON IL SISTEMA DI REGOLE INTERNO ("PROCESSES COMPLIANCE"): STIPULARE, RINNOVARE, RESCINDERE E RISOLVERE CONTRATTI DI ASSICURAZIONE, AGENZIA PUBBLICITARIA, LOCAZIONE ANCHE FINANZIARIA, SUBLOCAZIONE ATTIVA E PASSIVA, NOLEGGIO, SPEDIZIONE, TRASPORTO, NOLO, DEPOSITO IN GARANZIA, AFFITTO, COMODATO, DEPOSITO, PRESTITO D'USO, LAVORAZIONE, UTENZE, APPALTO, FORNITURA ED ESECUZIONE DI OPERE E PRESTAZIONI ED IN GENERE CONTRATTI TIPICI O ATIPICI PER LA PRESTAZIONE DI SERVIZI INERENTI L'ATTIVITA' AZIENDALE, PONENDO IN ESSERE TUTTI GLI ATTI ED ADEMPIMENTI NECESSARI ED OPPORTUNI PER L'ESECUZIONE DEGLI OBBLIGHI E L'ESERCIZIO DEI DIRITTI;

17. FARE TUTTE LE PRATICHE CONCERNENTI IL CAMPO ASSICURATIVO, COME DENUNCE, NOMINE DI PERITI, LIQUIDAZIONI E LORO ACCETTAZIONE, INCASSANDO LE RELATIVE INDENNITA' E RILASCIANDO QUIETANZE; TRATTARE E DEFINIRE OGNI PRATICA ASSICURATIVA IN VIA AMMINISTRATIVA PRESSO QUALUNQUE AUTORITA' ED AMMINISTRAZIONE GOVERNATIVA, REGIONALE, PROVINCIALE O COMUNALE, SIA CIVILE CHE MILITARE;

18. INTERVENIRE NELLE PROCEDURE PER IL REALIZZO DEI RELITTI SINISTRI AL FINE DI GARANTIRNE LA REGOLARITA' ED IL MASSIMO RICAVO;

19. RAPPRESENTARE LA SOCIETA' NEI CONFRONTI DI AMMINISTRAZIONI, AUTORITA', ENTI ITALIANI, STRANIERI, INTERNAZIONALI E SOPRANNAZIONALI, NONCHE' PERSONE FISICHE E GIURIDICHE, NELLE FASI PRELIMINARI DI STUDIO PER ACQUISIZIONI DI FORNITURE, COMMESSE DI LAVORO, CONTRATTI E ACCORDI DI COLLABORAZIONE, STIPULA DI CONVENZIONI, E SOTTOSCRIVERE LETTERE DI INTENTI A NOME DELLA SOCIETA', VALIDAMENTE IMPEGNANDOLA;

20. CON IL LIMITE DI EURO 20.000.000 (VENTIMILIONI) PER SINGOLO ATTO O CONTRATTO, DA INTENDERSI COME VALORE ANNUO NEL CASO DI ATTI O CONTRATTI DI DURATA PLURIENNALE, E CON LA PRECISAZIONE CHE DETTO LIMITE NON E' APPLICABILE SIA AGLI ACQUISTI EFFETTUATI IN BASE A CONTRATTI QUADRO DI FORNITURA O A MANDATI ANCHE GENERALI A SOCIETA' SPECIALIZZATE NEGLI ACQUISTI, SIA E IN OGNI CASO AD ATTI E CONTRATTI RELATIVI ALLE ATTIVITA' SVOLTE O INTRAPRESE DAL NOMINATO PROCURATORE NELL'AMBITO DELLE RESPONSABILITA' ATTRIBUITEGLI DI

SUPPORTO ALLE ATTIVITA' DI VERIFICA E ADEGUAMENTO DI CONFORMITA' DEI PROCESSI AZIENDALI COERENTEMENTE CON IL SISTEMA DI REGOLE INTERNO ("PROCESSES COMPLIANCE"): STIPULARE, RINNOVARE E RESCINDERE ACCORDI DI CONSULENZA E DI PRESTAZIONE D'OPERA INTELLETTUALE, IVI COMPRESI I POTERI DI ASSUMERE E COMMITTERE STUDI, INDAGINI, RICERCHE, E L'ESECUZIONE DI OGNI ALTRA ATTIVITA' FINALIZZATA ALLO SVILUPPO DI PRODOTTI DELL'INDUSTRIA IN GENERE, NONCHE' L'ESECUZIONE DI LAVORI E FORNITURE, FIRMANDO I RELATIVI CONTRATTI E DOCUMENTI; CONFERIRE E REVOCARE INCARICHI PROFESSIONALI;

21. STIPULARE, RINNOVARE, AMMINISTRARE, RISOLVERE E RESCINDERE QUALSIVOGLIA ACCORDO QUADRO, CONVENZIONE, E CONTRATTO ATTIVO E PASSIVO DI COLLABORAZIONE (QUALE, A TITOLO ESEMPLIFICATIVO E NON ESAUSTIVO, COMMERCIALE - INCLUSI CONTRATTI DI SPONSORIZZAZIONE, DI CO-MARKETING E DI PARTNERSHIP COMMERCIALE - TECNICA - INCLUSI CONTRATTI NEL CAMPO DELLA RICERCA E DEL DESIGN E CONTRATTI DI CO-DESIGN RELATIVI AD ESEMPIO AD ATTIVITA' DI PROGETTAZIONE, SVILUPPO, SPERIMENTAZIONE E PROTOTIPAZIONE - INDUSTRIALE E NEL CAMPO DELLA FORMAZIONE), E I CONTRATTI AD ESSI COLLEGATI (QUALI, A TITOLO ESEMPLIFICATIVO E NON ESAUSTIVO, CONTRATTI DI FORNITURA, CONTRATTI DI SERVIZIO, CONTRATTI DI COST-SHARING, CONTRATTI DI DISTRIBUZIONE, CONTRATTI DI LICENZA, JOINT-VENTURE AGREEMENTS ED ALTRI), CON PERSONE FISICHE E GIURIDICHE, AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE, PRIVATE, ISTITUZIONI SCOLASTICHE DI OGNI ORDINE E GRADO, AUTORITA' CIVILI E MILITARI, ORGANIZZAZIONI INTERNAZIONALI E QUALSIVOGLIA ENTE, ITALIANO, STRANIERO, INTERNAZIONALE E SOPRANNAZIONALE, E GLI STESSI AMMINISTRARE E MODIFICARE NEL TEMPO;

22. VENDERE PRODOTTI E SERVIZI DELLA SOCIETA' E COMPIERE TUTTI GLI ATTI NECESSARI E CONSEGUENTI PER L'ESECUZIONE DEI CONTRATTI STIPULATI CON LA CLIENTELA, ANCHE PRENDENDO IN CARICO GLI AUTOVEICOLI DEI CLIENTI I CUI CONTRATTI VENGONO A SCADERE, CURANDO LA CONSTATAZIONE DELLO STATO DEGLI AUTOVEICOLI E CONTESTANDO ALLA CLIENTELA I DANNI EVENTUALI E LE USURE ANOMALE RISCONTRATE; STIPULARE E SOTTOSCRIVERE I RELATIVI CONTRATTI E DOCUMENTI; A TAL FINE, STIPULARE, RINNOVARE E RESCINDERE CONTRATTI DI FORNITURA, PARTECIPARE A GARE, ADIRE AD APPALTI E CONCORRERE AD ASTE PUBBLICHE E LICITAZIONI PRIVATE PRESSO QUALUNQUE AMMINISTRAZIONE ED ENTE, PUBBLICO O PRIVATO, ANCHE ATTRAVERSO LA COSTITUZIONE DI RAGGRUPPAMENTI TEMPORANEI DI IMPRESA, FIRMANDO I RELATIVI VERBALI, CONTRATTI, CAPITOLATI E ATTI DI SOTTOMISSIONE; FARE I PRESCRITTI DEPOSITI E RITIRARLI QUALORA LA SOCIETA' NON RIESCA DELIBERATARIA; PRESENTARE LE OFFERTE DELLA SOCIETA' E, OCCORRENDO, MIGLIORARLE; CONSEGNARE LE FORNITURE, ASSISTERE AL LORO COLLAUDO, FIRMARE I VERBALI RELATIVI E NOMINARE PERITI IN CASO DI CONTESTAZIONE; SOTTOSCRIVERE, NELL'AMBITO DELLE ATTIVITA' DI VENDITA DEI PRODOTTI DELLA SOCIETA' E DELLE COLLEGATE ATTIVITA' DI ACQUISTO, PERMUTA, RITIRO, E VENDITA DI AUTOVEICOLI USATI, I CERTIFICATI DI ROTTAMAZIONE VEICOLO SECONDO QUANTO PREVISTO DALLA NORMATIVA VIGENTE IN MATERIA;

23. RAPPRESENTARE LA SOCIETA' NELLE PROCEDURE DI DISSEQUESTRO DEI VEICOLI;

24. ASSUMERE E CONCEDERE FINANZIAMENTI DA SOCIETA' DEL GRUPPO FIAT E VERSO LE STESSE, DEFINENDONE TERMINI, CONDIZIONI E MODALITA' E SOTTOSCRIVENDO I RELATIVI CONTRATTI;

25. CON IL LIMITE DI EURO 100.000.000 (CENTOMILIONI) PER SINGOLO ATTO O CONTRATTO: CHIEDERE ED OTTENERE DA BANCHE, ISTITUTI DI CREDITO E DA QUALSIASI ALTRO ENTE PUBBLICO O PRIVATO FINANZIAMENTI IN QUALSIVOGLIA VALUTA, CON LA PRECISAZIONE CHE DETTO LIMITE NON E' APPLICABILE AI CONTRIBUTI E FINANZIAMENTI A MEDIO/LUNGO TERMINE, ANCHE A TASSO AGEVOLATO, NONCHE' AI CONTRIBUTI IN CONTO INTERESSE, IN CONTO CAPITALE ED IN CONTO SPESE, RICHIESTI NELL'AMBITO DELLE LEGGI RIGUARDANTI LA CONCESSIONE DI CONTRIBUTI E FINANZIAMENTI AGEVOLATI AL SETTORE INDUSTRIALE, IVI COMPRESI QUELLI PER L'ATTIVITA' FORMATIVA E DI SOSTEGNO ALL'OCCUPAZIONE, PER I QUALI NON C'E' LIMITE DI IMPORTO, CON FACOLTA' DI FIRMARE VERBALI DI COLLAUDO DELLE COMMISSIONI NOMINATE DALLA PUBBLICA AMMINISTRAZIONE SIA PER "STATI AVANZAMENTO LAVORI" SIA PER "COLLAUDI FINALI", RENDICONTI DI SPESA E ISTANZE AGEVOLATIVE, DI DEFINIRE LE OPERAZIONI CON STIPULA E SOTTOSCRIZIONE DEI RELATIVI ATTI E FAR PRESTARE IN RELAZIONE ALLE MEDESIME OPERAZIONI GARANZIE ANCHE REALI;

26. CON IL LIMITE DI EURO 100.000.000 (CENTOMILIONI) PER SINGOLO ATTO O CONTRATTO: TRATTARE, OTTENERE E PERFEZIONARE DA BANCHE, ISTITUTI DI CREDITO E DA QUALSIASI ALTRO ENTE PUBBLICO O PRIVATO, ANTICIPAZIONI, AFFIDAMENTI, MUTUI E FINANZIAMENTI, IN QUALSIASI VALUTA, UTILIZZABILI ANCHE IN CONTO CORRENTE, PER SCONTO DI PORTAFOGLIO, APERTURE DI CREDITO A FAVORE DI TERZI O IN QUALSIASI ALTRA FORMA, SOTTOSCRIVENDO I RELATIVI ATTI, DOCUMENTI E CONTRATTI;

27. CON IL LIMITE DI EURO 100.000.000 (CENTOMILIONI) PER SINGOLO ATTO O CONTRATTO: DARE E RICEVERE ANTICIPAZIONI SU TITOLI, VALORI E MERCI, SIA CON

ISTITUTI DI CREDITO, SIA CON PRIVATI;

28. NELL'AMBITO DELLE LEGGI AGEVOLATIVE ALL'EXPORT E ALL'IMPORT, ASSUMERE, SENZA LIMITI DI IMPORTO, DA ISTITUTI DI CREDITO SPECIALE O DA AZIENDE DI CREDITO ORDINARIO, NAZIONALI ED ESTERE, O DA OGNI ALTRO ENTE PREVISTO DALLE LEGGI SUCCITATE, SINGOLARMENTE OD IN CONSORZIO TRA LORO, MEDIANTE LA STIPULAZIONE DI SINGOLI CONTRATTI O DI CONVENZIONI DI CARATTERE GENERALE, FINANZIAMENTI AI SENSI DELLE LEGGI PREDETTE A VALERE SUGLI ACCENNATI CREDITI DELLA SOCIETA', OPPURE PER L'ATTIVITA' DI IMPORTAZIONE A CREDITO DILAZIONATO; CONVENIRNE LE CONDIZIONI, MODALITA' E GARANZIE, ESCLUSE QUELLE REALI; EMETTERE, SOTTOSCRIVERE, GIRARE E CONSEGNARE EFFETTI CAMBIARI SIA ITALIANI, SIA ESTERI, FORMULARE, APPROVARE E SOTTOSCRIVERE POLIZZE, CONTRATTI DI FINANZIAMENTO, CONVENZIONI, ATTI, APPENDICI, LETTERE IMPEGNATIVE E DOCUMENTI IN GENERE; CEDERE AGLI ISTITUTI, AZIENDE BANCARIE ED ENTI PREDETTI I CREDITI DI IMPORTAZIONE O ESPORTAZIONE E LE EVENTUALI GARANZIE AGLI STESSI CONNESSI (IN QUALSIASI FORMA POTESSE ESSERE CONCORDATA), NONCHE' I DIRITTI DERIVANTI DALL'ASSICURAZIONE DEL CREDITO; CEDERE, TRASFERIRE E ASSEGNARE EVENTUALI LETTERE DI CREDITO; COSTITUIRE DEPOSITI, EFFETTUARE EVENTUALI DENUNCE DI SINISTRI; CONCORDARE E QUIETANZARE EVENTUALI LIQUIDAZIONI DI INDENNIZZI CON ESONERO DA OGNI RESPONSABILITA' DELLA "SACE";

29. APRIRE E CHIUDERE CONTI CORRENTI BANCARI, POSTALI E DI CORRISPONDENZA; EFFETTUARE OPERAZIONI, IN ITALIA E ALL'ESTERO, SUI CONTI CORRENTI BANCARI, SIA ATTIVI, SIA PASSIVI, ANCHE ALL'ORDINE DI TERZI, IN QUALESIVOGLIA VALUTA, CON FACOLTA' DI EFFETTUARE VERSAMENTI E PRELIEVI; DISPORRE LA CONCESSIONE E L'UTILIZZO DI APERTURE DI CREDITO, FIRMARE ASSEGNI, DOCUMENTI E QUIETANZE; EFFETTUARE VERSAMENTI E PRELIEVI SUI CONTI CORRENTI POSTALI ED OGNI ALTRA OPERAZIONE CON L'AMMINISTRAZIONE DELLE POSTE;

30. EFFETTUARE PAGAMENTI IN QUALESIVOGLIA VALUTA, OTTENENDO QUIETANZA;

31. ESIGERE CREDITI, INCASSARE SOMME, ANCHE IN VALUTA, E RITIRARE VALORI, TITOLI ED EFFETTI DA CHIUNQUE DOVUTI ALLA SOCIETA', COMPRESE CASSE O TESORERIE GOVERNATIVE, REGIONALI, PROVINCIALI E COMUNALI, RILASCIANDO QUIETANZE LIBERATORIE; DISCUTERE E LIQUIDARE CONTI, FATTURE, DOCUMENTI DI ADDEBITO E DI ACCREDITO, CONCEDERE ED OTTENERE ABBUONI E SCONTI;

32. RICEVERE E COSTITUIRE, RESTITUIRE E RITIRARE, DEPOSITI DI SOMME, TITOLI, SIA NOMINATIVI SIA AL PORTATORE, E VALORI A CAUZIONE, A GARANZIA, A CUSTODIA O IN AMMINISTRAZIONE, RILASCIANDO E RICEVENDO LIBERAZIONI E QUIETANZE; FARE QUALUNQUE OPERAZIONE CON L'AMMINISTRAZIONE DEL DEBITO PUBBLICO E CON QUALSIASI SEDE DELLA CASSA DEPOSITI E PRESTITI; CURARE LA DENUNCIA DI TITOLI DI CREDITO SMARRITI, ADDIVENENDO AGLI INCOMBENTI NECESSARI PER RITIRARE I NUOVI TITOLI;

33. GIRARE, NEGOZIARE ED ESIGERE ASSEGNI, CHE'QUES, VAGLIA POSTALI, TELEGRAFICI E BANCARI, E QUALUNQUE ALTRO TITOLO OD EFFETTO DI COMMERCIO EMESSE A FAVORE DELLA SOCIETA' PER QUALESIVOGLIA CAUSALE, IVI COMPRESE LE CAMBIALI (TRATTE E PAGHERO'), FIRMANDO I RELATIVI DOCUMENTI E GIRATE E RILASCIANDO LE NECESSARIE QUIETANZE;

34. OTTENERE, ACCETTARE ED ESCUTERE GARANZIE IN FAVORE DELLA SOCIETA' DI QUALESIVOGLIA NATURA, ANCHE REALI, E SENZA LIMITI DI IMPORTO;

35. CON IL LIMITE DI EURO 100.000.000 (CENTOMILIONI) PER SINGOLO ATTO O CONTRATTO: FAR RILASCIARE, NELL'INTERESSE DELLA SOCIETA' O DI SOCIETA' CONTROLLATE, GARANZIE DI QUALSIASI NATURA, ANCHE REALI;

36. FAR ELEVARE PROTESTI E INTIMARE PRECETTI, PROCEDERE AD ATTI CONSERVATIVI ED ESECUTIVI; PRESENTARE ISTANZE DI FALLIMENTO NEI CONFRONTI DI DEBITORI INSOLVENTI E PROVVEDERE AD OGNI ALTRO ATTO RELATIVO; INTERVENIRE NELLE PROCEDURE DI FALLIMENTO E NELLE ALTRE PROCEDURE CONCURSUALI, INSINUARE CREDITI NEI FALLIMENTI STESSI, DAR VOTO IN CONCORDATI, ESIGERE RIPARTI PARZIALI E DEFINITIVI, INTERVENIRE IN CONCORDATI PREVENTIVI ED APPROVARLI O RESPINGERLI; FARE LE RELATIVE PROPOSIZIONI DI CREDITO, ASSEVERARNE LA LORO VERA E REALE ESISTENZA, PROMUOVERE LO STATO DI UNIONE, DISCUTERE I RELATIVI CONTI DI LIQUIDAZIONE E COMPIERE TUTTI GLI ATTI INERENTI ALLA PROCEDURA DI FALLIMENTO E ALLE ALTRE PROCEDURE CONCURSUALI; SOTTOSCRIVERE ISTANZE DI DISSEQUESTRO, ISTANZE DI RIVENDICA E RICORSI PER SEQUESTRO E PER DECRETI INGIUNTIVI; INSTARE PER L'APPOSIZIONE E LA RIMOZIONE DEI SIGILLI;

37. CON IL LIMITE DI EURO 200.000.000 (DUECENTOMILIONI) PER SINGOLO ATTO O CONTRATTO: ACQUISIRE CREDITI STABILENDO MODALITA', TERMINI E CONDIZIONI DELLA CESSIONE E SOTTOSCRIVENDO I RELATIVI CONTRATTI;

38. SENZA LIMITE DI IMPORTO, CEDERE CREDITI PRO-SOLUTO E, ENTRO IL LIMITE DI EURO 250.000.000 (DUECENTOCINQUANTAMILIONI) PER SINGOLO ATTO O CONTRATTO, CEDERE CREDITI PRO-SOLVENDO, CON RELATIVE GARANZIE E DIRITTI, CON ESPRESSA AUTORIZZAZIONE A COMPIERE OGNI E QUALSIASI OPERAZIONE, ANCHE IN RELAZIONE A

RAPPORTI DI FACTORING, INCLUSI LA GIRATA DI EFFETTI E LA STIPULA DI CONTRATTI, NONCHE' A RILASCIARE DICHIARAZIONI, DARE COMUNICAZIONI, CHIEDERE ED OTTENERE PROROGHE DI PAGAMENTO;

39. CON IL LIMITE DI EURO 50.000.000 (CINQUANTAMILIONI) PER SINGOLO ATTO O CONTRATTO: ACQUISTARE, VENDERE E COMPIERE OGNI ATTO DISPOSITIVO, PER CONTANTI ED A TERMINE, SU VALORI MOBILIARI ED ALTRI STRUMENTI FINANZIARI, COMPRESSE AZIONI ED OBBLIGAZIONI, E SU VALUTE NAZIONALI ED ESTERE, STIPULANDO I RELATIVI CONTRATTI;

40. CON IL LIMITE DI EURO 200.000.000 (DUECENTOMILIONI) PER SINGOLO ATTO O CONTRATTO: ACQUISTARE, VENDERE E COMPIERE OGNI ATTO DISPOSITIVO, PER CONTANTI ED A TERMINE, SU VALORI MOBILIARI RICOMPRESI NELLE SEGUENTI CATEGORIE:
- TITOLI MOBILIARI EMESSI O GARANTITI DAL GOVERNO DEGLI STATI UNITI D'AMERICA, DELLA SVIZZERA O DI UN PAESE MEMBRO DELL'UNIONE EUROPEA E CON SCADENZA ENTRO 12 (DODICI) MESI DALLA DATA DI ACQUISTO,

- COMMERCIAL PAPER CON SCADENZA ENTRO 12 (DODICI) MESI DALLA DATA DI ACQUISTO EMESSI DA SOCIETA' AVENTI UN RATING NON INFERIORE A A-1 (S&P) E/O P-1 (MOODYS) E/O F-1 (FITCH),

- DEPOSITI BANCARI, CERTIFICATI DI DEPOSITI O ACCETTAZIONI BANCARIE CON SCADENZA ENTRO 3 (TRE) MESI DALLA DATA DI DEPOSITO O DI ACQUISTO EMESSI DA BANCHE O ISTITUTI DI CREDITO AVENTI SEDE LEGALE IN UNO DEGLI STATI MEMBRI DELL'OCSE E AVENTI UN RATING NON INFERIORE A A-1 (S&P) E/O P-1 (MOODYS) E/O F-1 (FITCH),

- LIQUIDITA' FUNDS CHE INVESTANO IL LORO PATRIMONIO PREVALENTEMENTE IN ATTIVITA' FINANZIARIE DI CUI AI PUNTI PRECEDENTI CON RATING PARI A AAAM (S&P) E/O AAA - MR 1+ (MOODYS) E/O F-1 (FITCH);

41. ASSUMERE, TRASFERIRE, SOSPENDERE, LICENZIARE, REINTEGRARE E COSI' GESTIRE IN TUTTO E PER TUTTO IL PERSONALE DIPENDENTE, NON DIRIGENTE; FISSARNE E MODIFICARNE CONDIZIONI, MANSIONI, QUALIFICHE, CATEGORIE E GRADI; DETERMINARNE LE RETRIBUZIONI, I COMPENSI E LE ATTRIBUZIONI; STIPULARE CONTRATTI DI LAVORO ED I MEDESIMI MODIFICARE E RISOLVERE;

42. AMMINISTRARE IL PERSONALE, ANCHE DIRIGENTE, CON ESPRESSA AUTORIZZAZIONE DI COMPIERE TUTTO QUANTO RICHIESTO DALLE DISPOSIZIONI E NORMATIVE IN MATERIA SINDACALE, ASSICURATIVA, PREVIDENZIALE, MUTUALISTICA ED INFORTUNISTICA, IVI COMPRESO IL POTERE DI GESTIRE LE TRATTATIVE SINDACALI, CON FACOLTA' DI CONCLUDERE ACCORDI AZIENDALI;

43. CURARE L'OSSERVANZA DI TUTTE LE NORME AMMINISTRATIVE E, A TAL FINE, FIRMARE, TRA L'ALTRO, DENUNCE, DICHIARAZIONI E CERTIFICAZIONI, AD ECCEZIONE SOLTANTO DEGLI ATTI PER I QUALI LA LEGGE PREVEDE ESCLUSIVAMENTE LA SOTTOSCRIZIONE DEI LEGALI RAPPRESENTANTI;

44. RAPPRESENTARE LA SOCIETA' E TRATTARE, DEFINIRE E FIRMARE QUALSIASI PRATICA COME AD ESEMPIO DENUNCE, DICHIARAZIONI, E CERTIFICAZIONI, AVANTI QUALSIASI AUTORITA', ENTE ED AMMINISTRAZIONE GOVERNATIVA, REGIONALE, PROVINCIALE E COMUNALE, PUBBLICA E PRIVATA, IN ITALIA E ALL'ESTERO, I COMANDI PROVINCIALI DEI VIGILI DEL FUOCO, LE ASSOCIAZIONI ED ALTRI, IVI COMPRESA OGNI PRATICA ATTINENTE GLI IMPIANTI DI DEPOSITO E DI DISTRIBUZIONE DI PRODOTTI PETROLIFERI E LUBRIFICANTI, CON OGNI INERENTE FACOLTA' COMPRESA QUELLA DI PREDISPORRE, FIRMARE E PRESENTARE QUALUNQUE ATTO PER IL RILASCIO, IL RINNOVO, LA VARIAZIONE, LA REVOCA E LA RINUNCIA DELLE AUTORIZZAZIONI DI INSTALLAZIONE, ATTIVAZIONE, GESTIONE E SMOBILIZZO, NONCHE' I RELATIVI VERBALI DI COLLAUDO; ADDIVENIRE A CONCORDATI E TRANSAZIONI E CON ESPRESSA FACOLTA' DI FIRMARE ISTANZE, RICORSI E QUALSIVOGLIA ATTO;

45. RAPPRESENTARE LA SOCIETA' NEI CONFRONTI DELL'ACEA (ASSOCIATION DES CONSTRUCTEURS EUROPEENNES D'AUTOMOBILES), DI ALTRE ASSOCIAZIONI, CONSORZI, ENTI COMUNITARI E NAZIONALI, AZIENDE E ALTRE PERSONE GIURIDICHE, IVI INCLUSE LE CASE AUTOMOTORISTICHE CONCORRENTI, CON PARTICOLARE RIFERIMENTO ALLE PROBLEMATICHE RELATIVE AL BUSINESS AUTOMOTIVE, CON FACOLTA' DI IMPEGNARE VALIDAMENTE LA SOCIETA', ANCHE MEDIANTE LA SOTTOSCRIZIONE DI ATTI, ACCORDI, E DOCUMENTI IN GENERE;

46. RAPPRESENTARE LA SOCIETA', ANCHE IN SEDE CONTENZIOSA, PRESSO AMMINISTRAZIONI ED ALTRI ORGANI, IN QUALUNQUE SEDE E GRADO, IVI COMPRESI AUTORITA', ORGANI E COMMISSIONI DEGLI STATI MEMBRI DELL'UNIONE EUROPEA, CON OGNI INERENTE POTERE;

47. RAPPRESENTARE LA SOCIETA' PRESSO IL MINISTERO DEI TRASPORTI, SUOI ENTI CENTRALI E PERIFERICI, ED IN GENERALE PRESSO QUALSIVOGLIA ENTE, PUBBLICO O PRIVATO, PER TUTTO QUANTO ATTIENE IL TRASPORTO E LA SPEDIZIONE DI BENI E MATERIALI DI INTERESSE SOCIALE, CON FACOLTA' DI SOTTOSCRIVERE ATTI E DOCUMENTI E DI ESPLETARE ADEMPIMENTI RELATIVI ALLA GESTIONE DI LICENZE PER IL TRASPORTO

DI COSE;

48. CHIEDERE ED OTTENERE PERMESSI, AUTORIZZAZIONI, LICENZE E QUANT'ALTRO NECESSARIO PER IL REGOLARE FUNZIONAMENTO DELL'ATTIVITA' AZIENDALE;

49. SOTTOSCRIVERE E PRODURRE PROGETTI ED ISTANZE PER L'OTTENIMENTO DI CONCESSIONI EDILIZIE PER NUOVE COSTRUZIONI, RISTRUTTURAZIONI, VARIANTI E AMPLIAMENTI RELATIVAMENTE AD IMMOBILI DELLA SOCIETA', ESPLETANDO TUTTE LE RELATIVE PRATICHE ED I CONNESSI ADEMPIMENTI DI NATURA TECNICA ED AMMINISTRATIVA, CON FACOLTA' DI STIPULARE, PROROGARE E RESCINDERE ATTI E CONVENZIONI CON QUALSIASI AMMINISTRAZIONE E AUTORITA', CON ESCLUSIONE DI OGNI POTERE IN MATERIA DI GESTIONE, MANUTENZIONE E SICUREZZA DEGLI INSEDIAMENTI IMMOBILIARI;

50. APRIRE E CHIUDERE DIPENDENZE E SEDI STACCATE DELLA SOCIETA' EFFETTUANDO LE PRESCRITTE DENUNCE;

51. RAPPRESENTARE LA SOCIETA' AVANTI CAMERE DI COMMERCIO, CANCELLERIE DEI TRIBUNALI, PRETURE, UFFICI DELLE PREFETTURE ED ALTRI UFFICI PUBBLICI, IN ITALIA O NEGLI STATI MEMBRI DELL'UNIONE EUROPEA, FIRMANDO E PRESENTANDO DICHIARAZIONI E DENUNCE PREVISTE DALLE NORME CIVILISTICHE, COMPRESE LE COMUNICAZIONI AL REGISTRO IMPRESE, ALLE CAMERE DI COMMERCIO, E AL REPERTORIO DELLE NOTIZIE ECONOMICHE ED AMMINISTRATIVE (R.E.A.), IVI COMPRESO IL POTERE DI DEPOSITARE I LISTINI PREZZI AL PUBBLICO ED ALLA RETE DI VENDITA, E RICHIEDENDO CERTIFICATI ED ALTRI DOCUMENTI;

52. ASSOLVERE GLI ADEMPIMENTI PREVISTI DALLE LEGGI CHE REGOLANO LA CIRCOLAZIONE DEI TITOLI AZIONARI E LA DISTRIBUZIONE DEI DIVIDENDI CON FACOLTA' DI FIRMARE DICHIARAZIONI; SOTTOSCRIVERE COMUNICAZIONI CONCERNENTI I TITOLI AZIONARI;

53. RITIRARE PIEGHI, PACCHI POSTALI, LETTERE RACCOMANDATE ED ASSICURATE, ESIGERE VAGLIA POSTALI E TELEGRAFICI, PRESSO LE POSTE, I TELEGRAFI, LE FERROVIE E QUALUNQUE PUBBLICO O PRIVATO UFFICIO DI SPEDIZIONE, RILASCIANDO RICEVUTE E QUIETANZE LIBERATORIE;

54. NOMINARE E REVOCARE PROCURATORI CONFERENDO LORO POTERI NELL'AMBITO DI QUELLI PROPRI;

55. COMPIERE QUANT'ALTRO NECESSARIO OD OPPORTUNO PER L'ESERCIZIO DEI PREDETTI POTERI;

56. FIRMARE, NELL'AMBITO DEI CONFERITI POTERI, CORRISPONDENZA ED ATTI DELLA SOCIETA'.

Procuratore
STRIGLIO ANDREA

domicilio

carica

poteri

Rappresentante dell'impresa
Nato a VITERBO (VT) il 30/10/1962
Codice fiscale: STRNDR62R30M082B
TORINO (TO) VIA NIZZA 250 CAP 10126

procuratore
Nominato con atto del 26/10/2015
Data iscrizione: 19/11/2015
Durata in carica: a tempo indeterminato

**** PROCURA DEL 26/10/2015, NOT. GIUSEPPINA MORONE, REP. 373.188/24.845 ****
CON I SEGUENTI POTERI:

1. RAPPRESENTARE LA SOCIETA' NEI CONFRONTI DI SOGGETTI PUBBLICI E PRIVATI, NELL'AMBITO E PER L'ESERCIZIO DEI POTERI CONFERITI;
2. DELEGARE, PER OGNI CONSEGUENTE EFFETTO DI LEGGE, LA RESPONSABILITA' DELL'ORGANIZZAZIONE E DELLA CONDUZIONE DI DETERMINATI SETTORI DELL'ATTIVITA' AZIENDALE CON TUTTE LE NECESSARIE FACOLTA';
3. PROMUOVERE E SOSTENERE AZIONI IN GIUDIZIO IN NOME DELLA SOCIETA', SIA ESSA ATTRICE O CONVENUTA, IN QUALSIASI SEDE GIUDIZIARIA, IN QUALUNQUE GRADO DI GIURISDIZIONE E AVANTI OGNI MAGISTRATURA, ANCHE SPECIALE, PURE NEI GIUDIZI DI REVOCAZIONE E DI OPPOSIZIONE DI TERZO; RAPPRESENTARE LEGALMENTE LA SOCIETA', ANCHE IN SEDE STRAGIUDIZIALE; NOMINARE E REVOCARE AVVOCATI, PROCURATORI E DIFENSORI ANCHE TECNICI, PERITI DI PARTE, ARBITRI ED AMICHEVOLI COMPOSITORI; ELEGGERE DOMICILII E RELATIVI INCOMBENTI, FARE E MODIFICARE ISTANZE, DOMANDE, ECCEZIONI, PROPORRE MEZZI DI PROVA ED OPPORSI AD ESSI, RISPONDERE AD INTERROGATORI SIA LIBERI SIA FORMALI;
4. CONCILIARE E TRANSIGERE CONTROVERSIE GIUDIZIALI E STRAGIUDIZIALI, ENTRO IL LIMITE UNITARIO DI EURO 10.000.000 (DIECIMILIONI);

5. CONSENTIRE E SOTTOSCRIVERE NOVAZIONI, RINNOVI, TRASFORMAZIONI, MODIFICHE E RISOLUZIONI DI CONTRATTI, TRANSIGENDO OGNI RELATIVA VERTENZA ENTRO IL LIMITE UNITARIO DI EURO 10.000.000 (DIECIMILIONI);
6. CONTESTARE L'ESATTA ESECUZIONE DEI CONTRATTI ANCHE TRANSIGENDO E DEFINENDO IN VIA STRAGIUDIZIALE EVENTUALI LIQUIDAZIONI DI DANNI, ENTRO IL LIMITE UNITARIO DI EURO 10.000.000 (DIECIMILIONI);
7. EFFETTUARE DICHIARAZIONI DI TERZO PIGNORATO E DI TERZO SEQUESTRATO, NEI CONFRONTI DI QUALSIASI AUTORITA' GIUDIZIARIA ED IN QUALUNQUE SEDE E GRADO DI GIURISDIZIONE, ADEMPIENDO A TUTTO QUANTO PREVISTO DALLE VIGENTI DISPOSIZIONI DI LEGGE, CON PARTICOLARE RIFERIMENTO AL DISPOSTO DELL'ARTICOLO 547 DEL CODICE DI PROCEDURA CIVILE E SEGUENTI;
8. AMMINISTRARE CONTRATTI ATTIVI E PASSIVI DI LICENZA DI DIRITTI DI PROPRIETA' INDUSTRIALE O INTELLETTUALE E/O ALTRI CONTRATTI AD ESSI RELATIVI;
9. CON IL LIMITE DI EURO 5.000.000 (CINQUEMILIONI) PER SINGOLO ATTO O CONTRATTO: ASSUMERE, ACQUISTARE E CEDERE PARTECIPAZIONI ED INTERESSENZE IN SOCIETA', IMPRESE ED ALTRI ENTI PUBBLICI E PRIVATI IN GENERE, IVI INCLUSI I CONSORZI, LE SOCIETA' CONSORTILI, I RAGGRUPPAMENTI TEMPORANEI DI IMPRESE, LE ASSOCIAZIONI TEMPORANEE DI SCOPO, ANCHE INTERVENENDO ALLA LORO COSTITUZIONE, IVI COMPRESA LA FACOLTA' DI RAPPRESENTARE LA SOCIETA' NELLE FASI PRELIMINARI DI STUDIO PER L'ASSUNZIONE E LA CESSIONE DI PARTECIPAZIONI, E SOTTOSCRIVERE LETTERE DI INTENTI A NOME DELLA SOCIETA', VALIDAMENTE IMPEGNANDOLA; ADERIRE AD ASSOCIAZIONI ED ISTITUZIONI TECNICHE E SCIENTIFICHE, FIN DALLA LORO COSTITUZIONE, E RECEDERE DALLE STESSE;
10. RAPPRESENTARE, NEI LIMITI DI LEGGE, LA SOCIETA' NELLE ASSEMBLEE E NELLE RIUNIONI DI SOCIETA' ED ENTI IN GENERE, CON OGNI INERENTE POTERE DECISIONALE E FACOLTA' DI DELEGA;
11. RILASCIARE DICHIARAZIONI INERENTI LE PARTECIPAZIONI DELLA SOCIETA', DIRETTE O INDIRETTE E LORO VARIAZIONI;
12. CON IL LIMITE DI EURO 10.000.000 (DIECIMILIONI) PER SINGOLO ATTO O CONTRATTO, DA INTENDERSI COME VALORE ANNUO NEL CASO DI ATTI O CONTRATTI DI DURATA PLURIENNALE, E CON LA PRECISAZIONE CHE DETTO LIMITE NON E' APPLICABILE AGLI ACQUISTI EFFETTUATI IN BASE A CONTRATTI QUADRO DI FORNITURA O A MANDATI ANCHE GENERALI A SOCIETA' SPECIALIZZATE NEGLI ACQUISTI: ACQUISTARE, VENDERE, PERMUTARE E RICEVERE IN LOCAZIONE ANCHE FINANZIARIA, IMPIANTI, ATTREZZATURE, MACCHINARI, AUTOVEICOLI E BENI STRUMENTALI IN GENERE, PONENDO IN ESSERE TUTTI GLI ATTI ED ADEMPIMENTI NECESSARI ED OPPORTUNI PER L'ESECUZIONE DEGLI OBBLIGHI E L'ESERCIZIO DEI DIRITTI, RITIRARE LE FORNITURE, ASSISTERE AL LORO COLLAUDO E FIRMARE I RELATIVI VERBALI;
13. CON IL LIMITE DI EURO 10.000.000 (DIECIMILIONI) PER SINGOLO ATTO O CONTRATTO, DA INTENDERSI COME VALORE ANNUO NEL CASO DI ATTI O CONTRATTI DI DURATA PLURIENNALE, E CON LA PRECISAZIONE CHE DETTO LIMITE NON E' APPLICABILE AGLI ACQUISTI EFFETTUATI IN BASE A CONTRATTI QUADRO DI FORNITURA O A MANDATI ANCHE GENERALI A SOCIETA' SPECIALIZZATE NEGLI ACQUISTI: ACQUISTARE MATERIE PRIME, SEMILAVORATI, COMPONENTI, MATERIALI DI CONSUMO, BENI IN GENERE NECESSARI PER LA REALIZZAZIONE DEI PRODOTTI DELLA SOCIETA', IVI COMPRESI GLI APPROVVIGIONAMENTI IDRICI ED ENERGETICI;
14. CON IL LIMITE DI EURO 40.000.000 (QUARANTAMILIONI) PER SINGOLO ATTO O CONTRATTO, DA INTENDERSI COME VALORE ANNUO NEL CASO DI ATTI O CONTRATTI DI DURATA PLURIENNALE, E CON LA PRECISAZIONE CHE DETTO LIMITE NON E' APPLICABILE AGLI ACQUISTI EFFETTUATI IN BASE A CONTRATTI QUADRO DI FORNITURA O A MANDATI ANCHE GENERALI A SOCIETA' SPECIALIZZATE NEGLI ACQUISTI: STIPULARE, RINNOVARE, RESCINDERE E RISOLVERE CONTRATTI DI ASSICURAZIONE, AGENZIA PUBBLICITARIA, LOCAZIONE ANCHE FINANZIARIA, SUBLOCAZIONE ATTIVA E PASSIVA, NOLEGGIO, SPEDIZIONE, TRASPORTO, NOLO, DEPOSITO IN GARANZIA, AFFITTO, COMODATO, DEPOSITO, PRESTITO D'USO, LAVORAZIONE, UTENZE, APPALTO, FORNITURA ED ESECUZIONE DI OPERE E PRESTAZIONI ED IN GENERE CONTRATTI TIPICI O ATIPICI PER LA PRESTAZIONE DI SERVIZI INERENTI L'ATTIVITA' AZIENDALE, PONENDO IN ESSERE TUTTI GLI ATTI ED ADEMPIMENTI NECESSARI ED OPPORTUNI PER L'ESECUZIONE DEGLI OBBLIGHI E L'ESERCIZIO DEI DIRITTI;
15. FARE TUTTE LE PRATICHE CONCERNENTI IL CAMPO ASSICURATIVO, COME DENUNCE, NOMINE DI PERITI, LIQUIDAZIONI E LORO ACCETTAZIONE, INCASSANDO LE RELATIVE INDENNITA' E RILASCIANDO QUIETANZE; TRATTARE E DEFINIRE OGNI PRATICA ASSICURATIVA IN VIA AMMINISTRATIVA PRESSO QUALUNQUE AUTORITA' ED AMMINISTRAZIONE GOVERNATIVA, REGIONALE, PROVINCIALE O COMUNALE, SIA CIVILE CHE MILITARE;
16. INTERVENIRE NELLE PROCEDURE PER IL REALIZZO DEI RELITTI SINISTRI AL FINE DI GARANTIRNE LA REGOLARITA' ED IL MASSIMO RICAVO;

17. RAPPRESENTARE LA SOCIETA' NEI CONFRONTI DI AMMINISTRAZIONI, AUTORITA', ENTI ITALIANI, STRANIERI, INTERNAZIONALI E SOPRANNAZIONALI, NONCHE' PERSONE FISICHE E GIURIDICHE, NELLE FASI PRELIMINARI DI STUDIO PER ACQUISIZIONI DI FORNITURE, COMMESSE DI LAVORO, CONTRATTI E ACCORDI DI COLLABORAZIONE, STIPULA DI CONVENZIONI, E SOTTOSCRIVERE LETTERE DI INTENTI A NOME DELLA SOCIETA', VALIDAMENTE IMPEGNANDOLA;

18. CON IL LIMITE DI EURO 20.000.000 (VENTIMILIONI) PER SINGOLO ATTO O CONTRATTO, DA INTENDERSI COME VALORE ANNUO NEL CASO DI ATTI O CONTRATTI DI DURATA PLURIENNALE, E CON LA PRECISAZIONE CHE DETTO LIMITE NON E' APPLICABILE AGLI ACQUISTI EFFETTUATI IN BASE A CONTRATTI QUADRO DI FORNITURA O A MANDATI ANCHE GENERALI A SOCIETA' SPECIALIZZATE NEGLI ACQUISTI: STIPULARE, RINNOVARE E RESCINDERE ACCORDI DI CONSULENZA E DI PRESTAZIONE D'OPERA INTELLETTUALE, IVI COMPRESI I POTERI DI ASSUMERE E COMMITTERE STUDI, INDAGINI, RICERCHE E L'ESECUZIONE DI OGNI ALTRA ATTIVITA' FINALIZZATA ALLO SVILUPPO DI PRODOTTI DELL'INDUSTRIA IN GENERE, NONCHE' L'ESECUZIONE DI LAVORI E FORNITURE, FIRMANDO I RELATIVI CONTRATTI E DOCUMENTI; CONFERIRE E REVOCARE INCARICHI PROFESSIONALI;

19. STIPULARE, RINNOVARE, AMMINISTRARE, RISOLVERE E RESCINDERE QUALSIVOGLIA ACCORDO QUADRO, CONVENZIONE E CONTRATTO, ATTIVO E PASSIVO, E DI COLLABORAZIONE (QUALE, A TITOLO ESEMPLIFICATIVO, COMMERCIALE - INCLUSI CONTRATTI DI SPONSORIZZAZIONE, DI CO-MARKETING E DI PARTNERSHIP COMMERCIALE - TECNICA - INCLUSI CONTRATTI NEL CAMPO DELLA RICERCA E DEL DESIGN E CONTRATTI DI CO-DESIGN RELATIVI AD ESEMPIO AD ATTIVITA' DI PROGETTAZIONE, SVILUPPO, SPERIMENTAZIONE E PROTOTIPAZIONE - INDUSTRIALE E NEL CAMPO DELLA FORMAZIONE), E I CONTRATTI AD ESSI COLLEGATI (QUALI, A TITOLO ESEMPLIFICATIVO E NON ESAUSTIVO, CONTRATTI DI FORNITURA, CONTRATTI DI SERVIZIO, CONTRATTI DI COST-SHARING, CONTRATTI DI DISTRIBUZIONE, CONTRATTI DI LICENZA, JOINT-VENTURE AGREEMENTS ED ALTRI), CON PERSONE FISICHE E GIURIDICHE, AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE, PRIVATE, ISTITUZIONI SCOLASTICHE DI OGNI ORDINE E GRADO, AUTORITA' CIVILI E MILITARI, ORGANIZZAZIONI INTERNAZIONALI E QUALSIVOGLIA ENTE, ITALIANO, STRANIERO, INTERNAZIONALE E SOPRANNAZIONALE, E GLI STESSI AMMINISTRARE E MODIFICARE NEL TEMPO;

20. VENDERE PRODOTTI E SERVIZI DELLA SOCIETA' E COMPIERE TUTTI GLI ATTI NECESSARI E CONSEGUENTI PER L'ESECUZIONE DEI CONTRATTI STIPULATI CON LA CLIENTELA, ANCHE PRENDENDO IN CARICO GLI AUTOVEICOLI DEI CLIENTI I CUI CONTRATTI VENGONO A SCADERE, CURANDO LA CONSTATAZIONE DELLO STATO DEGLI AUTOVEICOLI E CONTESTANDO ALLA CLIENTELA I DANNI EVENTUALI E LE USURE ANOMALE RISCONTRATE; STIPULARE E SOTTOSCRIVERE I RELATIVI CONTRATTI E DOCUMENTI; A TAL FINE, STIPULARE, RINNOVARE E RESCINDERE CONTRATTI DI FORNITURA, PARTECIPARE A GARE, ADIRE AD APPALTI E CONCORRERE AD ASTE PUBBLICHE E LICITAZIONI PRIVATE PRESSO QUALUNQUE AMMINISTRAZIONE ED ENTE, PUBBLICO O PRIVATO, ANCHE ATTRAVERSO LA COSTITUZIONE DI RAGGRUPPAMENTI TEMPORANEI DI IMPRESA, FIRMANDO I RELATIVI VERBALI, CONTRATTI, CAPITOLATI E ATTI DI SOTTOMISSIONE; FARE I PRESCRITTI DEPOSITI E RITIRARLI QUALORA LA SOCIETA' NON RIESCA DELIBERATARIA; PRESENTARE LE OFFERTE DELLA SOCIETA' E, OCCORRENDO, MIGLIORARLE; CONSEGNARE LE FORNITURE, ASSISTERE AL LORO COLLAUDO, FIRMARE I VERBALI RELATIVI E NOMINARE PERITI IN CASO DI CONTESTAZIONE; SOTTOSCRIVERE, NELL'AMBITO DELLE ATTIVITA' DI VENDITA DEI PRODOTTI DELLA SOCIETA' E DELLE COLLEGATE ATTIVITA' DI ACQUISTO, PERMUTA, RITIRO, E VENDITA DI AUTOVEICOLI USATI, I CERTIFICATI DI ROTTAMAZIONE VEICOLO SECONDO QUANTO PREVISTO DALLA NORMATIVA VIGENTE IN MATERIA;

21. TRATTARE E DEFINIRE CON BANCHE, ISTITUTI DI CREDITO, E QUALSIASI ALTRO ENTE, PUBBLICO O PRIVATO, ITALIANO ED ESTERO, CONDIZIONI E MODALITA' DI PROVVISORIA E DI IMPIEGO, E IN GENERALE QUALSIVOGLIA OPERAZIONE FINANZIARIA;

22. ASSUMERE E CONCEDERE FINANZIAMENTI DA SOCIETA' DEL GRUPPO FIAT E VERSO LE STESSA, DEFINENDONE TERMINI, CONDIZIONI E MODALITA' E SOTTOSCRIVENDO I RELATIVI CONTRATTI;

23. CON IL LIMITE DI EURO 250.000.000 (DUECENTOCINQUANTAMILIONI) PER SINGOLO ATTO O CONTRATTO: CHIEDERE ED OTTENERE DA BANCHE, ISTITUTI DI CREDITO E DA QUALSIASI ALTRO ENTE PUBBLICO O PRIVATO FINANZIAMENTI IN QUALSIVOGLIA VALUTA, CON LA PRECISAZIONE CHE DETTO LIMITE NON E' APPLICABILE AI CONTRIBUTI E FINANZIAMENTI A MEDIO/LUNGO TERMINE, ANCHE A TASSO AGEVOLATO, NONCHE' AI CONTRIBUTI IN CONTO INTERESSE, IN CONTO CAPITALE ED IN CONTO SPESE, RICHIESTI NELL'AMBITO DELLE LEGGI RIGUARDANTI LA CONCESSIONE DI CONTRIBUTI E FINANZIAMENTI AGEVOLATI AL SETTORE INDUSTRIALE, IVI COMPRESI QUELLI PER L'ATTIVITA' FORMATIVA E DI SOSTEGNO ALL'OCCUPAZIONE, PER I QUALI NON C'E' LIMITE DI IMPORTO, CON FACOLTA' DI FIRMARE VERBALI DI COLLAUDO DELLE COMMISSIONI NOMINATE DALLA PUBBLICA AMMINISTRAZIONE SIA PER "STATI AVANZAMENTO LAVORI" SIA PER "COLLAUDI FINALI", RENDICONTI DI SPESA E ISTANZE AGEVOLATIVE, DI DEFINIRE LE OPERAZIONI CON STIPULA E SOTTOSCRIZIONE DEI RELATIVI ATTI E FAR

PRESTARE IN RELAZIONE ALLE MEDESIME OPERAZIONI GARANZIE ANCHE REALI;
24. CON IL LIMITE DI EURO 250.000.000 (DUECENTOCINQUANTAMILIONI) PER SINGOLO ATTO O CONTRATTO: TRATTARE, OTTENERE E PERFEZIONARE DA BANCHE, ISTITUTI DI CREDITO E DA QUALSIASI ALTRO ENTE PUBBLICO O PRIVATO, ANTICIPAZIONI, AFFIDAMENTI, MUTUI E FINANZIAMENTI, IN QUALSIASI VALUTA, UTILIZZABILI ANCHE IN CONTO CORRENTE, PER SCONTO DI PORTAFOGLIO, APERTURE DI CREDITO A FAVORE DI TERZI O IN QUALSIASI ALTRA FORMA, SOTTOSCRIVENDO I RELATIVI ATTI, DOCUMENTI E CONTRATTI;
25. CON IL LIMITE DI EURO 250.000.000 (DUECENTOCINQUANTAMILIONI) PER SINGOLO ATTO O CONTRATTO: DARE E RICEVERE ANTICIPAZIONI SU TITOLI, VALORI E MERCI, SIA CON ISTITUTI DI CREDITO, SIA CON PRIVATI;
26. NELL'AMBITO DELLE LEGGI AGEVOLATIVE ALL'EXPORT E ALL'IMPORT, ASSUMERE, SENZA LIMITI DI IMPORTO, DA ISTITUTI DI CREDITO SPECIALE O DA AZIENDE DI CREDITO ORDINARIO, NAZIONALI ED ESTERE, O DA OGNI ALTRO ENTE PREVISTO DALLE LEGGI SUCCITATE, SINGOLARMENTE OD IN CONSORZIO TRA LORO, MEDIANTE LA STIPULAZIONE DI SINGOLI CONTRATTI O DI CONVENZIONI DI CARATTERE GENERALE, FINANZIAMENTI AI SENSI DELLE LEGGI PREDETTE A VALERE SUGLI ACCENNATI CREDITI DELLA SOCIETA', OPPURE PER L'ATTIVITA' DI IMPORTAZIONE A CREDITO DILAZIONATO; CONVENIRNE LE CONDIZIONI, MODALITA' E GARANZIE, ESCLUSE QUELLE REALI; EMETTERE, SOTTOSCRIVERE, GIRARE E CONSEGNARE EFFETTI CAMBIARI SIA ITALIANI, SIA ESTERI, FORMULARE, APPROVARE E SOTTOSCRIVERE POLIZZE, CONTRATTI DI FINANZIAMENTO, CONVENZIONI, ATTI, APPENDICI, LETTERE IMPEGNATIVE E DOCUMENTI IN GENERE; CEDERE AGLI ISTITUTI, AZIENDE BANCARIE ED ENTI PREDETTI I CREDITI DI IMPORTAZIONE O ESPORTAZIONE E LE EVENTUALI GARANZIE AGLI STESSI CONNESSI (IN QUALSIASI FORMA POTESSE ESSERE CONCORDATA), NONCHE' I DIRITTI DERIVANTI DALL'ASSICURAZIONE DEL CREDITO; CEDERE, TRASFERIRE E ASSEGNARE EVENTUALI LETTERE DI CREDITO; COSTITUIRE DEPOSITI, EFFETTUARE EVENTUALI DENUNCE DI SINISTRI; CONCORDARE E QUIETANZARE EVENTUALI LIQUIDAZIONI DI INDENNIZZI CON ESONERO DA OGNI RESPONSABILITA' DELLA "SACE";
27. APRIRE E CHIUDERE CONTI CORRENTI BANCARI, POSTALI E DI CORRISPONDENZA; EFFETTUARE OPERAZIONI, IN ITALIA E ALL'ESTERO, SUI CONTI CORRENTI BANCARI, SIA ATTIVI, SIA PASSIVI, ANCHE ALL'ORDINE DI TERZI, IN QUALSIVOGLIA VALUTA, CON FACOLTA' DI EFFETTUARE VERSAMENTI E PRELIEVI; DISPORRE LA CONCESSIONE E L'UTILIZZO DI APERTURE DI CREDITO, FIRMARE ASSEGNI, DOCUMENTI E QUIETANZE; EFFETTUARE VERSAMENTI E PRELIEVI SUI CONTI CORRENTI POSTALI ED OGNI ALTRA OPERAZIONE CON L'AMMINISTRAZIONE DELLE POSTE;
28. EFFETTUARE PAGAMENTI IN QUALSIVOGLIA VALUTA, OTTENENDO QUIETANZA;
29. IN GENERALE COMPIERE QUALSIASI ATTO DISPOSITIVO DI SOMME, VALORI, CREDITI, EFFETTI DI COMMERCIO E DIVISE, SALVO QUANTO DIVERSAMENTE PREVISTO DALLA PREVISTA PROCURA;
30. ESIGERE CREDITI, INCASSARE SOMME, ANCHE IN VALUTA, E RITIRARE VALORI, TITOLI ED EFFETTI DA CHIUNQUE DOVUTI ALLA SOCIETA', COMPRESE CASSE O TESORERIE GOVERNATIVE, REGIONALI, PROVINCIALI E COMUNALI, RILASCIANDO QUIETANZE LIBERATORIE; DISCUTERE E LIQUIDARE CONTI, FATTURE, DOCUMENTI DI ADDEBITO E DI ACCREDITO, CONCEDERE ED OTTENERE ABBUONI E SCONTI;
31. RICEVERE E COSTITUIRE, RESTITUIRE E RITIRARE, DEPOSITI DI SOMME, TITOLI, SIA NOMINATIVI SIA AL PORTATORE, E VALORI A CAUZIONE, A GARANZIA, A CUSTODIA O IN AMMINISTRAZIONE, RILASCIANDO E RICEVENDO LIBERAZIONI E QUIETANZE; FARE QUALUNQUE OPERAZIONE CON L'AMMINISTRAZIONE DEL DEBITO PUBBLICO E CON QUALSIASI SEDE DELLA CASSA DEPOSITI E PRESTITI; CURARE LA DENUNCIA DI TITOLI DI CREDITO SMARRITI, ADDIVENENDO AGLI INCOMBENTI NECESSARI PER RITIRARE I NUOVI TITOLI;
32. EMETTERE TRATTE PER L'ESAZIONE DEI CREDITI, ANCHE DERIVANTI DA ATTIVITA' ESPORTATIVA, SIA SU CLIENTI, SIA SU DEBITORI AD ALTRO TITOLO, E SCONTARE IL PORTAFOGLIO DELLA SOCIETA' FIRMANDO LE OCCORRENTI GIRATE;
33. GIRARE, NEGOZIARE ED ESIGERE ASSEGNI, CHE'QUES, VAGLIA POSTALI, TELEGRAFICI E BANCARI, E QUALUNQUE ALTRO TITOLO OD EFFETTO DI COMMERCIO EMESSO A FAVORE DELLA SOCIETA' PER QUALSIVOGLIA CAUSALE, IVI COMPRESE LE CAMBIALI (TRATTE E PAGHERO'), FIRMANDO I RELATIVI DOCUMENTI E GIRATE E RILASCIANDO LE NECESSARIE QUIETANZE;
34. OTTENERE, ACCETTARE ED ESCUTERE GARANZIE IN FAVORE DELLA SOCIETA' DI QUALSIVOGLIA NATURA, ANCHE REALI, E SENZA LIMITI DI IMPORTO;
35. CON IL LIMITE DI EURO 250.000.000 (DUECENTOCINQUANTAMILIONI) PER SINGOLO ATTO O CONTRATTO: FAR RILASCIARE, NELL'INTERESSE DELLA SOCIETA' O DI SOCIETA' CONTROLLATE, GARANZIE DI QUALSIASI NATURA, ANCHE REALI;
36. FAR ELEVARE PROTESTI E INTIMARE PRECETTI, PROCEDERE AD ATTI CONSERVATIVI ED ESECUTIVI; PRESENTARE ISTANZE DI FALLIMENTO NEI CONFRONTI DI DEBITORI INSOLVENTI E PROVVEDERE AD OGNI ALTRO ATTO RELATIVO; INTERVENIRE NELLE

PROCEDURE DI FALLIMENTO E NELLE ALTRE PROCEDURE CONCURSUALI, INSINUARE CREDITI NEI FALLIMENTI STESSI, DAR VOTO IN CONCORDATI, ESIGERE RIPARTI PARZIALI E DEFINITIVI, INTERVENIRE IN CONCORDATI PREVENTIVI ED APPROVARLI O RESPINGERLI; FARE LE RELATIVE PROPOSIZIONI DI CREDITO, ASSEVERARNE LA LORO VERA E REALE ESISTENZA, PROMUOVERE LO STATO DI UNIONE, DISCUTERE I RELATIVI CONTI DI LIQUIDAZIONE E COMPIERE TUTTI GLI ATTI INERENTI ALLA PROCEDURA DI FALLIMENTO E ALLE ALTRE PROCEDURE CONCURSUALI; SOTTOSCRIVERE ISTANZE DI DISSEQUESTRO, ISTANZE DI RIVENDICA E RICORSI PER SEQUESTRO E PER DECRETI INGIUNTIVI; INSTARE PER L'APPOSIZIONE E LA RIMOZIONE DEI SIGILLI;

37. CON IL LIMITE DI EURO 500.000.000 (CINQUECENTOMILIONI) PER SINGOLO ATTO O CONTRATTO: ACQUISIRE CREDITI STABILENDO MODALITA', TERMINI E CONDIZIONI DELLA CESSIONE E SOTTOSCRIVENDO I RELATIVI CONTRATTI;

38. SENZA LIMITE DI IMPORTO, CEDERE CREDITI PRO-SOLUTO E, ENTRO IL LIMITE DI EURO 500.000.000 (CINQUECENTOMILIONI) PER SINGOLO ATTO O CONTRATTO, CEDERE CREDITI PRO-SOLVENDO, CON RELATIVE GARANZIE E DIRITTI, CON ESPRESSA AUTORIZZAZIONE A COMPIERE OGNI E QUALSIASI OPERAZIONE, ANCHE IN RELAZIONE A RAPPORTI DI FACTORING, INCLUSI LA GIRATA DI EFFETTI E LA STIPULA DI CONTRATTI, NONCHE' A RILASCIARE DICHIARAZIONI, DARE COMUNICAZIONI, CHIEDERE ED OTTENERE PROROGHE DI PAGAMENTO;

39. CON IL LIMITE DI EURO 50.000.000 (CINQUANTAMILIONI) PER SINGOLO ATTO O CONTRATTO: ACQUISTARE, VENDERE E COMPIERE OGNI ATTO DISPOSITIVO, PER CONTANTI ED A TERMINE, SU VALORI MOBILIARI ED ALTRI STRUMENTI FINANZIARI, COMPRESE AZIONI ED OBBLIGAZIONI, E SU VALUTE NAZIONALI ED ESTERE, STIPULANDO I RELATIVI CONTRATTI;

40. CON IL LIMITE DI EURO 250.000.000 (DUECENTOCINQUANTAMILIONI) PER SINGOLO ATTO O CONTRATTO: ACQUISTARE, VENDERE E COMPIERE OGNI ATTO DISPOSITIVO, PER CONTANTI ED A TERMINE, SU VALORI MOBILIARI RICOMPRESI NELLE SEGUENTI CATEGORIE:

- TITOLI MOBILIARI EMESSI O GARANTITI DAL GOVERNO DEGLI STATI UNITI D'AMERICA, DELLA SVIZZERA O DI UN PAESE MEMBRO DELL'UNIONE EUROPEA E CON SCADENZA ENTRO 12 (DODICI) MESI DALLA DATA DI ACQUISTO,
- COMMERCIAL PAPER CON SCADENZA ENTRO 12 (DODICI) MESI DALLA DATA DI ACQUISTO EMESSI DA SOCIETA' AVENTI UN RATING NON INFERIORE A A-1 (S&P) E/O P-1 (MOODY'S) E/O F-1 (FITCH),
- DEPOSITI BANCARI, CERTIFICATI DI DEPOSITI O ACCETTAZIONI BANCARIE CON SCADENZA ENTRO 3 (TRE) MESI DALLA DATA DI DEPOSITO O DI ACQUISTO EMESSI DA BANCHE O ISTITUTI DI CREDITO AVENTI SEDE LEGALE IN UNO DEGLI STATI MEMBRI DELL'OCSE E AVENTI UN RATING NON INFERIORE A A-1 (S&P) E/O P-1 (MOODY'S) E/O F-1 (FITCH),
- LIQUIDITA' FUNDS CHE INVESTANO IL LORO PATRIMONIO PREVALENTEMENTE IN ATTIVITA' FINANZIARIE DI CUI AI PUNTI PRECEDENTI CON RATING PARI A AAAM (S&P) E/O AAA - MR 1+ (MOODY'S) E/O F-1 (FITCH);

41. SVOLGERE PRATICHE ED OPERAZIONI VALUTARIE ED AUTORIZZATIVE RELATIVE ALL'ATTIVITA' ESORTATIVA E IMPORTATIVA, CON FACOLTA' DI PROVVEDERE AD OGNI ADEMPIMENTO NEI CONFRONTI DEL MINISTERO DELLE ATTIVITA' PRODUTTIVE, DELLA S.A.C.E. ? SERVIZI ASSICURATIVI DEL COMMERCIO ESTERO, DELLA BANCA D'ITALIA, DI BANCHE, ISTITUTI INCARICATI ED AMMINISTRAZIONI CENTRALI E PERIFERICHE, CON OGNI INERENTE FACOLTA' DI FIRMA;

42. STIPULARE CON LA S.A.C.E. E CON COMPAGNIE DI ASSICURAZIONE PRIVATE O PUBBLICHE, ITALIANE ED ESTERE, CONTRATTI DI ASSICURAZIONE A VALERE SUI CREDITI CONSEGUENTI ALL'ATTIVITA' ESORTATIVA ED ASSUMERE DA QUALSIASI ISTITUTO O ENTE PER IL CREDITO A MEDIO TERMINE, SINGOLARMENTE O IN CONSORZIO TRA LORO, FINANZIAMENTI SUI CREDITI VERSO CLIENTI ESTERI, CON AUTORIZZAZIONE A COMPIERE OGNI E QUALSIASI OPERAZIONE PREVISTA DALLE LEGGI VIGENTI OD EMANANDE, COMPRESA L'EMISSIONE E/O LA GIRATA DI EFFETTI, LA STIPULA DI CONVENZIONI E CONTRATTI, LA CESSIONE DEI CREDITI CON RELATIVE GARANZIE E DIRITTI, L'ASSUNZIONE DI SURROGHE ED IMPEGNI, IL RILASCIO DI GARANZIE E MANLEVE, IL TUTTO CON PIENA FACOLTA' NEGOZIALE;

43. ASSUMERE, TRASFERIRE, SOSPENDERE, LICENZIARE, REINTEGRARE E COSI' GESTIRE IN TUTTO E PER TUTTO IL PERSONALE DIPENDENTE, NON DIRIGENTE; FISSARNE E MODIFICARNE CONDIZIONI, MANSIONI, QUALIFICHE, CATEGORIE E GRADI; DETERMINARNE LE RETRIBUZIONI, I COMPENSI E LE ATTRIBUZIONI; STIPULARE CONTRATTI DI LAVORO ED I MEDESIMI MODIFICARE E RISOLVERE;

44. AMMINISTRARE IL PERSONALE CON ESPRESSA AUTORIZZAZIONE DI COMPIERE TUTTO QUANTO RICHIESTO DALLE DISPOSIZIONI E NORMATIVE IN MATERIA SINDACALE, ASSICURATIVA, PREVIDENZIALE, MUTUALISTICA ED INFORTUNISTICA, IVI COMPRESO IL POTERE DI GESTIRE LE TRATTATIVE SINDACALI CON FACOLTA' DI CONCLUDERE ACCORDI AZIENDALI;

45. RILASCIARE E SOTTOSCRIVERE I CERTIFICATI DI ORIGINE E LE DICHIARAZIONI DI CONFORMITA' PRESCRITTE PER I VEICOLI E GLI ALTRI MEZZI DI TIPO OMOLOGATO E DI QUALSIASI ALTRO TIPO COSTRUITI E/O COMMERCIALIZZATI DALLA SOCIETA', SOTTOSCRIVERE DENUNCE DI BENESTARE ALL'ESPORTAZIONE, FATTURE PER CONGRUITA' E VERIDICITA' DEI PREZZI, DICHIARAZIONI DI VENDITA ED ALTRI DOCUMENTI ATTI AD ATTESTARE LA PROVENIENZA E LE CARATTERISTICHE TUTTE DELLA PRODUZIONE SOCIALE E COMPIERE QUANTO ALTRO NECESSARIO AI FINI DELLA SPEDIZIONE ALL'ESTERO DEI VEICOLI, LORO PARTI, MERCI E PRODOTTI IN GENERE;

46. CURARE L'OSSERVANZA DI TUTTE LE NORME AMMINISTRATIVE E, A TAL FINE, FIRMARE, TRA L'ALTRO, DENUNCE, DICHIARAZIONI E CERTIFICAZIONI, AD ECCEZIONE SOLTANTO DEGLI ATTI PER I QUALI LA LEGGE PREVEDE ESCLUSIVAMENTE LA SOTTOSCRIZIONE DEI LEGALI RAPPRESENTANTI;

47. IMPARTIRE DISPOSIZIONI NORMATIVE IN CAMPO AMMINISTRATIVO, ANCHE IN RAPPORTO A PARTECIPAZIONI ED INTERESSENZE IN ALTRE SOCIETA';

48. RAPPRESENTARE LA SOCIETA' E TRATTARE, DEFINIRE E FIRMARE QUALSIASI PRATICA COME AD ESEMPIO DENUNCE, DICHIARAZIONI, E CERTIFICAZIONI, AVANTI QUALSIASI AUTORITA', ENTE ED AMMINISTRAZIONE GOVERNATIVA, REGIONALE, PROVINCIALE E COMUNALE, PUBBLICA E PRIVATA, IN ITALIA E ALL'ESTERO, I COMANDI PROVINCIALI DEI VIGILI DEL FUOCO, LE ASSOCIAZIONI ED ALTRI, IVI COMPRESA OGNI PRATICA ATTINENTE GLI IMPIANTI DI DEPOSITO E DI DISTRIBUZIONE DI PRODOTTI PETROLIFERI E LUBRIFICANTI, CON OGNI INERENTE FACOLTA' COMPRESA QUELLA DI PREDISPORRE, FIRMARE E PRESENTARE QUALUNQUE ATTO PER IL RILASCIO, IL RINNOVO, LA VARIAZIONE, LA REVOCA E LA RINUNCIA DELLE AUTORIZZAZIONI DI INSTALLAZIONE, ATTIVAZIONE, GESTIONE E SMOBILIZZO, NONCHE' I RELATIVI VERBALI DI COLLAUDO; ADDIVENIRE A CONCORDATI E TRANSAZIONI E CON ESPRESSA FACOLTA' DI FIRMARE ISTANZE, RICORSI E QUALSIVOGLIA ATTO;

49. RAPPRESENTARE LA SOCIETA', ANCHE IN SEDE CONTENZIOSA, PRESSO AMMINISTRAZIONI ED ALTRI ORGANI, IN QUALUNQUE SEDE E GRADO, IVI COMPRESI AUTORITA', ORGANI E COMMISSIONI DEGLI STATI MEMBRI DELL'UNIONE EUROPEA, CON OGNI INERENTE POTERE;

50. CHIEDERE ED OTTENERE PERMESSI, AUTORIZZAZIONI, LICENZE E QUANT'ALTRO NECESSARIO PER IL REGOLARE FUNZIONAMENTO DELL'ATTIVITA' AZIENDALE;

51. SOTTOSCRIVERE E PRODURRE PROGETTI ED ISTANZE PER L'OTTENIMENTO DI CONCESSIONI EDILIZIE PER NUOVE COSTRUZIONI, RISTRUTTURAZIONI, VARIANTI E AMPLIAMENTI RELATIVAMENTE AD IMMOBILI DELLA SOCIETA', ESPLETANDO TUTTE LE RELATIVE PRATICHE ED I CONNESSI ADEMPIMENTI DI NATURA TECNICA ED AMMINISTRATIVA, CON FACOLTA' DI STIPULARE, PROROGARE E RESCINDERE ATTI E CONVENZIONI CON QUALSIASI AMMINISTRAZIONE E AUTORITA', CON ESCLUSIONE DI OGNI POTERE IN MATERIA DI GESTIONE, MANUTENZIONE E SICUREZZA DEGLI INSEDIAMENTI IMMOBILIARI;

52. APRIRE E CHIUDERE DIPENDENZE E SEDI STACCATE DELLA SOCIETA' EFFETTUANDO LE PRESCRITTE DENUNCE;

53. RAPPRESENTARE LA SOCIETA' AVANTI CAMERE DI COMMERCIO, CANCELLERIE DEI TRIBUNALI, PRETURE, UFFICI DELLE PREFETTURE ED ALTRI UFFICI PUBBLICI, IN ITALIA O NEGLI STATI MEMBRI DELL'UNIONE EUROPEA, FIRMANDO E PRESENTANDO DICHIARAZIONI E DENUNCE PREVISTE DALLE NORME CIVILISTICHE, COMPRESA LE COMUNICAZIONI AL REGISTRO IMPRESE, ALLE CAMERE DI COMMERCIO, E AL REPERTORIO DELLE NOTIZIE ECONOMICHE ED AMMINISTRATIVE (R.E.A.), IVI COMPRESO IL POTERE DI DEPOSITARE I LISTINI PREZZI AL PUBBLICO ED ALLA RETE DI VENDITA, E RICHIEDENDO CERTIFICATI ED ALTRI DOCUMENTI;

54. ASSOLVERE GLI ADEMPIMENTI PREVISTI DALLE LEGGI CHE REGOLANO LA CIRCOLAZIONE DEI TITOLI AZIONARI E LA DISTRIBUZIONE DEI DIVIDENDI CON FACOLTA' DI FIRMARE DICHIARAZIONI; SOTTOSCRIVERE COMUNICAZIONI CONCERNENTI I TITOLI AZIONARI;

55. COMPIERE QUANTO PREVISTO DAL D.P.R. 10 NOVEMBRE 1997 N. 441 IN MERITO ALLA DISTRUZIONE DI BENI DELLA SOCIETA' O ALLA LORO TRASFORMAZIONE IN BENI DI ALTRO TIPO E DI PIU' MODESTO VALORE ECONOMICO, E AI FINI DI CUI SOPRA:

- . EFFETTUARE COMUNICAZIONI;
- . ASSISTERE ALLE OPERAZIONI DI ROTTAMAZIONE, DISTRUZIONE O TRASFORMAZIONE DEI BENI;
- . INTERVENIRE NEI RELATIVI VERBALI, SOTTOSCRIVENDO GLI STESSI CON OGNI EVENTUALE ALLEGATO, NONCHE' QUANT'ALTRO AD ESSI CONNESSO O CONSEGUENTE AI FINI DELLA COMPLETA ESECUZIONE DELLE OPERAZIONI;
- . DESCRIVERE IN ESSI L'OGGETTO DELLE ROTTAMAZIONI, DISTRUZIONI O TRASFORMAZIONI INDICANDONE NATURA, QUALITA' E QUANTITA' NONCHE' L'AMMONTARE DEL COSTO;
- . RILASCIARE DICHIARAZIONI;
- . FARE E/O SOTTOSCRIVERE ATTI E DOCUMENTI ED ADEMPIERE A QUALSIASI ALTRO INCOMBENTE NECESSARIO OD OPPORTUNO;

**"FCA GROUP MARKETING S.P.A." O IN FORMA ESTESA
"FIAT GROUP MARKETING & CORPORATE
COMMUNICATION S.P.A.", SIGLABILE "FCAGM S.P.A." O
"FGM & CC S.P.A."
Codice Fiscale 02637030012**

56. RITIRARE PIEGHI, PACCHI POSTALI, LETTERE RACCOMANDATE ED ASSICURATE,
ESIGERE VAGLIA POSTALI E TELEGRAFICI, PRESSO LE POSTE, I TELEGRAFI, LE FERROVIE
E QUALUNQUE PUBBLICO O PRIVATO UFFICIO DI SPEDIZIONE, RILASCIANDO RICEVUTE E
QUIETANZE LIBERATORIE;
57. NOMINARE E REVOCARE PROCURATORI CONFERENDO LORO POTERI NELL'AMBITO DI
QUELLI PROPRI;
58. COMPIERE QUANT'ALTRO NECESSARIO OD OPPORTUNO PER L'ESERCIZIO DEI PREDETTI
POTERI;
59. FIRMARE, NELL'AMBITO DEI CONFERITI POTERI, CORRISPONDENZA ED ATTI DELLA
SOCIETA'.

**Procuratore
DESIATA ANTONIO**

Rappresentante dell'impresa
Nato a VARESE (VA) il 14/09/1968
Codice fiscale: DSTNTN68P14L682Y
TORINO (TO) VIA NIZZA 250 CAP 10126

domicilio

carica

procuratore
Nominato con atto del 23/05/2017
Data iscrizione: 03/07/2017

poteri

***** PROCURA 23/05/2017, NOTAIO GIUSEPPINA MORONE, REP. 375198/25607 *****
CON I SEGUENTI POTERI:
1. RAPPRESENTARE LA SOCIETA' NEI CONFRONTI DI SOGGETTI PUBBLICI E PRIVATI,
NELL'AMBITO E PER L'ESERCIZIO DEI POTERI CONFERITI;
2. RAPPRESENTARE LA SOCIETA' IN GIUDIZIO, QUANDO CONVENUTA, NONCHE' IN SEDE
STRAGIUDIZIALE;
3. EFFETTUARE DICHIARAZIONI DI TERZO PIGNORATO E DI TERZO SEQUESTRATO NEI
CONFRONTI DI QUALSIASI AUTORITA' GIUDIZIARIA ED IN QUALUNQUE SEDE E GRADO DI
GIURISDIZIONE, ADEMPIENDO A TUTTO QUANTO PREVISTO DALLE VIGENTI DISPOSIZIONI DI
LEGGE;
4. FAR ELEVARE PROTESTI E INTIMARE PRECETTI, PROCEDERE AD ATTI CONSERVATIVI ED
ESECUTIVI, PRESENTARE ISTANZE DI FALLIMENTO NEI CONFRONTI DI DEBITORI
INSOLVENTI, INTERVENIRE NELLE PROCEDURE DI FALLIMENTO E NELLE ALTRE PROCEDURE
CONCORSUALI, INSINUARE CREDITI NEI FALLIMENTI STESSI, DAR VOTO IN CONCORDATI,
ESIGERE RIPARTI PARZIALI E DEFINITIVI, INTERVENIRE IN CONCORDATI PREVENTIVI ED
APPROVARLI O RESPINGERLI, FARE LE RELATIVE PROPOSIZIONI DI CREDITO, ASSEVERARNE
LA LORO VERA E REALE ESISTENZA, PROMUOVERE LO STATO DI UNIONE, DISCUTERE I
RELATIVI CONTI DI LIQUIDAZIONE E COMPIERE TUTTI GLI ATTI INERENTI ALLA
PROCEDURA DI FALLIMENTO E ALLE ALTRE PROCEDURE CONCORSUALI, SOTTOSCRIVERE
ISTANZE DI DISSEQUESTRO, ISTANZE DI RIVENDICA E RICORSI PER SEQUESTRO E PER
DECRETI INGIUNTIVI, INSTARE PER L'APPOSIZIONE E LA RIMOZIONE DEI SIGILLI, IVI
COMPRESO IL POTERE DI RAPPRESENTARE LA SOCIETA' NELLE PROCEDURE DI DISSEQUESTRO
DEI VEICOLI;
5. FARE TUTTE LE PRATICHE CONCERNENTI IL CAMPO ASSICURATIVO, COME DENUNCE,
NOMINE DI PERITI, LIQUIDAZIONI E LORO ACCETTAZIONE, INCASSANDO LE RELATIVE
INDENNITA' E RILASCIANDO QUIETANZE; TRATTARE E DEFINIRE OGNI PRATICA
ASSICURATIVA IN VIA AMMINISTRATIVA PRESSO QUALUNQUE AUTORITA' ED
AMMINISTRAZIONE GOVERNATIVA, REGIONALE, PROVINCIALE O COMUNALE, SIA CIVILE CHE
MILITARE;
6. VENDERE PRODOTTI E SERVIZI DELLA SOCIETA' E COMPIERE TUTTI GLI ATTI
NECESSARI E CONSEGUENTI PER L'ESECUZIONE DEI CONTRATTI STIPULATI CON LA
CLIENTELA; STIPULARE E SOTTOSCRIVERE I RELATIVI CONTRATTI E DOCUMENTI; A TAL
FINE, STIPULARE, RINNOVARE E RESCINDERE CONTRATTI DI FORNITURA, PRESENTARE LE
OFFERTE DELLA SOCIETA' E, OCCORRENDO, MIGLIORARLE, IVI COMPRESI I POTERI DI
CONSEGNARE LE FORNITURE, ASSISTERE AL LORO COLLAUDO, FIRMARE I VERBALI RELATIVI
E NOMINARE PERITI IN CASO DI CONTESTAZIONE;
7. COMPIERE TUTTE LE PRATICHE ED OPERAZIONI INERENTI AI VEICOLI IMMATRICOLATI O
IMMATRICOLANDI PER CONTO DELLA SOCIETA' O PER CONTO DI TERZI, NUOVI O USATI,
ACQUISTATI, LOCATI O VENDUTI, O DI ORIGINE EXTRACOMUNITARIA PRECEDENTEMENTE
IMPORTATI IN ALTRI STATI MEMBRI DELL'UNIONE EUROPEA, IN QUESTI IMMESSI IN
LIBERA PRATICA E DA ULTIMO INTRODOTTI IN ITALIA CON ACQUISTO INTRACOMUNITARIO
DA PARTE DELLA SOCIETA'; EFFETTUARE NEI CONFRONTI DELLE SEDI O SEZIONI
DELL'AUTOMOBILE CLUB, DEL PUBBLICO REGISTRO AUTOMOBILISTICO, DELL'ISPETTORATO
GENERALE E DEGLI ISPETTORATI COMPARTIMENTALI DELLA MOTORIZZAZIONE CIVILE E DEI

TRASPORTI IN CONCESSIONE, DEGLI UFFICI PREFETTIZI E DI OGNI ALTRA AUTORITA' OD ENTE, OGNI OPERAZIONE RELATIVA ALLO STATO GIURIDICO DEGLI AUTOVEICOLI, ALL'UOPO SOTTOSCRIVENDO OGNI ATTO, CERTIFICATO E DICHIARAZIONE OD ALTRO DOCUMENTO, IL TUTTO RELATIVAMENTE AD OGNI AUTOVEICOLO O SUA PARTE CHE COMUNQUE SI TROVI NELLA DISPONIBILITA' DELLA SOCIETA'; COMPIERE, IN VIA ESEMPLIFICATIVA, LE OPERAZIONI SEGUENTI:

- A. ISCRIZIONE O RADIAZIONE DAI PUBBLICI REGISTRI AUTOMOBILISTICI,
- B. PRIMA IMMATRICOLAZIONE DEGLI AUTOMEZZI, LORO TRASFERIMENTO DI PROPRIETA' E CONSEGUENTI VOLTURE, COSTITUZIONE, RIDUZIONE, CANCELLAZIONE DI PRIVILEGI E RELATIVE ANNOTAZIONI,
- C. FORMAZIONE, FIRMA E PRESENTAZIONE DI QUALUNQUE ATTO, DOCUMENTO, MODELLO, SCHEDA, REGISTRO, FOGLIO COMPLEMENTARE, AUTORIZZAZIONE A CONDURRE AUTOMEZZI DI PROPRIETA' DELLA SOCIETA' CHE VENGA RICHIESTO AI FINI DELL'ESPLETAMENTO DI DETTE FORMALITA', SENZA CHE POSSA ESSERGLI OPPOSTO DIFETTO DI POTERI, CON IMPEGNO DE RATO ET VALIDO;
8. RAPPRESENTARE LA SOCIETA' AVANTI I COMPETENTI ORGANI CENTRALI E PERIFERICI, ITALIANI OD ESTERI, PER LE PRATICHE OMOLOGATIVE DELLE PRODUZIONI SOCIALI, CON OGNI INERENTE FACOLTA', COMPRESA QUELLA DI SOTTOSCRIVERE E PRESENTARE DOMANDE DI OMOLOGAZIONE, DI SOTTOSCRIVERE I NULLAOSTA ALLE APPLICAZIONI DEI GANCI TRAINO E IN GENERALE ALLE TRASFORMAZIONI DI PRODOTTI DELLA SOCIETA', DI SOTTOSCRIVERE LE DICHIARAZIONI DELLE CARATTERISTICHE TECNICHE E DI ASSOLVERE, IN GENERALE, OGNI OPPORTUNO INCOMBENTE, IVI COMPRESO IL POTERE DI SVOLGERE QUALSIASI PRATICA ED OPERAZIONE DOGANALE, FISCALE E VALUTARIA RELATIVA ALL'ATTIVITA' IMPORTATIVA ED ESPORTATIVA DELLA SOCIETA', NEI CONFRONTI DEGLI UFFICI DOGANALI, SOTTOSCRIVENDO DICHIARAZIONI VALUTARIE PER LE OPERAZIONI DI IMPORTAZIONE ED ESPORTAZIONE E FIRMANDO OGNI ISTANZA, DICHIARAZIONE, FATTURA, CERTIFICATO DI ORIGINE, MODULO D'USO O ALTRO DOCUMENTO OPPORTUNO; FARE E RITIRARE I PRESCRITTI DEPOSITI; EFFETTUARE OPERAZIONI DI SDOGANAMENTO; CONCEDERE AUTORIZZAZIONI ALL'ESPORTAZIONE PER GLI AUTOVEICOLI LOCATI;
9. EFFETTUARE OPERAZIONI, IN ITALIA E ALL'ESTERO, SUI CONTI CORRENTI BANCARI, SIA ATTIVI, SIA PASSIVI, IN QUALESIVOGLIA VALUTA, CON FACOLTA' DI EFFETTUARE VERSAMENTI E PRELIEVI; FIRMARE ASSEGNI, DOCUMENTI E QUIETANZE; EFFETTUARE VERSAMENTI E PRELIEVI SUI CONTI CORRENTI POSTALI ED OGNI ALTRA OPERAZIONE CON L'AMMINISTRAZIONE DELLE POSTE;
10. EFFETTUARE PAGAMENTI IN QUALESIVOGLIA VALUTA, OTTENENDO QUIETANZA;
11. ESIGERE CREDITI, INCASSARE SOMME, ANCHE IN VALUTA, E RITIRARE VALORI, TITOLI ED EFFETTI DA CHIUNQUE DOVUTI ALLA SOCIETA', COMPRESE CASSE O TESORERIE GOVERNATIVE, REGIONALI, PROVINCIALI E COMUNALI, RILASCIANDO QUIETANZE LIBERATORIE; EMETTERE, DISCUTERE E LIQUIDARE CONTI, FATTURE, DOCUMENTI DI ADDEBITO E DI ACCREDITO, CONCEDERE ED OTTENERE ABBUONI E SCONTI;
12. GIRARE, NEGOZIARE E ESIGERE ASSEGNI, CHE'QUES, VAGLIA POSTALI, TELEGRAFICI E BANCARI, E QUALUNQUE ALTRO TITOLO OD EFFETTO DI COMMERCIO EMESSE A FAVORE DELLA SOCIETA' PER QUALESIVOGLIA CAUSALE, IVI COMPRESE LE CAMBIALI (TRATTE E PAGHERO'), FIRMANDO I RELATIVI DOCUMENTI E GIRATE E RILASCIANDO LE NECESSARIE QUIETANZE;
13. RICEVERE E COSTITUIRE, RESTITUIRE E RITIRARE, DEPOSITI DI SOMME, TITOLI, SIA NOMINATIVI SIA AL PORTATORE, E VALORI A CAUZIONE, A GARANZIA, A CUSTODIA O IN AMMINISTRAZIONE, RILASCIANDO E RICEVENDO LIBERAZIONI E QUIETANZE; FARE QUALUNQUE OPERAZIONE CON L'AMMINISTRAZIONE DEL DEBITO PUBBLICO E CON QUALSIASI SEDE DELLA CASSA DEPOSITI E PRESTITI; CURARE LA DENUNCIA DI TITOLI DI CREDITO SMARRITI, ADDIVENENDO AGLI INCOMBENTI NECESSARI PER RITIRARE I NUOVI TITOLI;
14. CURARE L'OSSERVANZA DI TUTTE LE NORME AMMINISTRATIVE E, A TAL FINE, FIRMARE, TRA L'ALTRO, DENUNCE, DICHIARAZIONI E CERTIFICAZIONI, AD ECCEZIONE SOLTANTO DEGLI ATTI PER I QUALI LA LEGGE PREVEDE ESCLUSIVAMENTE LA SOTTOSCRIZIONE DEI LEGALI RAPPRESENTANTI;
15. TRATTARE E DEFINIRE QUALSIASI PRATICA AVANTI QUALSIASI AUTORITA', ENTE ED AMMINISTRAZIONE GOVERNATIVA, REGIONALE, PROVINCIALE E COMUNALE, PUBBLICA E PRIVATA, I COMANDI PROVINCIALI DEI VIGILI DEL FUOCO, LE ASSOCIAZIONI ED ALTRI, ANCHE PER QUANTO ATTIENE GLI IMPIANTI DI DEPOSITO E DI DISTRIBUZIONE DI PRODOTTI PETROLIFERI E LUBRIFICANTI, CON FACOLTA' DI PREDISPORRE, FIRMARE E PRESENTARE QUALUNQUE ATTO PER IL RILASCIO, IL RINNOVO, LA VARIAZIONE, LA REVOCA E LA RINUNCIA DELLE AUTORIZZAZIONI DI INSTALLAZIONE, ATTIVAZIONE, GESTIONE E SMOBILIZZO, NONCHE' I RELATIVI VERBALI DI COLLAUDO;
16. RAPPRESENTARE LA SOCIETA' AVANTI CAMERE DI COMMERCIO, CANCELLERIE DEI TRIBUNALI, PRETURE, UFFICI DELLE PREFETTURE ED ALTRI UFFICI PUBBLICI, IN ITALIA O NEGLI STATI MEMBRI DELL'UNIONE EUROPEA, FIRMANDO E PRESENTANDO DENUNCE PREVISTE DALLE NORME CIVILISTICHE, COMPRESE LE COMUNICAZIONI AL REGISTRO

**"FCA GROUP MARKETING S.P.A." O IN FORMA ESTESA
"FIAT GROUP MARKETING & CORPORATE
COMMUNICATION S.P.A.", SIGLABILE "FCAGM S.P.A." O
"FGM & CC S.P.A."**
Codice Fiscale 02637030012

IMPRESE ED ALLE CAMERE DI COMMERCIO, E RICHIEDENDO CERTIFICATI ED ALTRI DOCUMENTI;

17. RITIRARE PIEGHI, PACCHI POSTALI, LETTERE RACCOMANDATE ED ASSICURATE, ESIGERE VAGLIA POSTALI E TELEGRAFICI, PRESSO LE POSTE, I TELEGRAFI, LE FERROVIE E QUALUNQUE PUBBLICO O PRIVATO UFFICIO DI SPEDIZIONE, RILASCIANDO RICEVUTE E QUIETANZE LIBERATORIE;

18. CONSENTIRE NOVAZIONI, TRASFORMAZIONI E RISOLUZIONI DI CONTRATTI, TRANSIGENDO OGNI VERTENZA ENTRO IL LIMITE UNITARIO DI EURO 50.000 (CINQUANTAMILA);

19. CON IL LIMITE DI EURO 50.000 (CINQUANTAMILA) PER SINGOLO ATTO O CONTRATTO: STIPULARE, RINNOVARE, RESCINDERE E RISOLVERE CONTRATTI DI ASSICURAZIONE, LOCAZIONE ANCHE FINANZIARIA, NOLEGGIO, SPEDIZIONE, TRASPORTO, NOLO, DEPOSITO IN GARANZIA, AFFITTO, COMODATO, DEPOSITO, PRESTITO D'USO, LAVORAZIONE, UTENZE, APPALTO, FORNITURA, ESECUZIONE DI OPERE E PRESTAZIONI ED IN GENERE CONTRATTI TIPICI O ATIPICI, PER LA PRESTAZIONE DI SERVIZI INERENTI L'ATTIVITA' AZIENDALE, PONENDO IN ESSERE TUTTI GLI ATTI ED ADEMPIMENTI NECESSARI ED OPPORTUNI PER L'ESECUZIONE DEGLI OBBLIGHI E L'ESERCIZIO DEI DIRITTI, FARE TUTTE LE PRATICHE CONCERNENTI IL CAMPO ASSICURATIVO, COME DENUNCE, NOMINE DI PERITI, LIQUIDAZIONI E LORO ACCETTAZIONE, INCASSANDO LE RELATIVE INDENNITA' E RILASCIANDO QUIETANZE;

20. FIRMARE, NELL'AMBITO DEI CONFERITI POTERI, CORRISPONDENZA ED ATTI DELLA SOCIETA';

21. COMPIERE QUANT'ALTRO NECESSARIO OD OPPORTUNO PER L'ESERCIZIO DEI PREDETTI POTERI.

Procuratore
ROMEO DOMENICO

Rappresentante dell'impresa
Nato a REGGIO CALABRIA (RC) il 23/05/1979
Codice fiscale: RMODNC79E23H224T
TORINO (TO) VIA NIZZA 250 CAP 10126

domicilio

carica

procuratore

Nominato con atto del 04/07/2017

Data iscrizione: 01/08/2017

Durata in carica: a tempo indeterminato

poteri

*** PROCURA DEL 4-7-2017 NOTAIO GIUSEPPINA MORONE REP. 375.333/25.657 ***

AL QUALE SPETTANO I SEGUENTI POTERI:

1. RAPPRESENTARE LA SOCIETA' NEI CONFRONTI DI SOGGETTI PUBBLICI E PRIVATI, NELL'AMBITO E PER L'ESERCIZIO DEI POTERI CONFERITI;

2. RAPPRESENTARE LEGALMENTE LA SOCIETA', QUANDO CONVENUTA, ANCHE IN SEDE STRAGIUDIZIALE;

3. CON RIFERIMENTO ALLE CONTROVERSIE DI LAVORO, PROMUOVERE E SOSTENERE, ALLO SCOPO NOMINANDO E REVOCANDO AVVOCATI, PROCURATORI E DIFENSORI ANCHE TECNICI, AZIONI IN GIUDIZIO IN NOME DELLA SOCIETA' SIA ESSA ATTRICE O CONVENUTA, RAPPRESENTARE LEGALMENTE LA SOCIETA' ANCHE IN SEDE STRAGIUDIZIALE; EFFETTUARE DICHIARAZIONI DI TERZO PIGNORATO E DI TERZO SEQUESTRATO, ADEMPIENDO A TUTTO QUANTO PREVISTO DALLE VIGENTI DISPOSIZIONI DI LEGGE, CON PARTICOLARE RIFERIMENTO AL DISPOSTO DELL'ARTICOLO 547 DEL CODICE DI PROCEDURA CIVILE E SEGUENTI; ELEGGERE DOMICILIO E PROVVEDERE AD OGNI ALTRO INCOMBENTE; RAPPRESENTARE LA SOCIETA' ANCHE IN SEDE SINDACALE, ARBITRALE E NEI CONFRONTI DELL'UFFICIO PROVINCIALE DEL LAVORO E DELLE RELATIVE COMMISSIONI DI CONCILIAZIONE, ED ANCHE NEL CASO IN CUI LE VIGENTI DISPOSIZIONI DI LEGGE PREVEDANO LA COMPARIZIONE PERSONALE DELLE PARTI, IVI COMPRESI I POTERI DI FARE E MODIFICARE ISTANZE, DOMANDE, ECCEZIONI E CONCLUSIONI, RISPONDERE AD INTERROGATORI SIA LIBERI SIA FORMALI, ESPORRE I FATTI DELLA CAUSA, PROPORRE MEZZI DI PROVA ED OPPORSI AD ESSI, INTERVENIRE ALLE DISCUSSIONI, FARE QUANTO OPPORTUNO O NECESSARIO, IL TUTTO ANCHE CON SPECIFICO RIFERIMENTO AGLI ARTICOLI 410, 411, 412 E 420 DEL CODICE DI PROCEDURA CIVILE, QUALI NEL TESTO DELLA LEGGE 11 AGOSTO 1973 N. 533 E SUCCESSIVE MODIFICHE ED INTEGRAZIONI;

4. CONCILIARE E TRANSIGERE LE CONTROVERSIE, IVI COMPRESI I POTERI DI RAPPRESENTARE LA SOCIETA' AVANTI I COLLEGI DI CONCILIAZIONE E DI ARBITRATO PREVISTI DAGLI ACCORDI CONFEDERALI, ACCETTARE ARBITRATI, DESIGNARE ARBITRI E CONCLUDERE ACCORDI ARBITRALI PER DEFINIRE IL CONTENZIOSO DEL LAVORO, FIRMARE PROCESSI VERBALI DI MANCATA CONCILIAZIONE, FIRMARE E PRESENTARE DOCUMENTI,

NOMINARE E REVOCARE AVVOCATI, PROCURATORI E DIFENSORI ANCHE TECNICI IN MERITO ALL'OGGETTO DELLA PRESENTE;

5. ASSUMERE, TRASFERIRE, SOSPENDERE, LICENZIARE E REINTEGRARE IL PERSONALE DIPENDENTE, ANCHE DIRIGENTE; FISSARNE E MODIFICARNE CONDIZIONI, MANSIONI, QUALIFICHE, CATEGORIE E GRADI; DETERMINARNE LE RETRIBUZIONI, I COMPENSI E LE ATTRIBUZIONI; STIPULARE CONTRATTI DI LAVORO ED I MEDESIMI MODIFICARE E RISOLVERE;

6. AMMINISTRARE IL PERSONALE, CON ESPRESSA AUTORIZZAZIONE DI COMPIERE TUTTO QUANTO RICHiesto DALLE DISPOSIZIONI E NORMATIVE IN MATERIA SINDACALE, ASSICURATIVA, PREVIDENZIALE, MUTUALISTICA ED INFORTUNISTICA, IVI COMPRESI I POTERI DI:

. RILASCIARE E FIRMARE DICHIARAZIONI RELATIVE AI DATI RETRIBUTIVI E/O ANAGRAFICI DEL PERSONALE, SIA SU RICHIESTA DEGLI INTERESSATI, SIA SU ISTANZA DI QUALSIASI AUTORITA' OD ENTE, NELL'AMBITO DELLA NORMATIVA VIGENTE IN MATERIA DI TRATTAMENTO DEI DATI PERSONALI,

. CONTESTARE AL PERSONALE DIPENDENTE EVENTUALI INFRAZIONI E COMMINARE I RELATIVI PROVVEDIMENTI DISCIPLINARI, ANCHE NON CONSERVATIVI, COMUNICARE AL PERSONALE DIPENDENTE MODIFICHE E RISOLUZIONI DEI CONTRATTI DI LAVORO,

. RAPPRESENTARE LA SOCIETA' SIA IN ITALIA CHE ALL'ESTERO PER I RAPPORTI DI LAVORO E RELATIVI INCOMBENTI E QUINDI NEI CONFRONTI DI STATI, REGIONI, PROVINCE, COMUNI, CIRCOSCRIZIONI, MINISTERI, ISPETTORATI ED UFFICI DEL LAVORO, AGENZIE, SEZIONI, SERVIZIO SANITARIO NAZIONALE, STRUTTURE AMMINISTRATIVE, AZIENDE SANITARIE LOCALI, ISTITUTI PREVIDENZIALI ED ASSICURATIVI, ISTITUTI BANCARI E FINANZIARI, AMMINISTRAZIONI ED UFFICI FINANZIARI E TRIBUTARI, CENTRALI E PERIFERICI, ORGANI DEL CONTENZIOSO TRIBUTARIO E DI OGNI ALTRA AUTORITA', ENTI, AMMINISTRAZIONI CENTRALI E PERIFERICHE, ISTITUTI PUBBLICI E PRIVATI, PERSONE FISICHE E GIURIDICHE PUBBLICHE E PRIVATE, CON OGNI PIU' AMPIA FACOLTA' E SENZA LIMITAZIONE ALCUNA E COSI' CON FACOLTA' DI PRESENTARE DICHIARAZIONI, DOMANDE, PROPORRE ISTANZE, RICORSI ED OPPOSIZIONI, AVANTI QUALSIASI AUTORITA' AMMINISTRATIVA, SOSTENENDO NEI CONFRONTI DI TUTTI I SU INDICATI ENTI LE RELATIVE DISCUSSIONI E RAPPRESENTANDO LA SOCIETA' ANCHE AGLI EFFETTI DELLA DEFINIZIONE DELLE RELATIVE VERTENZE, ANCHE IN VIA TRANSATTIVA, NULLA ESCLUSO NE' ECCETTUATO,

. RAPPRESENTARE LA SOCIETA' NEI CONFRONTI DELLE ORGANIZZAZIONI SINDACALI LOCALI SIA DEI DATORI DI LAVORO SIA DEI LAVORATORI, IN QUALSIASI SEDE E STRUTTURA, CON FACOLTA' DI STIPULARE ACCORDI A VALERE ANCHE PER TUTTA L'AZIENDA E DI TRANSIGERE LE VERTENZE,

. COMPIERE OGNI ALTRO ATTO ED ADDIVENIRE AD OGNI ALTRO INCOMBENTE NEL CAMPO DEI RAPPORTI DI LAVORO E DELLA GESTIONE DEL PERSONALE RITENUTO OPPORTUNO NELL'INTERESSE DELLA SOCIETA', COMPRESE LE RICHIESTE DI RISARCIMENTO DANNI A TERZI RESPONSABILI E/O ENTI ASSICURATORI O MANLEVANTI, CON FACOLTA' DI TRANSIGERE LE CONTROVERSIE;

7. RICEVERE E COSTITUIRE, RESTITUIRE E RITIRARE, DEPOSITI DI SOMME, TITOLI, SIA NOMINATIVI SIA AL PORTATORE, E VALORI A CAUZIONE, A GARANZIA, A CUSTODIA O IN AMMINISTRAZIONE, RILASCIANDO E RICEVENDO LIBERAZIONI E QUIETANZE;

8. GIRARE ASSEGNI POSTALI E BANCARI, ESCLUSIVAMENTE A FAVORE DI BANCHE PER L'INCASSO E L'ACCREDITAMENTO;

9. COMPIERE QUANT'ALTRO NECESSARIO OD OPPORTUNO PER L'ESERCIZIO DEI PREDETTI POTERI;

10. FIRMARE, NELL'AMBITO DEI CONFERITI POTERI, CORRISPONDENZA ED ATTI DELLA SOCIETA'.

8 Trasferimenti d'azienda, fusioni, scissioni, subentri

Trasferimenti d'azienda e compravendite

Tipo di atto	Data atto	Nr protocollo	Cedente	Cessionario
cessione di ramo d'azienda	28/04/2015	TO-2015-59023	"FCA GROUP MARKE[.] C.F. 02637030012	FCA SERVIZI PER [.] C.F. 02255730018
cessione di ramo d'azienda	28/04/2015	TO-2015-59026	"FCA GROUP MARKE[.] C.F. 02637030012	FCA PARTECIPAZIO[.] C.F. 01053960017

Trasferimenti di proprietà o godimento d'azienda

**"FCA GROUP MARKETING S.P.A." O IN FORMA ESTESA
"FIAT GROUP MARKETING & CORPORATE
COMMUNICATION S.P.A.", SIGLABILE "FCAGM S.P.A." O
"FGM & CC S.P.A."**
Codice Fiscale 02637030012

cessione di ramo d'azienda

*estremi della pratica
estremi ed oggetto dell'atto*

Data atto: 28/04/2015

Data deposito: 14/05/2015

Data protocollo: 14/05/2015

Numero protocollo: TO-2015-59023

Notaio: MRNRM76D17L219L

Numero repertorio: 4377

Cedente: **"FCA GROUP MARKETING S.P.A." O IN FORMA ESTESA "FIAT GROUP MARKETING & CORPORATE COMMUNICATION S.P.A.", SIGLABILE "FCAGM S.P.A." O "FGM & CC S.P.A."**

Codice fiscale: 02637030012

Denominazione del soggetto alla data della denuncia: **FCA GROUP MARKETING S.P.A.**

Cessionario: **FCA SERVIZI PER L'INDUSTRIA S.C.P.A. O BREVEMENTE FCA SE.P.I.N.S.C.P.A.**

Codice fiscale: 02255730018

con effetto dal 01/05/2015.

note

cessione di ramo d'azienda

*estremi della pratica
estremi ed oggetto dell'atto*

Data atto: 28/04/2015

Data deposito: 14/05/2015

Data protocollo: 14/05/2015

Numero protocollo: TO-2015-59026

Notaio: MRNRM76D17L219L

Numero repertorio: 4378

Cedente: **"FCA GROUP MARKETING S.P.A." O IN FORMA ESTESA "FIAT GROUP MARKETING & CORPORATE COMMUNICATION S.P.A.", SIGLABILE "FCAGM S.P.A." O "FGM & CC S.P.A."**

Codice fiscale: 02637030012

Denominazione del soggetto alla data della denuncia: **FCA GROUP MARKETING S.P.A.**

Cessionario: **FCA PARTECIPAZIONI S.P.A.**

Codice fiscale: 01053960017

con effetto dal 01/05/2015.

note

9 Attività, albi ruoli e licenze

Addetti

2

Data d'inizio dell'attività dell'impresa 20/10/1980

Attività prevalente

GESTIONE DEI MARCHI DI PROPRIETA' E/O DI SOCIETA' DEL GRUPPO FIAT;
GESTIONE
DELLE ATTIVITA' DEL GRUPPO FIAT RELATIVE A: COMUNICAZIONE, PUBBLICHE
RELAZIONI
ED EVENTI - CON ESCLUSIONE DI OGNI ATTIVITA' DI INTERMEDIAZIONE - ED
ARCHIVIO
...

Attività

Inizio attività

(informazione storica)

Data inizio dell'attività dell'impresa: 20/10/1980

**attività prevalente esercitata
dall'impresa**

GESTIONE DEI MARCHI DI PROPRIETA' E/O DI SOCIETA' DEL GRUPPO FIAT; GESTIONE
DELLE ATTIVITA' DEL GRUPPO FIAT RELATIVE A: COMUNICAZIONE, PUBBLICHE RELAZIONI
ED EVENTI - CON ESCLUSIONE DI OGNI ATTIVITA' DI INTERMEDIAZIONE - ED ARCHIVIO
STORICO.

**attività esercitata nella sede
legale**

DAL 01/01/2009 GESTIONE DEI MARCHI DI PROPRIETA' E/O DI SOCIETA' DEL GRUPPO
FIAT; GESTIONE DELLE ATTIVITA' DEL GRUPPO FIAT RELATIVE A: COMUNICAZIONE,
PUBBLICHE RELAZIONI ED EVENTI - CON ESCLUSIONE DI OGNI ATTIVITA' DI
INTERMEDIAZIONE - ED ARCHIVIO STORICO.

*attività secondaria esercitata nella
sede legale*

DAL 20/10/1980 EDITORIA.
DAL 02/04/2013 LAVORAZIONI PRELIMINARI ALLA STAMPA E AI MEDIA.

**classificazione ATECORI 2007
dell'attività**
(informazione di sola natura
statistica)

Codice: 77.4 - concessione dei diritti di sfruttamento di proprietà intellettuale e prodotti simili (escluse le opere protette dal copyright)

Importanza: P - primaria Registro Imprese

Data inizio: 01/01/2009

Codice: 58.1 - edizione di libri, periodici ed altre attività editoriali

Importanza: S - secondaria Registro Imprese

Data inizio: 19/10/1980

Codice: 70.21 - pubbliche relazioni e comunicazione

Importanza: S - secondaria Registro Imprese

Data inizio: 01/01/2009

Codice: 82.3 - organizzazione di convegni e fiere

Importanza: S - secondaria Registro Imprese

Data inizio: 01/01/2009

Codice: 18.13 - lavorazioni preliminari alla stampa e ai media

Importanza: S - secondaria Registro Imprese

Data inizio: 02/04/2013

Addetti
(informazione di sola natura
statistica)

Numero addetti dell'impresa rilevati nell'anno 2017

(Dati rilevati al 30/06/2017)

	I trimestre	II trimestre	Valore medio
Dipendenti	2	2	2
Indipendenti	0	0	0
Totale	2	2	2

	I trimestre	II trimestre	Valore medio
Collaboratori	0	0	0

**Addetti nel comune di TORINO
(TO)**
Sede e Unità locali: 15

	I trimestre	II trimestre	Valore medio
Dipendenti	2	2	2
Indipendenti	0	0	0
Totale	2	2	2

10 Sedi secondarie ed unità locali

Unità Locale n. TO/15

CORSO GIOVANNI AGNELLI 200 TORINO (TO) CAP 10135

Unità Locale n. TO/15

indirizzo

Ufficio

Data apertura: 01/06/2008

TORINO (TO)

CORSO GIOVANNI AGNELLI 200 CAP 10135

Attività esercitata

DAL 01.06.2008 CONCESSIONE DEI DIRITTI DI SFRUTTAMENTO DI PROPRIETÀ INTELLETTUALE E PRODOTTI SIMILI (ESCLUSE LE OPERE PROTETTE DA COPYRIGHT)

Classificazione ATECORI 2007
dell'attività

Codice: 77.4 - concessione dei diritti di sfruttamento di proprietà intellettuale e prodotti simili (escluse le opere protette dal copyright)

(informazione di sola natura
statistica)

Importanza: P - primaria Registro Imprese
Data inizio: 01/06/2008

11 Aggiornamento impresa

Data ultimo protocollo

28/07/2017

EXPOSÉ DES MOYENS TIRÉS DE LA COMPARAISON DES SIGNES

En application de l'article L.713-3 du Code de la Propriété Intellectuelle, « *sont interdits, sauf l'autorisation du propriétaire s'il peut en résulter un risque de confusion dans l'esprit du public : ... b) l'imitation d'une marque ... pour des produits ou services identiques ou similaires à ceux désignés dans l'enregistrement* ».

Selon une jurisprudence constante, le risque de confusion doit être apprécié globalement. Cette appréciation globale de la similitude visuelle, auditive ou conceptuelle des marques en cause doit être fondée sur l'impression globale produite par les marques en tenant compte des éléments **distinctifs et dominants** de celles-ci (voir Arrêt de la Cour de Justice du 11 novembre 1997 SABEL c/ PUMA AG., C-251/95, point 23).

En l'espèce, l'opposante considère que la demande d'enregistrement contestée constitue l'imitation illicite de la marque antérieure invoquée et est de nature à créer un risque de confusion dans l'esprit du public sur l'origine des produits marqués.

Demande contestée	Marque antérieure
	

Il résulte de la comparaison globale et objective des signes en présence qu'ils ont en commun un élément figuratif des plus proches constitué de la représentation d'un cadre arrondi et brillant notamment suggéré par un reflet de lumière en haut à droite.

Ce qui demeure et restera dans la mémoire des consommateurs qui, comme l'admet une jurisprudence constante, ne gardent qu'un souvenir imparfait des marques qu'ils ont eu sous les yeux, sera la vision d'un cadre arrondi et brillant ayant le même aspect d'ensemble. Cela est d'autant plus vrai que l'élément figuratif en cause est intrinsèquement très distinctif pour désigner les produits concernés.

Visuellement et intellectuellement, l'impression d'ensemble des deux signes est marquée par l'élément figuratif représentant le cadre arrondi et brillant formant un médaillon, dont la reprise sous une forme excessivement proche, laisse croire au consommateur à une déclinaison de la marque antérieure.

Ainsi, la représentation très proche et non autorisée de la marque antérieure entraîne un risque de confusion entre les signes pouvant laisser croire de façon erronée au consommateur que les produits revêtus de ces marques proviennent de la même entreprise ou, à tout le moins, d'entreprises économiquement liées.

De plus, dans l'appréciation du risque de confusion, il convient également de tenir compte du caractère distinctif de la marque antérieure et, en particulier, de la reconnaissance de celle-ci

sur le marché. Plus une marque est connue sur le marché, plus son caractère distinctif est important (voir arrêt de la Cour de Justice du 22 juin 1999, Lloyd Shoe Fabrik Meyer c/ Schliezel Handel C-342-97, point 20). Or, en l'espèce, la marque antérieure est largement employée et très connue depuis plus de 10 ans.

En effet, il convient de préciser tout d'abord que le titulaire de la marque antérieure et FIAT Group Marketing & Corporate Communication S.p.A. ont fusionné et sont la même entité comme en atteste l'extrait du registre du commerce italien. (Annexe 1). Ainsi, l'historique du titulaire est en réalité celle de la célèbre entreprise Fiat.

Fiat, acronyme de « *Fabbrica Italiana Automobili Torino* » (ou en français « Fabrique italienne d'automobiles de Turin »), fut créée le 11 juillet 1899. Le constructeur a multiplié sa production par huit en cinq ans lors des années magiques de l'automobile italienne, devenant à lui seul le symbole du « miracle économique italien ». <https://fr.wikipedia.org/wiki/Fiat>

Dès les années 1930, les voitures Fiat sont construites sur licence en France, en Espagne et en Pologne et les centres d'assistance et ateliers de réparation commencent à fleurir dans différents pays. Fiat est déjà un empire industriel d'envergure internationale. Le groupe possède des usines sur trois continents (Europe, Amérique latine et même Asie). Fiat n'a jamais cessé de croître, tant en popularité qu'économiquement et a ainsi su se maintenir, du 19e siècle à nos jours, dans sa position de leader du marché de l'automobile.

Fiat est aujourd'hui une des entreprises d'envergure mondiale bénéficiant d'un immense succès et d'une très grande renommée.

Or, la marque antérieure est ni plus ni moins que le logo de la société FIAT, utilisé dans toute sa communication et sur tous ses produits depuis plus d'une décennie, par exemple, sur son site internet comme sur le capot de la voiture :



<https://www.fiat.fr/>

Ainsi, ce cadre arrondi et brillant est désormais reconnaissable partout et nécessairement associé à Fiat.

En outre, selon la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés Européennes, l'appréciation globale du risque de confusion implique une certaine interdépendance entre les facteurs pris en compte et notamment la similitude des marques et celle des produits et services désignés. Ainsi, un faible degré de similitude entre les produits ou services désignés peut être compensé par un degré élevé de similitude entre les marques, et inversement (CJCE, 29 septembre 1998, *Canon Kabushiki Kaisha / Metro Goldwyn Mayer Inc.*, aff. C-39/97).

Or, en l'espèce, les produits désignés dans la demande contestée sont identiques à ceux protégés par la marque antérieure, ce qui renforce encore le risque de confusion entre les signes.

Enfin, l'opposant souligne la mauvaise foi du déposant qui, en l'espèce, a fusionné deux marques notoires en une seule : le Cheval Cabré de Ferrari et le cadre arrondi de Fiat. En procédant de la sorte, le déposant cherche manifestement à se placer dans le sillage des marques renommées afin de bénéficier, sans bourse déliée, de leur notoriété respective.

A cet égard, l'opposante souligne qu'elle a d'ores et déjà dû défendre sa célèbre marque dans un cas de figure identique, face à la même demande d'enregistrement combinant ces deux célèbres marques, au Pérou, où – bien entendu – la juridiction concernée a statué en sa faveur. (Annexe 2).

En conséquence, la demande d'enregistrement contestée constitue l'imitation de la marque antérieure invoquée et ne saurait être adoptée comme marque pour désigner des produits identiques ou très similaires sans porter atteinte aux droits antérieurs de la société opposante sur sa marque antérieure.

Pour l'ensemble des raisons précitées, l'opposante vous demande donc de bien vouloir rejeter la demande contestée n°1406563.

EXPOSE DES MOYENS TIRES DE LA COMPARAISON DES PRODUITS ET SERVICES

L'opposition est formée à l'encontre de l'ensemble des produits désignés dans le dépôt contesté qui sont identiques, ou, à tout le moins, similaires aux produits protégés par la marque antérieure invoquée.

En effet, la protection d'une marque s'applique, non seulement, à des produits et services qui sont identiques à ceux revendiqués par la marque antérieure, mais également à des produits et services qui leur sont similaires.

D'après une jurisprudence constante, sont considérés comme étant similaires, les produits et services, qui en raison de leur nature, de leur destination, des habitudes de la distribution ou des usages de consommation, peuvent être attribués à une même origine par la clientèle et être ainsi confondus.

Les magistrats ont, par ailleurs, admis que la notion de similarité s'étendait également aux produits et services correspondants ou complémentaires, le lien existant entre eux étant de nature à inciter les utilisateurs à leur attribuer une origine commune.

Classe 12 :

Produits identiques :

Marque contestée	Marque antérieure
Châssis automobiles ; enjolveurs ; marchepieds pour véhicules ; porte-skis pour automobiles ; carrosseries d'automobiles ; pare-chocs d'automobiles ; moyeux pour roues de véhicules	Châssis pour automobiles ; enjolveurs ; marchepieds de véhicules ; porte-skis pour automobiles ; carrosseries pour automobiles ; pare-chocs pour automobiles ; moyeux de roues de véhicules

Les produits revendiqués dans la demande contestée sont identiques à ceux protégés par la marque antérieure.

Produits identiques ou à tout le moins similaires :

Marque contestée	Marque antérieure
Automobiles	Véhicules ; appareils de locomotion par terre [...]

Les produits revendiqués dans la demande contestée sont identiques ou à tout le moins similaires aux produits protégés par la marque antérieure.

Si, par extraordinaire, les produits ci-dessus n'étaient pas considérés parfaitement identiques, ils sont à tout le moins très similaires.

Selon une définition commune, « Une automobile est un « véhicule automobile à roues propulsé par un moteur et destiné au transport terrestre de personnes, de leurs bagages et de petits objets² ». <https://fr.wikipedia.org/wiki/Automobile>

De la même façon, un véhicule est « ce qui sert à transporter, quel que soit le milieu (terre, air, mer) ». <https://fr.wikipedia.org/wiki/V%C3%A9hicule>

Ainsi, les « automobiles » revendiquées ci-dessus dans la demande contestée sont identiques ou à tout le moins très similaires en ce qu'ils appartiennent tous à la catégorie plus générale des véhicules ou appareils de locomotion protégée par la marque antérieure.

En effet, les véhicules et appareils de locomotion pour lesquels la marque antérieure est protégée englobent tous types de véhicules quelque soient leur milieu, y compris les automobiles, véhicules terrestres. Ces produits visent à répondre aux mêmes besoins du public en matière déplacement. Ces produits doivent donc être considérés identiques ou à tout le moins similaires.

Marque contestée	Marque antérieure
Véhicules électriques	Véhicules ; appareils de locomotion par terre, par air ou par eau ; Moteurs électriques pour véhicules terrestres

Les produits revendiqués dans la demande contestée sont identiques ou à tout le moins similaires aux produits protégés par la marque antérieure.

Les véhicules électriques appartiennent à la catégorie plus large des véhicules protégée par la marque antérieure. Il s'agit de véhicule ayant pour particularité d'être mus par une force d'origine électrique.

Or, les véhicules pour lesquels la marque antérieure est protégée englobent tous types de véhicule quel que soit leur source d'énergie, qu'il s'agisse de véhicules à essence, diesel ou électrique. Ces produits doivent être déclarés identiques ou, à tout le moins, très similaires.

Par ailleurs, la marque antérieure est protégée pour des moteurs électriques pour véhicules terrestres. Ces produits s'appliquent directement aux « véhicules électriques » revendiqués dans la demande contestée. Dès lors, ces produits sont liés par un lien étroit et nécessaire de complémentarité et doivent être déclarés similaires.

Marque contestée	Marque antérieure
Housses pour roues de secours	Housses de véhicules

Les produits revendiqués dans la demande contestée sont identiques ou à tout le moins similaires aux produits protégés par la marque antérieure.

Il s'agit en effet dans les deux cas de dispositifs en tissu visant à couvrir des véhicules et des pièces pour véhicules. Ces produits visent à répondre aux mêmes besoins des consommateurs en matière de protection des véhicules et de leurs pièces. Ils sont fabriqués par les mêmes entités et vendus dans les mêmes magasins, à savoir les magasins spécialisés en matière automobile. Ces produits doivent donc être déclarés similaires.

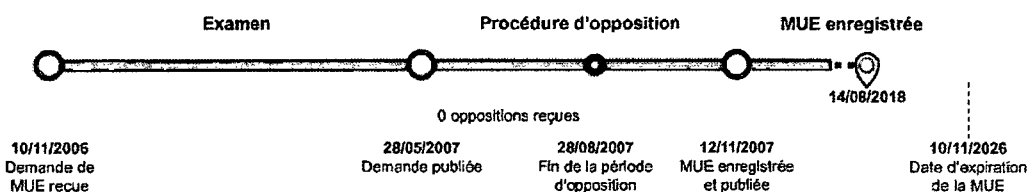


Protéger votre propriété intellectuelle dans l'Union européenne

Informations de dossier de MUE

FIAT
005484639

Calendrier



Informations sur la marque

Nom	FIAT	Date de dépôt	10/11/2006
Numéro de dépôt	005484639	Date de l'enregistrement	07/11/2007
Base	MUE	Date d'expiration	10/11/2026
Date de réception	10/11/2006	Date de la désignation	
Type	Figurative	Langue de dépôt	Italien
Nature	Individuelle	Deuxième langue	Anglais
Classes de Nice	6, 9, 12, 16, 18, 25, 28, 37 (Classification de Nice)	Référence de la demande	C006024
Classification de Vienne	18.01.21 (Classification de Vienne)	Statut de la marque	Enregistré
		Caractère distinctif acquis	Non

Représentation graphique



Produits et services

français (fr)

6 Métaux communs et leurs alliages; Matériaux de construction métalliques; Constructions transportables métalliques; Matériaux métalliques pour les voies ferrées; Câbles et fils métalliques non électriques; Serrurerie et quincaillerie métalliques, tubes métalliques; Coffres-forts; Produits métalliques non compris dans d'autres classes; Minerais; Soudure d'or; Soudure d'argent.

9 Appareils et instruments scientifiques, nautiques, géodésiques, photographiques, cinématographiques, optiques, de pesage, de mesurage, de signalisation, de contrôle (inspection), de secours (sauvetage) et d'enseignement; Appareils et instruments pour la conduite, la distribution, la transformation, l'accumulation, la régulation ou la commande du courant électrique; Appareils pour l'enregistrement, la transmission, la reproduction du son ou des images; Supports d'enregistrement magnétiques, disques acoustiques; Distributeurs automatiques et mécanismes pour appareils à prépaiement; Caisses enregistreuses, machines à calculer, équipement pour le traitement de l'information et ordinateurs; Extincteurs; Programmes d'ordinateurs enregistrés; Dessins animés; Vêtements en asbeste pour la protection contre le feu; Gants en amiante pour la protection contre les accidents; Dispositifs électriques pour l'attraction et destruction des insectes; Appareils de respiration pour nager sous l'eau; Appareils respiratoires autres que pour la respiration artificielle; Gilets pare-balles; Enceintes de haut-parleurs; Boîtiers spécialement conçus pour instruments et appareils photographiques; Trousses de dissection garnies [microscopie]; Allume-cigare pour voitures; Dispositifs de nettoyage pour disques audio; Dispositifs de nettoyage pour disques audio; Vêtements de protection contre les accidents, les radiations et le feu; Habillement pour la protection contre le feu; Portillons à prépaiement pour parcs à voitures; Logiciels de jeux; Claviers d'ordinateur; Programmes du système d'exploitation enregistrés pour ordinateurs; Périphériques adaptés pour utilisation avec des ordinateurs; Programmes d'ordinateurs enregistrés; Programmes d'ordinateurs [logiciels téléchargeables]; Logiciels enregistrés; Étuis pour verres de contact; Coffrets pour lames de microscopes; Cache-prises; Appareils pour scaphandriers; Masques de plongée; Combinaisons de plongée; Ferme-porte électriques; Portes (dispositifs électriques pour l'ouverture des -); Bouchon d'oreille; Bouchons d'oreilles pour plongée; Appareils de coupe à l'arc électrique; Appareils de soudure électrique à l'arc; Installations électriques pour la commande à distance d'opérations industrielles; Soudure électrique (appareils de -); Clôtures électriques; Publications électroniques [téléchargeables]; Appareils de galvanoplastie; Dispositifs de commande pour ascenseurs; Étuis à lunettes; Chaînettes de pince-nez; Cordons de pince-nez; Montures de lunettes; Filtres pour masques respiratoires; Battes pour incendie; Couvertures coupe-feu; Bateaux-pompes à incendie; Fourgons d'incendie; Lances à incendie; Fers à repasser électriques; Bouées pour le bain et la natation; Mobilier spécial de laboratoire; Appareils de galvanisation; Habillement pour la protection contre le feu; Gants de plongée; Gants de protection contre les accidents; Gants de protection contre les rayons X à usage industriel; Lunettes de sport; Bigoudis électrothermiques; Supports de bobines électriques; Interfaces d'ordinateurs; Changeurs de disques [informatique]; Genouillères pour ouvriers; Dispositifs de commande pour les ascenseurs; Serrures électriques; Aimants; Aimants décoratifs; Appareils pour le démaquillage électriques; Pylônes de T.S.F.; Vis micrométriques pour instruments d'optique; Moniteurs [programmes d'ordinateurs]; Fourgons d'incendie; Tapis de souris; Filets de protection contre les accidents; Pince-nez pour plongeurs et nageurs; Appareils pour transvaser l'oxygène; Étuis à lunettes; Chaînettes de pince-nez; Cordons de pince-nez; Montures de lunettes; Traceurs; Dispositifs de protection contre les rayons X non à usage médical; Dispositifs de protection personnelle contre les accidents; Casques de protection; Casques de protection pour le sport; Masques de protection; Combinaisons de protection pour aviateurs; Boutons-poussoirs pour sonnettes; Appareils pour la sécurité du trafic ferroviaire; Plaques réfléchissantes vestimentaires pour la prévention des accidents de la circulation; Respirateurs pour le filtrage de l'air; Masques respiratoires autres que pour la respiration artificielle; Masques respiratoires (excepté pour la respiration artificielle); Dessous de cornues; Bornes routières lumineuses ou mécaniques; Filets de sauvetage; Harnais de sécurité (autres que pour sièges de véhicules ou équipement de sport); Bâches de sauvetage; Scellement de plastique (appareils électriques pour -) [conditionnement]; Chaussures de protection contre les accidents, les radiations et le feu; Signaux lumineux; Chaussettes chauffées électriquement; Casques de soudeurs; Appareils à braser électriques [soudure]; Fers à souder électriques; Pare-étincelles; Étuis à lunettes; Montures de lunettes; Pieds d'appareils photographiques; Dispositifs de pilotage automatique pour véhicules; Ceintures de natation; Gilets de natation; Protège-dents; Installations électriques antiviol; Trépieds pour appareils photo; Tourniquets [portillons tournants] automatiques; Triangles de signalisation pour véhicules en panne; Flotteurs pour la natation; Électrodes de soudage; Écrans de protection faciale pour ouvriers; Repose-poignets à utiliser avec un ordinateur.

12 Véhicules; Appareils de locomotion par terre, par air ou par eau; Coussins d'air gonflants [dispositifs de sécurité pour automobiles]; Pompes à air [accessoires de véhicules]; Dispositifs antiéblouissants pour véhicules; Dispositifs antiéblouissants pour véhicules; Chaînes antidérapantes; Alarmes antiviol pour véhicules; Antivols pour véhicules; Carrosseries pour automobiles; Chaînes pour automobiles; Châssis pour automobiles; Capots pour automobiles; Pneus d'automobile; Fusées d'essieux; Essieux; Landaus; Plombs pour l'équilibrage des roues de véhicules; Frettes de moyeux; Paniers spéciaux pour bicyclettes; Sonnettes pour vélos et cycles; Cadres de bicyclette; Guidons de bicyclette; Pompes pour cycles; Jantes pour roues de bicyclette; Rayons pour cycles; Béquilles de bicyclette; Pneus de bicyclette; Gaffes pour bateaux; Carrosseries; Bogies pour wagons de chemins de fer; Garnitures de freins pour véhicules; Segments de freins pour véhicules; Sabots de freins pour véhicules; Freins de bicyclette; Freins de véhicules; Tampons de choc [matériel ferroviaire roulant]; Pare-chocs pour automobiles; Bouchons pour réservoirs de carburant de véhicule; Enveloppes de pneus; Roulettes pour chariots [véhicules]; Chaînes de bicyclettes; Chariots de nettoyage; Taquets [marine]; Embrayages pour véhicules terrestres; Bielles pour véhicules terrestres, autres que parties de moteurs; Accouplements pour véhicules terrestres; Bâches de poussette; Carters pour organes de véhicules terrestres [autres que pour moteurs]; Manivelles de cycles; Moyeux pour roues de bicyclette; Garde-boue pour cycles; Selles de bicyclette; Béquilles de cycles; Bossoirs pour bateaux; Indicateurs de direction pour bicyclettes; Bras de signalisation pour véhicules; Dispositifs pour dégager les bateaux; Portes de véhicules; Garde-jupes pour cycles; Chaînes de commande pour véhicules terrestres; Machines motrices pour véhicules terrestres; Sièges éjectables (pour avions); Locomobiles; Moteurs pour véhicules terrestres; Défenses pour navires [pare-battage]; Boudins de bandages de roues de chemins de fer; Cadres de bicyclette; Roues libres pour véhicules terrestres; Cheminées de locomotives; Cheminées de navires; Boîtes de vitesse de véhicules terrestres; Engrenages pour véhicules terrestres; Engrenages de cycles; Draisines; Guidons de bicyclette; Appuie-tête pour sièges de véhicules; Capotes de poussettes; Capots de moteurs pour véhicules; Capotes de véhicules; Avertisseurs sonores pour véhicules; Enjoliveurs;

Moyeux de roues de véhicules; Circuits hydrauliques pour véhicules; Plans inclinés pour bateaux; Rondelles adhésives de caoutchouc pour la réparation des chambres à air; Chambres à air pour cycles; Chambres à air pour pneumatiques; Moteurs à réaction pour véhicules terrestres; Porte-bagages pour véhicules; Filets porte-bagages pour véhicules; Diables [chariots]; Roues de bennes; Moteurs de cycles; Moteurs pour véhicules terrestres; Moteurs électriques pour véhicules terrestres; Garde-boues; Antidérapants pour pneus de véhicules; Rames de bateaux; Pagaies; Coffres spéciaux pour véhicules à deux roues; Pédales de bicyclette; Bâches de poussette; Pneus [pneumatiques]; Hublots; Hayons électriques [pièces de véhicules terrestres]; Landaus; Mécanismes de propulsion pour véhicules terrestres; Pompes pour cycles; Bâches de poussette; Capotes de poussettes; Poussettes; Attelages de wagons; Rétroviseurs; Démultiplicateurs pour véhicules terrestres; Trousses pour la réparation des chambres à air; Avertisseurs de marche arrière pour véhicules; Jantes de roues de véhicules; Jantes pour roues de bicyclette; Toilets; Gouvernails; Diables [chariots]; Housses de selles pour vélos ou motos; Selles pour bicyclettes ou motocyclettes; Ceintures de sécurité pour sièges de véhicules; Sièges de sécurité pour enfants pour véhicules; Propulseurs à hélice; Propulseurs à hélice pour bateaux; Hélices de navires; Godilles; Housses de sièges de véhicules; Harnais de sécurité pour sièges de véhicules; Coques de bateaux; Amortisseurs pour automobiles; Ressorts amortisseurs pour véhicules; Chariots à provisions; Porte-skis pour automobiles; Couchettes pour véhicules; Espars [marine]; Clous pour pneus; Tendeurs de rayons de roues; Rayons pour cycles; Béquilles de bicyclette; Dispositifs de gouverne pour navires; Volants pour véhicules; Godilles; Bâches de poussette; Poussettes; Clous pour pneus; Stores [pare-soleil] pour automobiles; Amortisseurs de suspension pour véhicules; Hayons élévateurs [parties de véhicules terrestres]; Hayons [élévateurs, électriques] [parties de véhicules terrestres]; Couples en bois pour navires; Dispositifs de culbutage [parties de wagons et de camions]; Bennes de camions; Pneus de bicyclette; Bandages de roues pour véhicules; Bandages pleins pour roues de véhicule; Convertisseurs de couple pour véhicules terrestres; Barres de torsion pour véhicules; Attelages de remorques pour véhicules; Chaînes motrices pour véhicules terrestres; Arbres de transmission pour véhicules terrestres; Transmissions pour véhicules terrestres; Bandes de roulement pour le rechapage des pneus; Chenilles pour véhicules; Chenilles pour véhicules; Draisines; Pneus sans chambre à air pour cycles; Turbines pour véhicules terrestres; Bras de signalisation pour véhicules; Diables [chariots]; Bandages de roues pour véhicules; Trains pour véhicules; Garnitures intérieures de véhicules [capitonnage]; Valves pour pneus de véhicules; Pare-chocs de véhicules; Châssis de véhicules; Housses de véhicules; Marche-pieds de véhicules; Sièges de véhicules; Ressorts de suspension pour véhicules; Rayons de roues de véhicules; Pneumatiques pour véhicules; Roues de véhicules; Avertisseurs sonores pour bicyclettes; Brouettes; Roues de cycles; Vitres de véhicules; Essuie-glaces; Pare-brise; Essuie-glaces.

16 Papier, carton et produits en ces matières, non compris dans d'autres classes; Produits de l'imprimerie; Articles pour reliures; Photographies; Papeterie, adhésifs (matières collantes) pour la papeterie ou le ménage, matériel pour les artistes; Pinceaux; Machines à écrire et articles de bureau (à l'exception des meubles); Matériel d'instruction ou d'enseignement (à l'exception des appareils); Matières plastiques pour l'emballage (non comprises dans d'autres classes); Caractères d'imprimerie et clichés; Rubans adhésifs pour la papeterie ou le ménage; Hottes d'aquariums; Modèles architecturaux; Couches en papier et cellulose pour bébés, jetables; Couche-culotte pour bébés; Sachets pour la cuisson par micro-ondes; Billes pour stylos; Châssis à composer [imprimerie]; Composteurs; Planches à graver; Galées [typographie]; Sacs à ordures en papier ou en matières plastiques; Peignes à veiner; Appareils à main à étiqueter; Porte-chéquiers; Rouleaux pour peintres en bâtiment; Aquariums d'appartement; Terrariums d'appartement [vivariums]; Craie à marquer; Matériaux d'emballage en fécule ou amidon; Pochettes pour passeports; Supports pour photographies; Appareils pour le collage des photographies; Blanchets pour l'imprimerie non en matières textiles; Réglettes [composteurs]; Chapelets; Rubans auto-adhésifs pour la papeterie ou le ménage; Cellulose régénérée (Feuilles de -) pour l'emballage; Stéatite [craie pour tailleurs]; Craie pour tailleurs; Plateaux pour ranger et compter la monnaie; Appareils à vigneter; Bracelets pour instruments à écrire.

18 Cuir, imitation du cuir, peaux d'animaux, produits en ces matières non compris dans d'autres classes; Malles et valises; Parapluies, parasols et cannes; Fouets et sellerie; Sacs à dos; Bandoulières en cuir; Sacs de plage; Porte-documents; Portecartes [portefeuilles]; Bourses en maille non en métaux précieux; Habits pour animaux de compagnie; Colliers pour animaux; Couvertures pour animaux; Colliers pour chiens; Armatures de parapluies ou de parasols; Carnassières; Baudruche; Boyaux de saucisses; Carcasses de sacs à main; Sacs à main; Havresacs; Couvertures de chevaux; Genouillères pour chevaux; Porte-musique; Muselières; Filets à provisions; Musettes à fourrage; Portefeuilles; Bourses; Sacs autres qu'en métaux précieux; Sacs à dos; Cartables; Sacs pour faire les courses; Porte-bébés hamac; Lanières pour patins à roulettes; Buffleterie; Poignées de valises; Fourreaux de parapluies; Poignées de parapluies; Baleines pour parapluies ou parasols; Anneaux pour parapluies; Cannes de parapluies; Coffrets destinés à contenir des articles de toilette dits "vanity cases"; Poignées de cannes; Poignées de cannes; Cannes-sièges; Cabas à roulettes.

25 Vêtements, chaussures, chapellerie; Langes en matières textiles; Couches-culottes en tissus; Tiges de bottes; Visières de casquettes; Langes (pour bébés) en matières textiles; Dessous-de-bras; Chaussures (ferrures de -); Empeignes; Carcasses de chapeaux; Talonnettes pour chaussures; Talonnettes pour les bas; Talons; Premières; Souliers (antidérapants pour); Poches de vêtements; Doublures confectionnées [parties de vêtements]; Plastrons de chemises; Empiècements de chemises; Chaussures (ferrures pour -); Chaussures (dispositifs antidérapants pour); Semelles; Talonnettes pour les bas; Crampons de chaussures de football; Bouts de chaussures; Visières; Trépointes de chaussures.

28 Jeux, jouets; Articles de gymnastique et de sport non compris dans d'autres classes; Décorations pour arbres de Noël; Housses spécialement conçues pour skis et planches de surf; Appâts artificiels; Procédés pour queues de billard; Dispositifs à marquer les points pour billards; Bandes de tables de billard; Bouchons [flotteurs] [attirail de pêche]; Détecteurs de touche [attirail de pêche]; Chambres à air pour ballons de jeu; Craie pour queues de billard; Supports pour sapins Noël; Arbres de Noël en matières synthétiques; Confettis; Sacs de cricket; Outils de remise en place des mottes de terre [accessoires de golf]; Arêtes de skis; Manèges forains; Hameçons; Flotteurs pour la pêche; Sacs pour crosses de golf, avec ou sans roulettes; Racines pour la pêche; Boyaux de raquettes; Dévidoirs pour cerfs-volants; Lignes de pêche; Mâts pour planches à voile; Objets de cotillon; Pistolets (bouchons) [jouets]; Rembourrages de protection [parties d'habillement de sport]; Moulinets de cannes à pêche; Rouleaux pour bicyclettes fixes d'entraînement; Résine utilisée par les athlètes; Racloirs pour skis; Peaux de phoque [revêtements de skis]; Fixations de skis; Sacs spécialement conçus pour skis et planches de surf; Revêtements de skis; Cordes de raquettes; Sangles pour planches de surf; Fart.

37 Construction; Réparation; Services d'installation; Entretien et réparation d'avions; Traitement antirouille pour véhicules; Traitement antirouille pour véhicules; Services d'enneigement artificiel; Nettoyage et réparation de boilers; Supervision [direction] de travaux du bâtiment; Entretien et réparation de brûleurs; Lavage de voitures; Ramonage de cheminées; Nettoyage à sec; Location de machines à nettoyer; Nettoyage d'édifices; Nettoyage de bâtiments [intérieur]; Nettoyage d'habitats; Installation, entretien et réparation d'ordinateurs; Informations en matière de construction; Démolition de constructions; Services de nettoyage de couches; Désinfection; Forage de puits; Réparation et entretien de projecteurs de

cinéma; Foulage d'étoffes; Entretien, nettoyage et réparation des fourrures; Entretien de mobilier; Blanchissage du linge; Entretien, nettoyage et réparation du cuir; Repassage du linge; Installation, entretien et réparation de machines; Extraction minière; Entretien et réparation de véhicules automobiles; Lavage de voitures; Installation, entretien et réparation d'équipements et de machines de bureau; Peinture d'intérieur et d'extérieur; Pose de papiers peints; Installation et entretien de pipelines; Pressage à vapeur de vêtements; Exploitation de carrières; Dératisation; Location de bulldozers; Location de machines de chantier; Location de grues [machines de chantier]; Location d'excavateurs; Location de balayeuses automotrices; Informations en matière de réparation; Services de traitement anti-rhumatisme; Entretien et réparation de coffres-forts; Construction navale; Construction navale; Peinture ou réparation d'enseignes; Nettoyage de routes; Entretien et réparation de chambres fortes; Réencrage et remplissage de cartouches de toner; Travaux de vernissage; Nettoyage de voitures; Graissage de véhicules; Entretien de véhicules; Polissage de véhicules; Stations-service pour véhicules [ravitaillement en carburant et entretien]; Lavage de véhicules; Destruction d'animaux nuisibles [autre que pour l'agriculture]; Pose de papiers peints; Lessivage; Blanchisserie textile; Nettoyage de vitres.

Description

français (fr)

Description

Couleur Rouge, blanc, gris, argenté, noir, brun.

Titulaires

FCA GROUP MARKETING S.P.A.

ID	361034	Pays	IT - ITALIE	Adresse postale	
Organisation	FCA GROUP MARKETING S.P.A.	État/comté	n/a	FCA GROUP MARKETING S.P.A.	Accès et changement par l'utilisateur autorisé permis via l'User Area.
		Ville	Torino	Via Nizza, 250	
		Code postal	10126	I-10126 Torino	
Légal	Entité juridique	Adresse	Via Nizza, 250	ITALIA	Accès et changement par l'utilisateur autorisé permis via l'User Area.
					Accès et changement par l'utilisateur autorisé permis via l'User Area.

Représentants

JACOBACCI & PARTNERS S.P.A.

ID	10139	Pays	IT - ITALIE	Adresse postale	
Organisation	n/a	État/comté	n/a	JACOBACCI & PARTNERS S.P.A.	00 39-0112440311
Légal	Personne morale	Ville	Torino	PO Box 321	00 39-011286300
		Code postal	10152	Torino Centre	
Type	Association	Adresse	Corso Emilia, 8	I-10121 Torino	jpto@jacobacci.com
				ITALIA	

Correspondance

De	Procédure	Numéro de dépôt	Objet	Date	Actions
	Inscription	011742486	T656B	19/06/2018	

De	Procédure	Numéro de dépôt	Objet	Date	Actions
	Inscription	011742486	T655B	20/03/2018	
	MUE	005484639	Surveillance letter	13/03/2018	
	MUE	005484639	Surveillance letter	27/11/2017	
	Inscription	011742486	Prorogation de délai accordée	13/07/2017	
	Inscription	011742486	Lettre à l'EUIPO	11/07/2017	
	Inscription	011742486	T655A	04/07/2017	
	Inscription	010841040	L607 \: Notification of the total renewal of the EUTM	09/11/2016	
	Inscription	011742486	T600A	27/10/2016	
	Inscription	010841040	Formulaire de demande et pièce jointe	25/10/2016	

Affichage 1 à 10 d'entrées37

Transformation d'un EI

Aucune donnée

Ancienneté

Aucune donnée

Priorité d'exposition

Aucune donnée

Priorité

Aucune donnée

Publications

Numéro du Bulletin	Date	Section	Description
2007/021	28/05/2007	A.1	Demandes publiées au titre de l'article 44 du RMUE (article 39 du RMUE avant le 01/10/2017)
2007/045	27/08/2007	C.2.1	Représentant - Modification du nom et de l'adresse professionnelle
2007/045	27/08/2007	C.2.1	Représentant - Modification du nom et de l'adresse professionnelle
2007/062	12/11/2007	B.1	Enregistrements non modifiés depuis la publication de la demande
2010/009	18/01/2010	C.1.1	Propriétaire - Transferts totaux
2016/064	06/04/2016	C.1.3	Propriétaire - Modification du nom et de l'adresse
2016/208	03/11/2016	D.1	Renouvellements
2018/116	21/06/2018	C.3.2	Renonciation partielle / Déclaration conformément à l'article 33, paragraphe 8, du RMUE

Affichage 1 à 8 d'entrées8

Annulation

Aucune donnée

Inscriptions

Numéro du Bulletin	Date	Section	Numéro de dépôt	Titre	Sous-titre
2007/045	27/08/2007	C.2.1	002281551	Représentant	Modification du nom et de l'adresse professionnelle
2007/045	27/08/2007	C.2.1	002281460	Représentant	Modification du nom et de l'adresse professionnelle
2010/009	18/01/2010	C.1.1	004404821	Propriétaire	Transferts totaux
2016/064	06/04/2016	C.1.3	010790940	Propriétaire	Modification du nom et de l'adresse
2016/208	03/11/2016	D.1	010841040	Renouvellement	Renouvellement total
2018/116	21/06/2018	C.3.2	011742486	Nom de la marque	Déclaration conformément à l'article 28, paragraphe 8, du RMUE

Affichage 1 à 6 d'entrées6

Oppositions

Aucune donnée

Recours

Aucune donnée

Décisions

Aucune donnée

Renouvellements

Titre	Numéro de dépôt	Statut	Date du statut
Renouvellement	010841040	Marque renouvelée	03/11/2016

Affichage 1 à 1 d'entrées1

Relations de la marque

Aucune donnée

	Madrid Monitor	Enregistrement international
1406563		Printed: 2018-08-14 16:15

1406563

Détail
État actuel
Français

- 180** Date prévue de l'expiration de l'enregistrement/du renouvellement
26.03.2028
- 151** Date de l'enregistrement
26.03.2018
- 270** Langue de la demande
Anglais
- 732** Nom et adresse du titulaire de l'enregistrement
LANDTOURER AUTOMOBILE CO., LTD
No. 1 Yuanquan Road,
Shangrao Economic & Technological
Development Zone
Jiangxi Province (CN)
- 812** État contractant ou organisation contractante sur le territoire duquel ou de laquelle le titulaire a un établissement industriel ou commercial effectif et sérieux
CN
- 842** Nature juridique du titulaire (personne morale) et État ainsi que, le cas échéant, territoire à l'intérieur de cet État, où la personne morale est constituée
Limited Company, China
- 750** Adresse pour la correspondance
LANDTOURER AUTOMOBILE CO., LTD
No. 1 Yuanquan Road,
Shangrao Economic & Technological
Development Zone
334100 Jiangxi Province (CN)
- 540** Marque



- 531** Classification internationale des éléments figuratifs des marques (classification de Vienne) - VCL(7)
03.03.01 ; 03.03.17 ; 03.03.24 ; 26.01.03 ; 26.01.12 ; 26.01.15 ; 26.01.24
- 511** Classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques (classification de Nice) - NCL(11)
12 Véhicules électriques; châssis automobiles; enjoliveurs; marchepieds pour véhicules; porte-skis pour automobiles; automobiles; carrosseries d'automobiles; pare-chocs d'automobiles; housses pour roues de secours; moyeux pour roues de véhicule.
- 821** Demande de base
CN, 20.09.2014, 15032208
- 822** Enregistrement de base
CN, 28.02.2016, 15032208
- 832** Désignation(s) selon le Protocole de Madrid
AG - AU - BH - BN - BQ - BW - CO - CW - DK - EE - EM - FI - GB - GE - GH - GM - GR - ID - IE - IL - IN - IS - JP - KH - KR - LA - LT - MG - MX - NO - NZ - OA - OM - PH - RW - SE - SG - ST - SX - SY - TM - TN - TR - US - UZ - ZM - ZW
- 834** Désignation(s) selon le Protocole de Madrid en vertu de l'article 9sexies
AL - AM - AT - AZ - BA - BG - BT - BX - BY - CH - CU - CY - CZ - DE - DZ - EG - ES - FR - HR - HU - IR - IT - KE - KG - KP - KZ - LI - LR - LS - LV - MA - MC - MD - ME - MK - MN - MZ - NA - PL - PT - RO - RS - RU - SD - SI - SK - SL - SM - SZ - TJ - UA - VN
- 527** Indications relatives aux exigences d'utilisation

	Madrid Monitor	Enregistrement international
1406563		Printed: 2018-08-14 16:15

BN - GB - IE - IN - LS - MZ - NZ - SG - US

Historique des transactions

ÉTENDRE aucun